

JL
259
A5
P273
1980

ÉDITION 1980



PROGRAMME
OFFICIEL DU
PARTI
QUÉBÉCOIS

LE PROGRAMME OFFICIEL ET LES STATUTS

**édition 1980
(Ville congrès)**



Parti Québécois
Le parti des Québécois

24
1980
001
QL

LES MEMBRES DU CONSEIL EXÉCUTIF NATIONAL ÉLUS LORS DU VII^e CONGRÈS

Président	René Lévesque
Vice-présidente	Louise Harel
Conseiller au Programme	Pierre Harvey
Trésorier	Philippe Bernard
Conseillers députés	Jean-Pierre Charbonneau Guy Chevette Pierre Marois Gilbert Paquette
Conseillers	Jeannine Bourque Gisèle Cayouette Francine Jutras Raymond Lemieux Michel Leduc Emmanuel Marcotte Jean-Claude Moisan

Dans cette édition, les articles du programme qui ont été appliqués, d'une façon ou d'une autre, par le présent gouvernement du Parti Québécois sont identifiés par:

- ✚ application partielle
- ✚✚ application intégrale
- L2 (77): loi 2 votée en 1977
- DM (78): décision ministérielle de 1978.
- L.B.: Livre Blanc traitant de ce chapitre ou de cet article.

Programme officiel tel qu'il a été adopté
lors du 7^e Congrès national,
tenu à Québec les 1, 2 et 3 juin 1979



PRÉSENTATION

Le programme politique que j'ai l'honneur de vous présenter n'est pas seulement celui d'un parti politique mais aussi celui d'un gouvernement. En trois ans nous avons démontré le sérieux d'un tel document pour le gouvernement du Parti Québécois; notre mandat, obtenu le 15 novembre 1976, est jalonné des réalisations multiples inscrites dans notre programme.

La nouvelle édition que voilà est issue du VIII^{ème} Congrès national tenu à Québec en juin 1979. Elle ne modifie pas fondamentalement l'élan progressiste de nos aspirations. Mais au chapitre de "Notre Vie Politique" il est indéniable que le Congrès a clairement défini notre démarche et notre option constitutionnelle.

Bien sûr, même après onze années de réflexion et de débats souvent très vifs mais toujours démocratiques, ce document ne saurait prétendre à la perfection. Comme tout ce qui est humain, il a ses faiblesses et il repose sur des hypothèses dont certaines sont destinées, peut-être, à vieillir assez vite. Nous devons être conscients de ces réalités et accepter de discuter librement et, au besoin, d'adapter à une constante évolution, bon nombre des modalités concrètes qui s'y trouvent. Cela est d'autant plus vrai maintenant que le Parti est soumis aux contraintes du pouvoir. Ce qui doit être sacré, ce sont les principes fondamentaux qui forment l'épine dorsale de ce programme.

La souveraineté nationale, voilà un de ces principes moteurs auxquels le Parti ne saurait renoncer sans se trahir. Il s'agit d'un tournant que le Québec ne prendra jamais qu'avec l'assentiment majoritaire et non équivoque des Québécois eux-mêmes. Car ce tournant décisif, ce n'est qu'avec sérénité, compétence et en connaissance de cause que les Québécois accepteront de ne pas le manquer.

Ce programme restera, bien sûr, notre fidèle compagnon après le référendum. Voilà pourquoi ses engagements dans les secteurs social, économique et culturel restent au coeur de son contenu.

Ce souci de promotion humaine s'attache obstinément à dessiner le modèle d'une société où l'égalité des droits sera absolue et celle des chances aussi complète que possible. Une société qui serait axée sur la justice, le bien-être et l'épanouissement dont chacun de ses membres et chacune de ses familles ont besoin. Ainsi le peuple québécois dans son ensemble doit-il avoir soif, lui, de cette dignité, de cette sécurité et de cette responsabilité qu'une trop longue dépendance a terriblement minées.

Tout cela fait certes un programme ambitieux, mais non téméraire. Le 15 novembre 1976, les Québécois se sont repris en main avec calme, dignité et fierté. Les plus grands espoirs sont désormais permis.

Mais la réalisation des réformes les plus importantes que renferme notre programme requiert la souveraineté politique accompagnée d'un nouveau contrat d'association économique avec le reste du Canada. Dans cette perspective, notre programme n'est vraiment que le minimum d'espoir, réaliste et fier à la fois, dont une nation ne saurait se passer indéfiniment.

René Lévesque

Section 1 - Le Programme

PREMIERE PARTIE

NOTRE VIE POLITIQUE

CHAPITRE I

Objectifs généraux

Nous sommes des Québécois!

Quatre siècles d'histoire commune ont fait de nous une nation. Une nation qui a façonné sa propre culture. Tous les Québécois, quelle que soit leur origine, ont en commun une volonté de créer ici une société qui leur ressemble. Ils ont toujours voulu assumer pleinement leur vie démocratique, respecter les droits fondamentaux de tous les citoyens et s'ouvrir sur le monde.

Il est devenu évident avec le temps que ces objectifs ne peuvent être atteints que par la pleine maîtrise de notre vie politique. La démocratie, c'est d'abord le gouvernement du peuple par le peuple. Le régime politique actuel réduit toute une nation au rang de province. Il engendre des tensions et nous empêche d'entretenir des relations normales, d'égal à égal, avec les autres nations du monde.

Devenu pleinement responsable de son avenir, le Québec aura franchi d'un coup une étape importante vers l'idéal démocratique. Il l'aura franchie d'autant plus que sa démarche aura été irréprochablement démocratique, respectueuse de tous les Québécois, quelles que soient leurs tendances, respectueuse également de ceux qui nous entourent.

Par la suite, pour la première fois de notre histoire, nous pourrons nous donner une constitution qui nous ressemble, qui garantisse nos libertés fondamentales, nos droits individuels et collectifs et nos institutions démocratiques. Quels qu'aient été les régimes politiques existant au Québec, ils furent toujours imposés de l'extérieur, du régime français jusqu'au régime actuel. Et pourtant, les droits démocratiques sont fondamentaux car ils régissent les relations de l'individu avec la collectivité représentée par l'Etat d'une part, et les relations entre individus à l'intérieur de cette même collectivité, d'autre part.

Nos outils politiques regroupés de façon cohérente et accessibles aux citoyens, nous pourrons décentraliser régionalement et localement les décisions en misant sur la participation et l'initiative des citoyens et des communautés de base.

Nous pourrons humaniser notre système judiciaire et rendre encore plus démocratique notre système électoral. Assumant pleinement notre vie internationale, nous pourrons enfin apporter notre contribution, modeste mais originale, à l'évolution de l'humanité.

La souveraineté-association est un moyen essentiel de développement et d'épanouissement. Les Québécois ont le goût d'un Québec à édifier. Quand ils seront maîtres chez eux, parions que le Québec deviendra comme jamais un vaste chantier ouvert à notre imagination, à notre travail et à notre désir de démocratie et de justice sociale.

En conséquence, un gouvernement du Parti Québécois s'engage à:

1. Réaliser la souveraineté du Québec par les voies démocratiques et proposer au Canada une association économique mutuellement avantageuse, respectant le principe de l'égalité absolue entre les deux peuples.
2. Soumettre à la population une constitution assurant l'équilibre entre un gouvernement efficace et le respect des libertés démocratiques.
3. Décentraliser l'administration et revaloriser les municipalités tant au plan local que régional.
4. Assurer l'impartialité de la justice et en faciliter l'accès à tous les citoyens.
5. Poursuivre une politique étrangère de coopération pacifique.
6. Affirmer les droits du Québec sur son territoire.

CHAPITRE II

L'accession à l'indépendance

Les Québécois forment un peuple qui a le droit de choisir son avenir collectif. Ce droit à l'autodétermination est inscrit dans la charte des Nations unies que le Canada a lui-même signée en y adhérant, comme plus de 82 autres pays du monde.

Puisque les citoyens du Québec vivent en démocratie, c'est au peuple de décider lui-même de son avenir. Le Québec a connu six régimes politiques en quatre siècles. Il est entré dans le régime actuel par

un vote de 27 à 22 de ses représentants, sans que le peuple ne soit consulté. Pour la première fois de notre histoire, nous choisirons le régime politique dans lequel nous voulons vivre, démocratiquement, par un vote référendaire.

Les Québécois seront appelés à accepter ou à rejeter un projet précis d'une nouvelle entente d'égal à égal avec le reste du Canada: la souveraineté-association. Ils seront appelés à confier au gouvernement du Québec le mandat de transformer le régime fédéral actuel en une association entre deux États souverains.

Cette transformation implique nécessairement des négociations avec le reste du Canada portant à la fois sur le contenu d'un traité d'association définissant les compétences mises en commun et sur les mécanismes de transfert des compétences. Lorsque ces négociations seront terminées, le Québec pourra proclamer sa Souveraineté et signer simultanément le traité d'association avec le Canada.

Dans l'éventualité où, à l'encontre de ses propres intérêts, le Canada anglais refuserait toute forme d'association équitable, le gouvernement du Québec s'engage à revenir consulter les Québécois pour leur demander un autre mandat. Il leur proposerait alors de réaliser l'indépendance du Québec sans association privilégiée avec le Canada. C'est là reconnaître la priorité de la maîtrise de notre avenir sur tout lien de type fédéral quel qu'il soit. C'est aussi, en gardant cette dernière solution en réserve, miser sur la possibilité d'une nouvelle entente à l'amiable et d'égal à égal entre les deux peuples fondateurs.

En conséquence, un gouvernement du Parti Québécois s'engage à:

1. Exiger, dès que les Québécois lui en auront donné mandat par voie de référendum, le rapatriement au Québec de tous les pouvoirs inhérents à un État souverain et proposer au Canada de réaliser avec lui une association d'États souverains devant succéder aux arrangements constitutionnels actuels.

2. Mener les négociations en cause avec toute la diligence compatible avec la souveraineté du Québec et ses intérêts.

3. Contribuer à assurer la continuité des échanges et des institutions qui lui paraîtront compatibles avec la souveraineté du Québec et ses intérêts.

4. Demander aux citoyens du Québec, dans l'éventualité où il paraîtra impossible d'en arriver à une entente satisfaisante avec le Canada, le mandat d'exercer sans partage les pouvoirs d'un État souverain.

5. Assurer, en toute éventualité, aux citoyens du Québec le maintien des droits acquis individuels, sous forme d'allocations, de pensions, de services ou d'emplois, et notamment:

a) les allocations familiales;

b) les pensions de vieillesse et leur supplément;

c) les pensions aux vétérans;

d) la sécurité d'emploi des fonctionnaires fédéraux québécois ainsi que des employés québécois des sociétés d'État fédérales;

e) tous les autres droits découlant de circonstances actuellement reconnues.

6. Intégrer à la Fonction publique québécoise les fonctionnaires et employés fédéraux résidant au Québec qui en exprimeront le désir, de manière à ce qu'ils n'aient à subir aucun préjudice financier:

a) l'échelle de leur traitement et salaire ne sera pas modifiée;

b) le transfert au Québec de leur fonds de pension et retraite, ainsi que des contributions de leur employeur, sera négocié avec le gouvernement du Canada en élargissant la portée de l'accord existant;

c) tous les avantages sociaux acquis seront maintenus;

d) une indemnité de déménagement sera accordée le cas échéant;

e) les droits des retraités seront maintenus intégralement.

7. Établir dans l'Outaouais un programme spécial de création de nouveaux emplois fondé sur l'établissement à Hull du centre administratif des institutions d'association avec le Canada.

8. Assurer à l'immigrant en voie d'obtenir sa citoyenneté canadienne qu'il pourra, au moment de la déclaration de la souveraineté, bénéficier des droits acquis, découlant de ses démarches aux fins d'obtenir sa citoyenneté québécoise.

9. Obtenir la reconnaissance des autres États et demander l'admission du Québec aux Nations unies.

10. Promouvoir le plus possible l'autonomie du Québec au cours de la période restant à passer sous le régime politique actuel.

CHAPITRE III La Souveraineté-association

Plus de 80% des Québécois, quelle que soit leur origine ou leur opinion politique, veulent maintenant un changement fondamental, une nouvelle entente d'égal à égal entre les deux nations.

L'Acte de 1867 n'a jamais été adapté à nos besoins et à nos aspirations. Présentée au Québec comme un pacte solennel entre deux peuples fondateurs, la Constitution canadienne aura de fait confirmé la vision de Macdonald du Canada! Un pays essentiellement anglophone avec une minorité française concentrée au Québec. Nous étions 33% de la population canadienne. Nous sommes maintenant 26%. Nous serons 20% dans 20 ans. Notre

poids diminue d'année en année au parlement fédéral.

Cette minorisation rend l'égalité entre les deux nations de plus en plus illusoire. Certains voudraient la trouver dans un fédéralisme renouvelé. C'est là un mythe qui a la vie dure et qu'on nous ressort depuis le temps d'Honoré Mercier (1887) chaque fois que nous tentons de nous affirmer, comme une soupape pour réduire la pression et maintenir sur le Québec le couvercle du statu quo. Le fédéralisme renouvelé est impossible car il implique un transfert important des pouvoirs d'Ottawa au profit de notre Gouvernement à Québec. Il revient à enlever aux Canadiens des autres provinces une partie de leur Gouvernement national pour donner un Gouvernement national incomplet aux Québécois. C'est à la fois trop pour le Canada anglais et trop peu pour le Québec. Autrement dit, aucun régime de type fédéral ne peut satisfaire à la fois les aspirations des deux peuples. C'est là la cause fondamentale des pourparlers interminables qui vicient l'atmosphère politique depuis des décennies.

Les Québécois, tout comme les Canadiens anglais d'ailleurs, veulent deux choses: être maîtres chez eux et coopérer dans l'égalité avec leurs voisins. Les Canadiens anglais ont déjà leur Gouvernement national à Ottawa et il leur reste à ajuster leur fédéralisme à leur diversité régionale. La justice, l'égalité et la dignité exigent maintenant que nous ayons aussi le nôtre à Québec. Aucune association saine, adulte et efficace ne peut reposer sur l'inégalité des partenaires et la domination de l'un sur l'autre.

Heureusement, le fédéralisme n'est pas la seule façon de concilier la souveraineté des peuples et leur nécessaire interdépendance. Plus de 50 pays, regroupés dans une douzaine d'associations entre Etats souverains, nous montrent la voie de l'avenir. Dans le cas du Québec et du Canada, 200 ans d'histoire commune ont tissé des liens surtout économiques sans émousser notre volonté de souveraineté.

Deux Etats souverains, le Québec et le Canada, créeraient une Association Québec-Canada régie par un Conseil conjoint de ministres délégués par chaque Gouvernement. Cet organe décisionnel maintiendrait la communauté économique actuelle sur la base d'un traité d'association spécifiant les compétences exercées conjointement. Chacun des deux Etats percevrait l'ensemble des impôts sur son territoire et remettrait au Conseil les fonds nécessaires à la réalisation des programmes conjoints. Chacun des deux Etats pourrait légiférer dans tous les domaines sur son territoire et aurait la pleine personnalité internationale.

La Souveraineté-association, sans enlever au Canada anglais son Gouvernement

national, donnerait le sien aux Québécois. Elle mettrait fin aux interminables conférences constitutionnelles, aux tensions stériles entre les deux peuples et à la coûteuse inefficacité de deux niveaux de gouvernement concurrents. Elle donnerait enfin, à chaque nation, les moyens de s'attaquer à son propre développement, d'en faire bénéficier la Communauté Québec-Canada et d'augmenter son apport à l'évolution mondiale.

En conséquence, un gouvernement du Parti Québécois s'engage à:

1. Proposer au reste du Canada une association d'Etats souverains comprenant dans le domaine de l'économie:

a) la libre circulation des marchandises, par la renonciation des parties au droit de dresser à leur frontière commune des barrières douanières de quelque niveau que ce soit et la renonciation à toute forme d'entraves indirectes qui n'auraient pas été prévues de façon explicite par ententes particulières;

b) l'établissement, en commun, de la protection tarifaire jugée nécessaire à l'égard des pays tiers, compte tenu des intérêts à court et à long terme de chacune des parties;

c) la reconnaissance mutuelle des parties du droit de protéger chez elle:

i leur production agricole,

ii leurs programmes d'aide temporaire au développement,

iii leur système de préférence d'achat de la part de l'Etat,

ces trois domaines devant faire l'objet d'ententes spécifiques;

d) la libre circulation des personnes entre les deux territoires, par la renonciation réciproque des parties à leur droit d'imposer un contrôle de police régulier à leur frontière commune, sous réserve

i que les citoyens québécois aient leur propre passeport,

ii que puissent être signées des ententes particulières en ce qui a trait au marché du travail et à l'immigration;

e) la reconnaissance du dollar comme seule monnaie légale ayant cours sur le territoire des parties et, en conséquence, le réaménagement des institutions bancaires centrales en institutions communautaires, étant entendu qu'en cas d'échec ou d'impasse dans les négociations en vue de l'établissement d'une monnaie commune, le Québec verra à se doter de sa propre monnaie;

f) la liberté de circulation des capitaux entre les deux Etats, sous réserve pour chacune des parties:

i des dispositions résultant de la promulgation d'un code des investissements;

ii des dispositions particulières pouvant être adoptées pour la régie de certaines institutions financières;

iii de toute autre mesure temporaire ou permanente jugée nécessaire par l'une ou l'autre des parties; toute dérogation au principe général de la libre circulation des capitaux devant faire l'objet d'une entente particulière;

g) l'élaboration d'ententes spécifiques en ce qui concerne les chemins de fer, les transports aériens et la navigation intérieure, en ce qui a trait, dans ce dernier cas, aux eaux limitrophes en particulier;

h) la reconnaissance mutuelle de la propriété exclusive des installations "fédérales" situées sur le territoire du Québec et du Canada et la prise en compte, lors des transferts en cause, des compensations qui paraîtront justes, compte tenu de la nature et de l'influence de ces installations sur le développement passé des deux économies;

i) le partage, entre les deux parties, de la responsabilité de la dette actuelle du gouvernement fédéral, compte tenu du paragraphe précédent et de l'ensemble des bases de partage à être déterminées par accord à cette fin.

2. Considérer que les dispositions économiques qui précèdent ne doivent pas être interprétées comme signifiant que l'espace économique du Québec s'en trouvera limité à celui de l'association et que le Québec reste libre, à l'intérieur des termes de l'entente, d'accroître ses échanges avec d'autres pays, quand il y trouvera avantage.

3. Faire en sorte de créer conjointement avec le gouvernement du Canada les institutions nécessaires au bon fonctionnement de l'association Québec-Canada, sur la base d'un traité liant les deux États souverains et spécifiant:

a) les compétences que les deux gouvernements conviennent d'exercer conjointement;

b) leur composition et la façon dont elles adopteront leurs actes juridiques;

c) la façon dont ces actes juridiques lieront les deux gouvernements.

4. Faire en sorte que les institutions à mettre en place pour régir les domaines d'activités mis en commun ainsi que les mécanismes d'interprétation et d'arbitrage des ententes soient constitués selon le principe général de la parité et que les ressources nécessaires au bon fonctionnement de ces institutions résultent de contributions à être négociées entre les parties.

5. Proposer de créer par le traité d'association un organe décisionnel formé de ministres délégués par chacun des gouvernements et agissant suivant les instructions de leur gouvernement; ces décisions sont prises à l'unanimité, chaque État disposant d'un vote.

6. Proposer de créer par le traité d'association une Cour de justice de l'Association, formée d'un nombre égal de juges

nommés par chaque gouvernement, plus un président dont la nomination doit être approuvée par les deux gouvernements. La Cour de justice a pour rôle:

a) de trancher tout différend pouvant surgir entre les deux États ou entre l'un d'eux et un organe de l'Association au sujet de l'interprétation d'un traité;

b) d'agir comme tribunal hiérarchiquement supérieur aux tribunaux nationaux à des fins d'interprétation d'un acte juridique de l'association.

7. Contribuer à la mise sur pied des institutions bancaires nécessaires au bon fonctionnement de l'association et ayant comme fonctions:

a) de régir l'activité monétaire et les accords de type monétaire qui peuvent exister avec d'autres pays;

b) de contrôler le système bancaire, le crédit et les principaux rouages de l'activité financière;

c) de servir d'agent financier aux gouvernements.

8. Proposer que les parties à l'association assurent à leur minorité anglophone d'une part et francophone d'autre part la plus complète réciprocité des droits et des services compatibles avec les circonstances existant de part et d'autre.

9. Réaffirmer et défendre les droits inaliénables du Québec sur tout son territoire y compris le Labrador et les îles du littoral du Nouveau-Québec, le plateau continental, la limite côtière de 200 milles, le territoire des parcs dits fédéraux de même que la portion québécoise de la région de la capitale fédérale; réclamer la possession des îles et des terres arctiques actuellement canadiennes qui lui reviennent au même titre qu'aux autres pays nordiques; à défaut d'accord à ce sujet, poser des gestes d'occupation juridique (octrois de concessions, mise en place d'institutions, etc.) et porter la cause devant la Cour internationale de justice.

CHAPITRE IV Le régime politique

La société moderne doit faire face à des problèmes complexes, ce qui oblige l'État à intervenir par une multitude de lois et de règlements en même temps que par la mise sur pied de services collectifs de plus en plus importants et de plus en plus nombreux. L'activité politique a donc acquis de ce fait une importance sans précédent. C'est à travers un certain nombre d'institutions spécifiques que s'exerce cette activité et que les citoyens peuvent participer à l'organisation et au fonctionnement de la société. Ce sont ces institutions qui assurent à l'individu la protection de ses biens

et de sa personne, le respect de sa liberté et la défense de ses droits fondamentaux. C'est sur ces considérations que se fonde le régime politique d'un Québec souverain.

En conséquence, un gouvernement du Parti Québécois s'engage à:

1. Présenter un projet de constitution comportant:

a) une déclaration des droits de l'Homme qui s'inspire de la Déclaration Universelle des Nations unies, consacrant notamment:

i) le droit de l'individu à la liberté et à la sûreté de sa personne;

ii) l'égalité devant la loi, la présomption d'innocence et une juste procédure accusatoire en matière pénale;

iii) le droit à la liberté de pensée, d'opinion, de conscience et de religion;

iv) le droit à l'information;

v) le droit au travail, aux loisirs, à la santé, au logement et à un niveau de vie suffisant;

vi) le droit à l'éducation;

vii) le droit à la culture;

viii) le droit à la reconnaissance de tous les droits et libertés, sans distinction ou discrimination fondées sur la race, la couleur, l'origine ethnique ou nationale, la langue, le sexe, l'orientation sexuelle, la condition sociale, l'état civil, l'âge, les handicaps, la religion, les convictions politiques.

b) les institutions d'une république à gouvernement présidentiel composée:

i) d'un président, à la fois chef de l'Etat et chef du gouvernement, élu à date fixe pour quatre ans au suffrage universel direct et dont le mandat n'est renouvelable qu'une seule fois. En cas de décès, incapacité ou démission, il est remplacé par un vice-président élu automatiquement en même temps que lui. Dans l'exercice de ses principaux pouvoirs:

— il nomme les ministres et les secrétaires d'Etat qui ne peuvent être députés en même temps;

— il propose à l'Assemblée nationale la nomination des juges à la Cour Suprême;

— il nomme les ambassadeurs avec l'approbation des deux tiers de l'Assemblée nationale;

— il conclut les traités, sujets à ratification par les deux tiers de l'Assemblée nationale lorsqu'ils ont pour effet de modifier la législation interne ou comportent des dépenses des deniers publics;

— il possède un droit de veto sur les lois votées à l'Assemblée nationale. Ce veto peut toutefois être levé si la loi est adoptée une seconde fois à l'Assemblée nationale par un vote à la majorité des deux tiers;

— il est le premier responsable des forces de défense territoriale, mais il ne peut les impliquer dans aucune action majeure sans le consentement de l'Assemblée nationale;

— il a le droit de grâce.

ii) d'une Assemblée nationale investie des pouvoirs législatifs et délibératifs, élue à date fixe pour une période de quatre ans au suffrage universel direct. Cette Assemblée est convoquée en session à date fixe chaque année, sauf urgence, où elle se réunit de plein droit. Le président ne peut dissoudre l'Assemblée.

Le président et les vice-présidents de l'Assemblée nationale sont élus par les députés:

— cette élection est soumise à la règle de la majorité des trois quarts (3/4) des membres de l'Assemblée nationale;

— elle survient après les élections générales;

— le mandat des membres de la présidence est d'une durée égale au mandat des députés de l'Assemblée nationale;

— leur mandat est renouvelable indéfiniment;

— les juges de la Cour Suprême sont chargés de contrôler le déroulement de ces votes.

Dans l'exercice de ses principaux pouvoirs, l'Assemblée nationale:

— vote le budget et tous les crédits;

— possède un droit de contrôle sur l'Exécutif, peut convoquer et interroger les ministres et secrétaires d'Etat et, le cas échéant, peut révoquer le président par un vote à la majorité des trois quarts (3/4);

— établit un système de commissions parlementaires permanentes et spécialisées;

— peut lever le veto du président par un vote majoritaire des deux tiers (2/3);

— nomme les juges de la Cour Suprême, sur proposition du président, par un vote à la majorité des deux tiers (2/3);

— vote tous les projets de loi, y compris les projets émanant de l'Exécutif.

iii) d'une Cour Suprême chargée de veiller en dernier ressort au respect de la Constitution;

c) la liberté pour les partis politiques d'exercer leur activité et de participer au processus électoral dans le respect des principes démocratiques;

d) le recours au référendum, dans les limites de la Constitution.

2. Instituer une commission permanente qui aura comme mandat de faire respecter la Déclaration des droits de l'Homme avec le pouvoir d'enquêter, de faire pression, de faire entamer des poursuites et de diffuser de l'information.

3. Faire adopter une loi organique sur les référendums garantissant que les options offertes seront claires et distinctes, de formulation non ambiguë, permettant l'expression de choix véritables.

4. Reconnaître comme Québécois, au moment de la déclaration de l'indépendance du Québec, tout citoyen canadien habitant le Québec, y compris tous les Néo-Canadiens. Quant aux immigrants

reçus, le processus d'accession à la citoyenneté québécoise se poursuivra normalement pour eux sous le régime québécois, dans le respect de leurs droits acquis, conformément aux lois de l'immigration en vigueur au moment de l'accession du Québec à la souveraineté.

5. Maintenir la fonction de protecteur du citoyen.

6. Garantir à tout Québécois le libre accès à tout dossier le concernant, sans toutefois entraver l'administration normale de la justice, ce libre accès devant par ailleurs porter sur:

a) la connaissance du fait de l'existence des pièces au dossier,

b) la possibilité d'en obtenir copie à peu de frais,

c) la possibilité de faire compléter ou, au besoin, corriger ces pièces étant entendu que les conditions de diffusion des documents en cause devront tenir compte du respect dû à la vie privée du citoyen.

CHAPITRE V

Le système électoral

La démocratie, pour être réelle, exige qu'à tous les niveaux de l'administration politique, les représentants élus du peuple l'aient été dans des conditions telles qu'ils représentent bien les opinions et les intérêts des citoyens tout en restant libres d'agir selon leurs mandats et leur conscience. Ce qui implique d'abord que la carte électorale donne à chaque citoyen la possibilité de faire valoir réellement ses droits, que la répartition des sièges reflète les opinions et intérêts des citoyens et qu'aucun groupe ne puisse être en mesure, pour des raisons financières ou autres, d'exercer une domination quelconque sur l'ensemble.

En conséquence, un gouvernement du Parti Québécois s'engage à:

1. Maintenir le mode de scrutin actuel, mais y ajouter un élément de représentation proportionnelle pour que le tiers des sièges de l'Assemblée nationale soit pourvu par des députés élus suivant le vote préférentiel accordé aux partis politiques reconnus, c'est-à-dire ceux qui auront fait élire au moins dix députés ou à ceux qui auront recueilli au moins dix pour cent des votes, aucun député ne pouvant être élu en tant que député de liste pour plus de deux mandats consécutifs.

2. Dresser la carte électorale selon les principes suivants:

a) intégrer à la Constitution les règles sociologiques, démographiques et géographiques qui guident le découpage des circonscriptions électorales;

b) énoncer dans la loi électorale et réviser périodiquement les conditions d'application des principes du découpage, notamment le nombre de circonscriptions ou le nombre moyen d'électeurs par circonscription et l'écart toléré;

c) réserver l'exécution du découpage, conformément à la loi électorale et à l'abri des ingérences politiques, au service public qui dresse la liste unique et permanente des électeurs et qui émet la carte d'électeur.

3. Interdire toute publication ou diffusion de sondages électoraux sept (7) jours avant le scrutin.

4. Uniformiser les lois électorales régissant les élections nationales et locales de manière à n'utiliser qu'un seul office électoral et une liste unique et permanente des électeurs; émettre une carte d'électeur et établir les bureaux de scrutin dans les lieux publics. Le port de la carte d'électeur avec photo récente ne sera obligatoire que pour vérifier le droit de vote et on ne pourra l'exiger pour aucune autre fin d'identification.

5. Consacrer dans la loi électorale l'égalité des chances de tous les partis politiques présentant un candidat dans au moins la moitié des circonscriptions électorales par l'octroi de périodes égales de temps à la radio et à la télévision, par l'interdiction formelle d'acheter ou d'utiliser directement ou par personne interposée des émissions additionnelles au cours de la période électorale, par l'accessibilité égale aux journaux, par l'identification des partis sur les bulletins de vote.

6. Rembourser une partie des frais de publicité encourus pendant la campagne électorale aux partis reconnus à des fins électorales qui auront recueilli au moins cinq pour cent (5%) des votes ou fait élire dix (10) députés.

7. Assurer la démocratisation des partis politiques en les obligeant à faire la publication détaillée de leurs dépenses et celle de toutes leurs sources de revenus et en assurant aux partis reconnus le droit au financement, à même les ressources publiques, de leurs services essentiels de recherches et de documentation.

CHAPITRE VI

L'administration publique

Le problème de la réforme administrative est posé au Québec depuis longtemps. L'accession à la souveraineté donnera au gouvernement du Québec des responsabilités nouvelles et lui posera des problèmes inédits. Par ailleurs, l'appareil de l'État s'est développé, au Québec

comme partout ailleurs dans le monde, sous la pression des événements, sans que l'on n'ait toujours eu le temps ni la volonté d'introduire dans ce vaste ensemble la cohérence qu'exigerait l'efficacité. En particulier, la croissance des institutions a éloigné celles-ci des citoyens dans une mesure telle que l'individu se sent trop souvent écrasé par la taille et la complexité des appareils.

En conséquence, un gouvernement du Parti Québécois s'engage à:

1. Organiser un appareil gouvernemental et administratif fonctionnel regroupant en un petit nombre de "super-ministères" les départements ministériels, directions générales, etc.

Ces super-ministères pourraient compter, par exemple:

a) la Présidence: le Cabinet présidentiel, l'Office du Plan (sous la responsabilité spécifique d'un secrétaire d'État), la Défense;

b) le ministère des Affaires étrangères: Relations internationales, Coopération internationale;

c) le ministère de l'Intérieur: Justice, Police, Fonction publique, Administration locale et régionale, Citoyenneté;

d) le ministère des Finances et du Revenu: Finances, Trésor, Revenu National;

e) le ministère de l'Économie: Richesses naturelles (mines, forêts, eaux, pêcheries...) Industrie, Agriculture, Commerce, accords de communauté avec le Canada, Transports, Communications, Tourisme, Travaux publics, Voirie, etc.;

f) le ministère des Affaires sociales: Travail et Main-d'œuvre, Bien-Être social et Famille, Santé, Jeunesse, Immigration;

g) le ministère de l'Éducation et de la Culture: Éducation permanente, Moyens de communication de masse, Affaires culturelles, Recherche scientifique, Animation culturelle, Loisirs et Sports, etc.

2. Réformer et humaniser l'administration publique en appliquant des principes visant à assurer que:

a) la nomination de tous les fonctionnaires, y compris ceux appelés aux fonctions administratives les plus élevées, se fonde sur un critère unique, celui de la compétence reconnue par des concours publics tenus sous l'autorité de la Commission de la Fonction publique;

b) toute personne occupant ou postulant un poste dans l'administration publique (dans son sens le plus large) fournisse à la Commission de la Fonction publique un bilan de ses intérêts financiers personnels;

c) les normes d'efficacité et de rentabilité appliquées dans l'entreprise privée soient appliquées dans l'administration publique;

d) les cadres supérieurs et les cadres moyens soient associés à l'élaboration des politiques;

e) les employés de l'État aient accès au

perfectionnement selon leurs centres d'intérêt ou de responsabilité, grâce à des cours ou à des stages d'études;

f) la mobilité des effectifs à l'intérieur de l'administration soit rendue possible;

g) l'on voie à la disparition sous sa forme actuelle du régime de pensions des députés.

3. Établir dans l'Outaouais un programme spécial de création de nouveaux emplois fondé sur le renforcement du rôle de capitale régionale de Hull, notamment par le développement des services publics et par un programme de développement économique accéléré.

4. Régionaliser les politiques gouvernementales par une décentralisation administrative basée sur:

a) la redéfinition de régions administratives homogènes, cohérentes et pertinentes par rapport aux réalités sociales, culturelles, économiques et politiques;

b) la création et le développement de bureaux régionaux ayant les pouvoirs, les budgets et les effectifs nécessaires à l'application locale des politiques relatives à la solution des problèmes régionaux;

c) l'accroissement des pouvoirs de décision et de coordination des Conférences Administratives Régionales (CAR);

d) des unités de travail réorganisées correspondant aux structures régionales et locales, de manière à favoriser le contact avec la population et la coordination du travail des fonctionnaires au niveau local.

5. Favoriser davantage la promotion des femmes dans la fonction publique par la mise sur pied de programmes équitables de recrutement et de recherche, pour respecter l'égalité des chances d'accès à la fonction publique.

CHAPITRE VII

Les municipalités

L'institution municipale est la forme d'organisation politique la plus familière à la population et celle qui permet d'établir les liens les plus directs entre les citoyens et leurs représentants. La structure municipale se trouve stérilisée en partie par la superposition des interventions fédérales et provinciales dans son champ de compétence. L'accession du Québec à la souveraineté permettra de dénouer cet imbroglio. Par ailleurs, un certain nombre de décisions administratives, aujourd'hui centralisées à Québec, pourraient être prises plus rapidement et être plus conformes aux vœux et aux besoins des citoyens si elles relevaient des municipalités. C'est pourquoi il importe de consolider ou de créer les institutions locales et régionales nécessaires à cette décentralisation. Cela permettra, à la fois, de favori-

ser la participation la plus large possible des citoyens aux décisions qui les concernent et l'attribution des responsabilités aux paliers d'administration les plus aptes à s'en acquitter.

En conséquence, un gouvernement du Parti Québécois s'engage à:

1. Revaloriser le pouvoir local, notamment:

++ L31 (77)

a) en remettant aux municipalités certains pouvoirs actuellement exercés par le gouvernement québécois et en augmentant les ressources financières mises à leur disposition;

b) en favorisant la création, sur demande, de conseils de quartier(s) élus au suffrage universel et ayant une co-responsabilité avec le conseil municipal;

+

c) en modifiant le mode électoral par l'instauration du vote universel;

++ L35 (77)

d) en adoptant le principe d'un quartier, un conseiller, à la suite d'une révision des quartiers de la municipalité et ne permettant que des candidatures de résidents du district électoral, dans le cas d'un échevin, et de la municipalité, dans le cas du maire;

e) en démocratisant la loi du référendum au même titre que les autres lois électorales et en étendant cette loi du référendum à toutes les cités et villes du Québec, y compris Montréal et Québec, pour que leurs projets importants soient agréés ou refusés par les électeurs;

f) en établissant des normes minimales pour le zonage ainsi que la préservation et la création d'espaces verts, de telle sorte qu'il y ait affichage sur le site et que tous les citoyens concernés par un changement de zonage, de plans, d'aménagement de quartier et de programmes de rénovation urbaine en soient informés par écrit en indiquant les délais, la procédure et les conditions pour demander un référendum, le tout lors de la présentation dudit changement afin que, si les citoyens s'y opposent, un référendum puisse être tenu dans le quartier sur la question;

++ L55 (77)

g) le contenu de la loi électorale au niveau provincial sera adapté afin de pouvoir s'appliquer au niveau municipal pour empêcher les conflits d'intérêts et la corruption au niveau des administrations municipales.

++ L7 (77)

2. Réorganiser les structures municipales en consultant obligatoirement la population concernée sur tout projet de restructuration, regroupement ou fusion.

3. Créer des municipalités régionales selon les modalités suivantes:

+

L73 (77)

+

L37 (78)

+

L36 (78)

+

L82 (78)

+

L125 (79)

a) le conseil de ces municipalités sera formé de personnes élues directement par la population dans chacune des municipalités locales, de représentants des conseils de municipalités locales et, en plus petit nombre, de représentants du gouvernement choisis par une commission régionale qui appliquera les mêmes critères que

la Commission de la Fonction publique;

b) la formule, le statut et les pouvoirs des municipalités régionales seront adaptés aux cas particuliers; l'application et l'échéance de cette politique seront flexibles;

c) ces municipalités exercent, dans le cadre du Plan, les compétences suivantes:

i la planification et l'aménagement du territoire, ce qui implique l'équipement prioritaire de métropoles régionales et la conception d'un plan de regroupement municipal;

ii la promotion économique et les fonds industriels;

iii la voirie régionale;

iv le secteur de l'habitation, y compris la relocalisation;

v l'environnement, l'approvisionnement en eau potable et l'épuration des eaux usées;

vi le transport en commun;

vii l'administration des services et équipements communautaires dans les domaines qui leur auront été confiés par des municipalités locales;

viii la promotion et l'aménagement touristiques;

ix l'administration des pêches commerciales;

x l'administration des corps policiers régionaux;

d) le budget de ces municipalités sera préparé à la lumière des recherches, des projets et des recommandations venant des municipalités locales, des comités de citoyens et des corps intermédiaires, avec l'assistance des spécialistes du gouvernement, au besoin;

e) les municipalités locales et régionales auront des sources directes de revenus fiscaux en accord avec les fonctions qui leur seront confiées; de plus, des mécanismes de péréquation et de subventions permettront de fournir des revenus additionnels aux municipalités et aux régions dont les sources directes de revenus fiscaux seront insuffisantes;

f) les municipalités auront la responsabilité d'établir des garderies gratuites et on leur fournira les ressources financières requises à cette fin;

g) dans la mesure du possible, et particulièrement dans les municipalités et les régions où cohabitent résidents permanents et résidents temporaires, on veillera à ce que les contribuables reçoivent des services équitables en rapport avec les charges fiscales qu'ils assument.

++ L200 (78)

4. Améliorer l'administration municipale:

a) en consacrant le droit des citoyens à l'information afin qu'ils puissent prendre des décisions éclairées;

++ L82

L36 (78)

++ L34

L55

b) en organisant une véritable consultation des citoyens.

5. Consacrer le droit des citoyens à l'information:

a) en exigeant que, lorsqu'une soumission n'est pas donnée au plus bas soumis-

sionnaire, le procès-verbal de l'assemblée indique les raisons qui ont motivé la décision du Conseil;

b) en mettant en place un mécanisme permettant aux citoyens d'être informés des dates des assemblées spéciales du Conseil de Ville en avisant, par exemple, de ces dates le(s) représentant(s) des comités de citoyens ou conseils de quartier(s).

CHAPITRE VIII

La justice

Les institutions qui concernent la justice et la police comptent parmi celles qui, dans tous les pays, offrent le plus de résistance au changement. De plus, dans ce domaine comme dans beaucoup d'autres, le partage des juridictions entre le Québec et le Canada contribue à freiner l'adoption des mesures d'adaptation qui s'imposent. La persistance du caractère punitif du système judiciaire et les difficultés que rencontrent les efforts de coordination et de spécialisation des corps policiers réduisent l'efficacité des services concernés. L'appareil judiciaire est, de soi, complexe et tend trop facilement à s'éloigner du simple citoyen. Des lois mieux adaptées aux situations vécues, des tribunaux mieux structurés et plus accessibles assureront aux individus et aux groupes la protection à laquelle ils ont droit dans la société telle qu'elle apparaît au XX^e siècle.

En conséquence, un gouvernement du Parti Québécois s'engage à:

1. Mettre sur pied un système de tribunaux administratifs coiffé par un conseil d'État dans le but d'assurer au citoyen le respect de ses droits.

2. Charger le Conseil supérieur de la justice d'établir pour chaque genre de tribunal une liste des personnes admissibles à la fonction de juge, liste au sein de laquelle le gouvernement sera obligé de choisir les candidats à cette fonction.

3. Placer la justice au-dessus de tout soupçon:

a) en accordant l'autonomie administrative du pouvoir judiciaire;

b) en adoptant un code d'éthique de la magistrature qui définit les droits et devoirs des juges, prévoit la sanction des actes dérogatoires et détermine le mécanisme de la mise à la retraite normale ou prématurée et celui de la destitution d'un juge.

4. Faire en sorte que la procédure sommaire pour outrage au tribunal utilisée jusqu'à maintenant ne serve plus à la défense d'un juge. Plus particulièrement:

a) le juge qui sera attaqué personnellement pourra recommander au ministère que des poursuites soient intentées.

b) toute poursuite pour "outrage au tri-

bunal" devra commencer par un acte d'accusation porté contre l'accusé, comme dans tous les autres cas (déclaration sommaire de culpabilité).

5. Maintenir, en droit pénal, les principes fondamentaux du système actuel, la présomption d'innocence, les garanties à l'encontre de l'auto-incrimination et le système accusatoire.

6. Réformer le système de jury afin de permettre à tous les groupes sociaux d'y participer.

7. Permettre que le juge qui préside aux procès de jeunes délinquants puisse être un professionnel d'une discipline autre que juridique, pourvu qu'il ait au moins cinq années d'expérience professionnelle et se soit spécialisé pendant au moins un an dans une école de magistrature.

8. Diviser le procès pénal en deux étapes: la première, portant sur le verdict de culpabilité, sera présidée par un juge avec jury; la deuxième, portant sur la sentence, sera présidée par une équipe de trois (3) personnes comprenant un juge de la peine et deux assesseurs spécialisés en sciences humaines, chargés de déterminer la sentence et le plan de traitement et de vérifier périodiquement l'application de celui-ci.

9. Entreprendre une recherche systématiquement organisée dans le but de changer toute l'orientation du système carcéral, à savoir: en faire disparaître tous les aspects strictement punitifs, pour donner véritablement préséance aux exigences de la réhabilitation et de la réinsertion sociale; favoriser les programmes d'alternatives à l'emprisonnement afin de limiter le plus possible les cas de détention.

10. Réformer le système correctionnel en tenant compte de l'évolution actuelle de la criminologie; à cette fin:

a) soumettre la nomination des directeurs de prison aux concours de la Fonction publique et établir un système de recyclage du personnel des établissements de détention;

b) assurer la présence dans chaque maison de détention d'une équipe permanente de spécialistes de comportement humain qui veillera à la réhabilitation des détenus;

c) favoriser la réintégration sociale des détenus et leur réhabilitation par l'établissement de maisons de transition;

d) permettre aux détenus d'accomplir, à l'intérieur ou à l'extérieur, un travail rémunéré au taux de salaire normal;

e) permettre aux détenus d'avoir des relations normales avec leur conjoint

f) séparer les prévenus des détenus;

g) garantir qu'aucun citoyen ne perdra son statut d'électeur du fait de sa détention ou de son délit;

h) conserver à l'usage exclusif d'enquêtes policières un dossier criminel pour une période de cinq (5) ans après l'expiration de la sentence, et détruire ce dossier si aucune récidive n'a été relevée pendant les cinq (5) ans en question;

i) imposer un travail communautaire plutôt que la prison à celui qui n'a pas payé ses amendes, ou procéder à des saisies.

11. Restructurer les services de police:

a) en les regroupant en corps régionaux coordonnés par un office national de gestion et de surveillance, sous l'autorité du Ministère de l'Intérieur;

b) en transformant la Sûreté du Québec en une police nationale spécialisée en matières criminelles, qui puisse intervenir à la demande d'un corps policier régional, dans des cas nécessitant une expertise poussée;

c) en prévoyant la division de chaque corps policier régional selon deux (2) types de fonctions: une fonction constable (circulation, ambulance, ordre public) et une fonction d'agent de la paix chargé des cas de criminalité grave.

12. Instituer une commission permanente chargée d'adapter la législation civile et criminelle à l'évolution de la société québécoise, tout en procédant sans délai aux réformes qui s'imposent dans l'immédiat; égalité de tous les citoyens quant à la capacité juridique, accélération du règlement des litiges, notamment par la suppression des vacances judiciaires.

13. Supprimer, lors de l'accession du Québec à l'indépendance, l'avortement du code criminel, en se référant en matière législative au programme social.

14. Faciliter l'accès à la justice:

a) en transformant d'abord, en matière pénale et criminelle, le régime actuel d'aide juridique en un service de sécurité juridique gratuit et universel de façon que toute personne, quelles que soient ses ressources financières, soit admissible aux services juridiques publics (sauf quelques exceptions fondées sur la nature de la demande); ce service sera administré par un organisme public, et les avocats à son emploi jouiront d'une liberté professionnelle égale à celle de leurs confrères du secteur privé et seront des salariés de l'organisme de l'État; le droit de l'individu de choisir son avocat sera maintenu et tout justiciable pourra, à ses frais, opter pour le secteur privé;

b) en étudiant les formules d'assurance volontaire de services légaux et les mécanismes favorisant l'accès à la justice pour la classe moyenne qui n'a pas droit à l'heure actuelle aux services de l'aide juridique;

c) en veillant à ce que les citoyens, par l'intermédiaire des écoles publiques et des moyens de communication de masse, soient informés de leurs droits et renseignés sur les législations qui les régissent;

d) par une meilleure répartition géographique des services juridiques en décentralisant les services juridiques publics et

en favorisant une répartition plus équitable des avocats sur le territoire, au besoin, par des primes d'éloignement.

15. Protéger les sources d'information du journaliste en reconnaissant le droit au secret professionnel.

CHAPITRE IX

La politique étrangère et la défense

Tant qu'il fera partie de la fédération canadienne, et malgré le fait qu'il constitue une collectivité structurée et originale, le Québec sera incapable de se faire reconnaître comme membre à part entière de la Communauté internationale. Il lui sera aussi impossible d'apporter sa contribution propre aux efforts que font les nations pour que s'instaurent entre elles un climat et des habitudes de coopération véritable. Le Québec n'entend plus se laisser enfermer dans ses frontières: il veut participer de plein droit à la vie internationale. La politique étrangère d'un Québec souverain reposera sur deux principes fondamentaux: d'une part, sauvegarde des intérêts du peuple du Québec, de la paix, de la sécurité collective, de la nécessaire interdépendance entre les peuples, de la reconnaissance de la valeur des apports économiques et socio-culturels des autres États; d'autre part, solidarité du peuple du Québec avec ceux desquels il se sent proche.

En conséquence, un gouvernement du Parti Québécois s'engage à:

1. Reconnaître la liberté des peuples et respecter les caractères nationaux en même temps qu'une collaboration internationale fondée sur la justice, le progrès et la paix; rejeter toute forme de néo-colonialisme dans les relations internationales; respecter le principe de non ingérence dans les affaires intérieures d'un autre État.

2. Se soumettre aux règles de droit international; mettre de l'avant le respect des principes de la charte des droits de l'Homme des Nations unies et éviter d'accorder sa caution à tout régime ne respectant pas cette charte.

3. Assumer lui-même, par l'ouverture d'un nombre suffisant de missions diplomatiques, toutes ses représentations étrangères et activités internationales, notamment la promotion de ses intérêts internationaux, la protection de ses propres citoyens à l'étranger, ainsi que le contrôle des déplacements permanents ou temporaires des personnes en provenance ou à destination des pays tiers.

Nonobstant le paragraphe précédent, proposer dans le cadre d'une association entre le Québec et le Canada la possibilité d'accords particuliers permettant aux deux parties de mettre en commun leurs responsabilités envers les pays tiers chaque fois qu'une telle disposition leur paraîtra mutuellement avantageuse.

4. Intensifier les liens de coopération et de bonne entente avec la Communauté internationale, en considérant spécialement:

- a) le Canada, notamment par le biais d'une association économique;
- b) les pays francophones;
- c) les États-Unis;
- d) la Communauté Économique Européenne;
- e) les pays en voie de développement;
- f) les pays du Commonwealth.

5. Mettre en oeuvre une politique étrangère pacifiste fondée sur le rejet du recours à la guerre comme solution aux différends internationaux, sur le désarmement mondial, sur l'interdiction des expériences et de l'utilisation d'armes nucléaires, chimiques et biologiques et sur la réduction substantielle des dépenses militaires. Établir une politique de défense qui reposera sur les principes suivants:

- a) des forces armées québécoises de taille modérée qui veilleront à la défense du territoire, assisteront les autorités civiles dans les situations de cataclysme naturel et qui pourront collaborer avec l'Organisation des Nations unies dans sa mission de défense de la paix;
- b) l'absence de tout service militaire obligatoire en temps de paix;
- c) l'établissement des modalités de sa participation à des organismes de sécurité tels que l'OTAN et NORAD.

6. Établir avec le Canada et les États-Unis les modalités de la participation du Québec à l'Organisme qui administre la voie maritime du Saint-Laurent, dont le Québec reconnaît l'importance vitale pour l'ensemble de l'Amérique du Nord.

7. Adopter une politique de respect, de justice et de coopération dans nos rapports avec les pays en voie de développement et veiller à:

- a) s'engager à établir avec ces pays des relations commerciales justes et collaborer activement aux travaux des Nations unies en vue de la création d'une justice économique mondiale;
- b) créer une agence d'aide au développement qui veillera à coordonner l'assistance gouvernementale dans une optique de respect des priorités et des besoins des pays intéressés;
- c) se fixer comme objectif d'aide publique au développement la valeur de 1% de notre produit national brut.

8. Protéger nos richesses marines et sous-marines; faire respecter nos droits et nos réglementations dans nos eaux territo-

riales de 200 milles; participer aux conférences du droit de la mer; y adopter une politique visant à protéger nos droits et intérêts; favoriser l'exploitation et la protection des richesses de la haute mer pour le bénéfice de l'humanité entière.

✦ D.M (79)

9. Adopter une attitude d'accueil à l'égard des immigrants et à l'égard des réfugiés politiques en tenant compte de nos capacités d'absorption et d'intégration et du respect du pluralisme politique des réalités humaines.

10. Établir un institut culturel pour les francophones hors Québec: échanges d'étudiants, bibliothèque, exposition annuelle, coopération à la formation des professeurs, diffusion de la presse et du livre afin de favoriser le contact entre francophones.

11. Veiller à ce que dans leurs activités internationales les entreprises québécoises soient respectueuses de la souveraineté des pays où elles font affaire; collaborer avec la communauté internationale à la rédaction d'un code de déontologie régissant les activités des multinationales.

CHAPITRE X Les affaires amérindiennes

Le Québec s'est toujours distingué dans la fédération canadienne par la générosité de son comportement vis-à-vis sa principale minorité. Le degré d'évolution d'une collectivité se mesure d'ailleurs largement par le sort qu'elle fait à ses minorités et aux couches sociales les plus vulnérables de la société. Un Québec souverain sera fidèle à ses traditions sur ce point. En ce qui concerne les Amérindiens, il mettra fin aux politiques paternalistes du passé, il veillera à ce que les Amérindiens et les Inuits disposent des moyens politiques et matériels nécessaires à la conservation de leur identité et de leur culture en s'assurant de leur participation à l'élaboration des mesures qui les concernent.

En conséquence, un gouvernement du Parti Québécois s'engage à:

✦ L42 (77)

1. Entamer des négociations avec les Amérindiens et les Inuits à partir des propositions suivantes:

a) reconnaître aux Amérindiens et Inuits un titre clair de propriété sur les terres qu'ils occupent, y compris les réserves et autres établissements

b) le système actuel des réserves est remplacé par un système de collectivités locales adaptées si besoin est et ayant des droits et obligations analogues à ceux des municipalités;

c) ce système de collectivités locales assure à la fois la sauvegarde de la civilisation amérindienne et son épanouissement;

d) sur les territoires relevant de ces gouvernements amérindiens et inuits, les langues indigènes ont plein droit de cité dans tous les domaines;

e) ces gouvernements régionaux amérindiens peuvent exercer (conjointement ou séparément, selon leur choix), une autorité législative déléguée dans des domaines comme l'éducation, les affaires culturelles, les affaires municipales, le tourisme, la famille, les droits civils, la pêche, le commerce, l'industrie, ainsi que les migrations dans les territoires ou entre les territoires amérindiens;

f) le gouvernement du Québec met à la disposition des différents gouvernements régionaux amérindiens un fonds de développement socio-économique amérindien;

g) les Amérindiens du Québec, à moins de stipulation expresse ou contraire, sont régis par les règles du droit civil, d'état civil, d'enregistrement et autres lois et règlements du Québec, et ils bénéficient des lois de sécurité sociale en vigueur au Québec, au même titre et de la même manière que tous les citoyens du Québec, et aucune loi n'entraîne, pour la femme amérindienne, la perte de son statut lors de son mariage avec un non Amérindien.

h) l'embauchage d'agents de probation amérindiens pour s'occuper spécifiquement des Amérindiens, étant donné le risque de discrimination envers les Amérindiens, les critères de justice de ces derniers pouvant être différents de ceux des blancs;

i) tout programme de développement socio-économique élaboré par les autochtones et accepté par le gouvernement du Québec est administré par eux;

j) aucune loi modifiant substantiellement la législation amérindienne ne peut être adoptée sans l'accord d'une majorité des Amérindiens et des Inuits ou de leurs représentants et ceci, selon les mécanismes qu'ils jugeront eux-mêmes les meilleurs.

2. Mener à terme ces négociations avec les Amérindiens et les Inuits afin:

a) qu'une législation amérindienne globale respectant les ententes négociées soit adoptée par l'Assemblée nationale;

b) que toute législation globale concernant les Amérindiens soit, au préalable, discutée et négociée avec les intéressés, avant d'être adoptée par l'Assemblée nationale.

3. Appeler les Amérindiens et les Inuits à formuler eux-mêmes, à des fins de négociations avec le gouvernement du Québec, leur préférence quant à leur statut dans un Québec souverain.

4. Faire en sorte que lorsque le Québec définira les modalités de son association avec le Canada, à partir des souverainetés respectives, les autochtones du Québec puissent participer aux discussions qui les concerneront quant aux garanties qu'ils

devraient recevoir, pour que soit assuré le développement de leur culture et de leur identité propre, dans cette nouvelle réalité politique que sera l'association du Québec et du Canada.

✦ L42(77)

5. Respecter, sur le territoire du Québec, tous les traités et ententes signés entre les Amérindiens et les Inuits d'une part, et les divers gouvernements, d'autre part.

✦✦ L101(77)

6. Considérer les langues et les cultures amérindiennes et inuites comme partie intégrante du patrimoine national québécois.

NOTRE VIE ÉCONOMIQUE

CHAPITRE I Objectifs généraux

L'économie du Québec, malgré le degré de développement qu'elle a atteint, ne réussit plus, déjà depuis au moins vingt ans, à croître à un rythme suffisant pour suivre ses concurrents. C'est une économie en déclin relatif. Elle souffre d'un chômage chronique élevé qui se trouve, bien sûr, gonflé d'un sous-emploi encore plus marqué en période de récession. Une partie importante de ses structures sont vieilles, et l'activité économique des régions périphériques est sans cesse menacée par suite de la trop forte concentration de la production dans un très petit nombre de secteurs. C'est aussi une économie dans laquelle les Québécois ont encore trop peu à dire, par suite de la domination qu'exercent les entreprises étrangères: les francophones sont à toutes fins pratiques absents des postes de commande importants. Si on excepte le secteur coopératif, les citoyens ne participent le plus ordinairement à la vie économique du Québec que comme travailleurs salariés ou consommateurs.

En conséquence, un gouvernement du Parti Québécois s'engage à:

1. Rapatrier les principaux centres de décision en s'appuyant prioritairement, pour ce faire, sur les entreprises publiques et coopératives, et assurer aux pouvoirs publics des moyens supplémentaires d'action: grands réservoirs financiers, outils d'intervention dans l'économie, réglementation des investissements étrangers et du système financier.

2. Démocratiser le fonctionnement de l'économie en favorisant les normes collectives d'organisation et en assurant la participation des travailleurs aux décisions.

3. Fonder la politique économique sur des objectifs humains et sociaux et, à cette fin:

a) établir un système économique éliminant toute forme d'exploitation des travailleurs et répondant aux besoins réels de l'ensemble des Québécois plutôt qu'aux exigences d'une minorité économique favorisée;

b) assurer à chaque citoyen un revenu minimum garanti suivant les principes énoncés au chapitre 2 de NOTRE VIE SOCIALE;

c) reconnaître, entre autres, la santé, le logement, l'éducation, le travail et la justice comme des droits;

d) subordonner les critères de rentabilité économique aux critères de rentabilité sociale;

e) viser à atteindre le plein emploi.

4. Augmenter la production en répondant d'abord aux besoins réels des régions et, en particulier, accroître les investissements publics dans le domaine de l'habitation dans les centres qui en ont un urgent besoin.

5. Accroître le niveau de vie en s'assurant que l'augmentation des revenus profite d'abord aux plus défavorisés.

6. Atténuer les disparités régionales en équilibrant géographiquement la croissance.

7. Réduire graduellement les écarts de revenus par divers moyens, dont l'impôt progressif.

8. Assurer la diffusion de l'information en rendant publics les dossiers économiques du gouvernement et en exigeant que toutes les entreprises incorporées et les centrales syndicales publient leurs états financiers.

9. Assurer la participation locale dans les prises de décisions et dans les grandes orientations économiques.

10. Mettre en oeuvre des programmes de sensibilisation économique dans les écoles publiques, le milieu de travail et les média d'information.

CHAPITRE II La fiscalité

Les Québécois sont plus lourdement taxés que ce n'est le cas dans le reste du Canada. C'est là le résultat d'un certain nombre d'erreurs passées, mais aussi d'un dédoublement coûteux de très nombreux services. Les deux niveaux du gouvernement qui perçoivent à peu près la moitié des impôts occupent, en concurrence, les mêmes champs d'activité, par suite surtout d'un effort constant de la part du gouvernement fédéral pour s'immiscer dans les domaines de juridiction québécoise mais aussi par suite de la nécessité où se trouve le Québec de dédoubler des services fédéraux pour y promouvoir les intérêts des Québécois qui autrement seraient ignorés ou même

bafoûés. Le dédoublement du système fiscal crée par ailleurs des complications telles que le contribuable n'est plus à même de savoir si les services qu'il reçoit correspondent à l'effort fiscal qui lui est imposé, et il n'est plus en mesure de juger de l'équité du système fiscal lui-même.

En conséquence, un gouvernement du Parti Québécois s'engage à:

1. Ramener à Québec tous les impôts actuellement perçus par Ottawa sur le territoire du Québec, et fournir aux citoyens québécois tous les services (y compris les prestations comme les allocations et les pensions diverses) qui leur sont actuellement rendus par Ottawa;

2. Assimiler au revenu, à des fins d'impôts, les gains de capital, les dons, les successions, les allocations sociales, suivant les recommandations de la commission Carter.

3. Modifier la loi de l'impôt afin:

a) de permettre aux propriétaires d'une entreprise familiale non incorporée de déduire comme dépense d'exploitation le salaire versé à un conjoint, celui-ci devant par ailleurs pouvoir participer aux différents régimes d'assurance sociale;

b) d'enlever au ministère du Revenu la possibilité de considérer les revenus d'association d'un des époux comme appartenant à l'autre conjoint à des fins d'impôts.

4. Remplacer le système actuel des déductions personnelles et compenser les charges familiales par des allocations, ainsi qu'il est indiqué dans la section sociale du programme.

5. Indexer annuellement au coût réel de la vie les tables d'impôt sur le revenu, les exonérations et les crédits d'impôt, en diversifiant les indices de façon à protéger les classes de contribuables les plus défavorisées, tout en protégeant le pouvoir d'achat de l'ensemble des consommateurs.

6. Exempter de tout impôt sur le revenu ceux dont les gains ne dépassent pas le revenu minimum garanti, tout en assurant une incitation au travail; pour les revenus plus élevés, assurer une progressivité régulière des taux et, à cette fin, abolir les plafonds applicables aux impôts de sécurité de la vieillesse et d'assurance-maladie.

7. Déplacer la taxe de vente actuellement applicable au manufacturier et la consolider avec la taxe de vente au détail, en exemptant les aliments, les médicaments, le logement et les services essentiels, mais en taxant les autres services.

8. Augmenter le nombre des taxes d'accise appliquées aux produits dits de luxe.

9. Abolir les privilèges fiscaux des entreprises non coopératives et les assujettir au même taux général d'impôt sur les profits, sauf dans les cas qui sont prévus ailleurs dans le programme, un taux d'impôt appliqué aux profits des petites entreprises à un niveau plus bas que le taux

général n'étant pas considéré comme un privilège fiscal.

10. Abolir la taxe foncière aux fins scolaires, et utiliser pour le financement de l'Éducation les revenus réguliers de l'État, assurant le rattrapage des milieux moins favorisés.

11. Assurer aux pouvoirs locaux et régionaux des sources directes de revenus fiscaux en accord avec les responsabilités qui leur sont confiées; établir des mécanismes de péréquation et de subventions permettant de fournir des revenus additionnels aux municipalités et aux régions dont les sources directes de revenus fiscaux sont insuffisantes.

12. Retenir dans le cadre d'une révision de la fiscalité municipale les principes suivants:

a) l'établissement d'un office de prêt municipal qui pourrait emprunter au nom des municipalités;

b) l'établissement de banques de terrains dont la municipalité serait elle-même propriétaire;

c) l'établissement de normes d'évaluation foncière, par le gouvernement du Québec;

d) l'indexation annuelle des subventions statutaires basées sur la population à l'augmentation du produit national brut.

13. Abolir la taxe de vente sur les comptes d'électricité pour usage domestique.

CHAPITRE III Les entreprises

L'activité économique dans les sociétés modernes est de plus en plus dominée par de grandes entreprises. Celles-ci prennent diverses formes: privées, publiques, coopératives et mixtes. Au Québec, les premières sont généralement étrangères et, bien que très majoritairement financées par les Québécois (subventions des gouvernements, emprunts sur nos marchés financiers et surtout, profits et amortissements accumulés), elles décident pourtant seules de l'orientation d'une très grande partie de l'économie. D'autre part, l'organisation de l'entreprise a largement déshumanisé le travail et éloigné de plus en plus le travailleur des décisions qui l'affectent. Toutes les sociétés, par les lois qu'elles se donnent, ont non seulement le pouvoir mais le devoir de réglementer l'activité de leurs "citoyens" économiques. Le progrès et le développement sont d'ailleurs mieux assurés et l'ordre public mieux respecté quand les "règles du jeu" sont connues de tous.

En conséquence, un gouvernement du Parti Québécois s'engage à:

1. Reconnaître que l'activité économique est conduite par différents agents, notamment les entreprises publiques (mixtes ou



non), coopératives ou privées, et favoriser comme forme prioritaire d'intervention dans l'économie une extension soutenue du secteur public (entreprises d'État et mixtes), particulièrement dans les secteurs dont l'impact est majeur sur l'orientation du développement économique.

2. Accorder à toute entreprise désirant poursuivre ou lancer des opérations au Québec une charte québécoise lui donnant une existence juridique, conformément aux critères énoncés par la loi.

3. Favoriser la création et le développement de la petite et moyenne entreprise (PME) québécoise de forme coopérative ou privée par différentes formes d'aide fiscale, technique et financière.

4. Orienter les subventions publiques vers l'expansion du secteur coopératif et le développement des industries de pointe, de la recherche et de la capacité d'exportation, et accorder ces subventions, toujours en les rendant publiques, sous forme de souscription au capital-actions donnant un droit de vote quand l'entreprise n'est pas de type coopératif.

5. Établir un code d'investissement régissant les entreprises dont le capital-actions est détenu par des non résidents, accueillir, dans le cadre de ces règles, la participation des étrangers au développement économique du Québec en tentant de diversifier la source de ces apports extérieurs et, à cette fin:

a) distinguer trois catégories d'insertion du capital étranger selon les secteurs économiques en cause;

i) exclure toute participation étrangère des secteurs considérés comme vitaux, ex.: l'équipement culturel, radio-télévision, imprimés, etc., et des secteurs industriels où il importe de modifier le comportement des entreprises pour le rendre conforme à l'intérêt public (ex.: la sidérurgie primaire);

ii) permettre une participation étrangère minoritaire (moins de 49%) variable selon les secteurs:

— les services publics (voir chapitre 4 de NOTRE VIE ÉCONOMIQUE);

— le secteur financier (voir chapitre 5 de NOTRE VIE ÉCONOMIQUE);

— l'industrie manufacturière quand la capacité de production, le personnel technique disponible et l'expérience acquise permettent la constitution de groupes majoritairement québécois, par exemple: l'outillage de communication et le matériel électrique;

iii) permettre une participation étrangère majoritaire (jusqu'à 99%) dans les secteurs qui n'ont aucun effet réel sur l'orientation de l'économie, qui dépendent trop largement des marchés extérieurs pour l'écoulement de leur production et dans ceux où le Québec ne jouit pas d'une position concurrentielle ou qui relèvent d'une technologie inexistante au Québec;

b) s'assurer que les dividendes versés par une entreprise majoritairement contrôlée par des intérêts étrangers ne représentent pas plus de la moitié des bénéfices après impôts rapportés au Québec;

c) s'assurer que de telles entreprises emploient, en majorité, des cadres québécois;

d) accorder aux entreprises concernées un délai raisonnable pour se conformer à ces règles;

e) requérir l'autorisation du Conseil des Ministres ou d'un organisme créé à cette fin dans le cas de toute transaction qui aurait pour effet de faire passer une entreprise à des intérêts étrangers.

6. Autoriser la Société de Réorganisation industrielle ou tout autre organisme créé à cet effet à prendre à son compte toute entreprise rentable qui ferme ses portes ou déménage hors du Québec. De plus, on permettra aux travailleurs de racheter l'entreprise, si ces derniers le jugent opportun, compte tenu de toutes les subventions et exemptions accordées à l'entreprise. Ces interventions de la Société de Réorganisation industrielle ou de tout autre organisme viseront à mettre fin au chantage économique trop souvent utilisé à l'endroit des travailleurs ou des gouvernements.

7. Pour protéger les travailleurs contre les mises à pied massives et les fermetures d'usines, créer une caisse de stabilisation de l'emploi à laquelle tous les employeurs du Québec seront tenus de contribuer, selon des modalités à définir.

8. Exiger que tout produit fabriqué au Québec soit étiqueté comme tel.

✦ D.M. (78)

CHAPITRE IV Les services publics

Quantité de biens et de services fournis par le secteur privé sont passés dans tous les pays au domaine public. Dès lors, le prix de ces services n'est plus lié au coût de production mais à la capacité de payer des contribuables puisque les services publics sont financés par les impôts et que les taux d'impôt varient suivant le revenu. C'est ainsi que des biens et des services deviennent accessibles à tous, spécialement aux moins fortunés. L'éducation et la santé en sont ici des exemples récents. L'élargissement du domaine public a permis de mieux distribuer le bien-être matériel entre les citoyens. Cela a aussi fait de l'État le principal agent économique, le plus gros investisseur et le plus grand employeur. Son action dans l'économie peut être déterminante: c'est pour-

quoi cette action se doit d'être bien agencée et efficace. La souveraineté aura pour effet de remettre à Québec la responsabilité de nombreuses entreprises publiques aujourd'hui dirigées par Ottawa. Il faut les réorganiser en conformité avec cette situation nouvelle.

En conséquence, un gouvernement du Parti Québécois s'engage à :

1. Elargir la notion des services publics en y incluant certains biens et services actuellement offerts par l'entreprise privée, plus particulièrement par l'extension de la gratuité pour tout ce qui se situe dans le prolongement des politiques de santé (médicaments, prothèses, soins optométriques, etc.) et pour d'autres biens et services dont le coût peut être inférieur s'il est assuré collectivement (ex.: le chauffage dans les espaces densément peuplés) ou enfin pour des biens dont le prix ne varie plus guère par suite de la stabilisation de la consommation.

2. Décentraliser graduellement l'administration de la plupart de ces services au profit des instances municipales où la participation directe des citoyens à leur gestion peut plus facilement être assurée.

3. Réorganiser le domaine des transports en tenant compte des ententes faisant partie du traité d'Association avec le Canada sous réserve de la prise en charge complète par le Québec des infrastructures, mais de façon :

a) à mettre le réseau de chemin de fer au service de l'économie du Québec;

b) à créer une société aérienne, mixte si nécessaire, chargée d'assurer un service aérien intérieur intégré;

c) à assurer la gestion conjointe d'une société communautaire d'exploitation des lignes aériennes internationales;

d) à procéder à l'étude de l'opportunité de la création d'une marine marchande québécoise;

e) à créer, le plus tôt possible au Québec, une école de formation des contrôleurs aériens;

f) à élaborer une politique globale qui viserait à la prise en charge par les Québécois du transport maritime intérieur au Québec, et à placer sous la juridiction de la Société des Traversiers du Québec tous les traversiers oeuvrant dans les eaux territoriales;

g) à demander au ministère des Transports de créer et de superviser des organismes régionaux de transport en commun ayant pour objet, dans chaque région du Québec, de planifier, coordonner et exploiter au besoin les systèmes de transport en commun, y compris le transport des écoliers, organismes qui regroupent les commissions de transport existantes;

h) à établir pour chaque comté rural, en consultation avec les divisionnaires de la voirie, un plan quinquennal de construction et de rénovation des routes et en soumet-

tant de tels plans à la discussion des populations concernées.

4. Réorganiser le domaine des communications:

a) en créant une société des communications par le regroupement, sous contrôle majoritairement public, des divers réseaux de télécommunications (micro-ondes, télécommunications, câbles, satellites) aux fins d'acheminer à travers tout le territoire et vers l'étranger le téléphone, le télégraphe, l'image et les données électroniques, par la location de ses services aux entreprises intéressées;

b) en étendant à tout le territoire québécois le contrôle mixte (gouvernement et coopératives) sur les entreprises de câblo-diffusion;

c) en réglementant les tarifs de ces entreprises suivant les politiques du gouvernement;

d) en offrant les services téléphoniques de base au tarif minimum, le coût des services de luxe devant être complètement assumé par les usagers de ces services.

5. Réorganiser le domaine de la radio et de la télévision suivant les principes énoncés au chapitre 6 de NOTRE VIE CULTURELLE.

CHAPITRE V Les institutions financières

La publication des comptes économiques du Québec et d'autres études récentes ont démontré que le Québec, loin de manquer de capitaux, a probablement presque toujours été un exportateur net d'épargne. Or, pour assurer le développement de son économie, le Québec aura besoin d'une masse importante d'investissements. Il importe donc que les épargnes des Québécois soient mises à la disposition du Québec pour assurer le financement de ces investissements. Dans ces opérations, les institutions financières jouent un rôle important. C'est pourquoi tous les pays prennent des mesures pour surveiller et, au besoin, contrôler leurs activités. Dans la plupart des pays aussi, dont le Canada d'ailleurs, on ne permet pas aux non-résidents d'exercer une influence déterminante sur certaines d'entre elles.

En conséquence, un gouvernement du Parti Québécois s'engage à :

1. Préserver l'existence d'institutions financières concurrentes de manière à assurer à l'individu le contrôle de son épargne et le choix entre différents prêteurs et différents types de placements.

2. Légiférer sur toutes les institutions financières de manière à assurer que :

a) pas plus de 10% du capital-actions d'une telle institution ne soit détenu par un même actionnaire ou un même groupe lié (à l'exception des pouvoirs publics ou d'une institution de type coopératif);

b) pas plus de 25% du capital-actions ne soit détenu par des non-résidents.

3. Assurer la démocratisation du système financier et, dans ce but:

a) faire en sorte que les actions d'institutions financières dont les règles précédentes amènent le transfert soient acquises prioritairement par les institutions de type coopératif, les pouvoirs publics et les citoyens québécois, sous la surveillance, pendant la période de transfert massif, d'une commission de contrôle de la démocratisation du système financier

b) favoriser la formation de groupes coopératifs de placement auxquels l'Etat assurera une aide technique, de façon à inviter les petits épargnants à investir chez nous.

4. Elargir le rôle de la Caisse de Dépôt et de Placement en lui confiant la gestion des fonds de toute caisse de retraite constituée dans le secteur public et para-public (y compris les entreprises majoritairement publiques), en l'habilitant à gérer les fonds de telles caisses constituées dans le secteur privé si les bénéficiaires en font la demande et en lui donnant la mission de faire la promotion de cette formule; accentuer son rôle de fournisseur de capitaux au développement industriel, et singulièrement ses souscriptions au capital-actions des entreprises, dans une perspective de développement équilibré dans toutes les régions du Québec.

5. Compléter le système financier québécois par des institutions publiques spécialisées dans les domaines du crédit agricole et forestier, de la pêche commerciale, du crédit hôtelier et touristique, du crédit commercial et du crédit à l'expansion industrielle en remplacement de la Banque d'Expansion industrielle et de la Société de Développement industriel).

6. Abolir les compagnies privées de petits prêts (dites "de finance"); interdire aux sociétés privées de financement (dites "d'acceptance") toute opération dans le domaine des prêts personnels ou celui du financement des ventes à des personnes; confier la charge du crédit à la consommation aux institutions financières publiques et au mouvement coopératif, et financer, entre autres, des organismes coopératifs et syndicaux destinés à fournir aux familles une aide dans la gestion de leur budget et dans la stabilisation de leur situation financière.

7. Favoriser par voie d'incitation fiscale la mutualisation et le contrôle coopératif des compagnies d'assurance-vie; proscrire, dans ce genre d'institution, le vote par procuration pour l'élection des administrateurs.

✦ L47 (77)
L48 (77)

8. Etablir un régime public, complet et obligatoire d'assurance-automobile.

9. S'assurer, au besoin par des mesures législatives, que les épargnes des Québécois canalisées dans les institutions financières sont majoritairement réinvesties au Québec. Favoriser par la publicité, par des programmes d'éducation populaire et par des mesures législatives, si nécessaire, la canalisation des épargnes des Québécois sous toutes formes (primes d'assurance-vie, fonds de pension, fonds mutuel et autres) dans les institutions financières québécoises qui réinvestissent le plus au Québec et, en particulier, obliger les compagnies d'assurance-vie à investir au Québec les sommes qu'elles y perçoivent, moins leurs frais d'administration.

10. Obliger les compagnies oeuvrant au Québec à émettre une partie importante de leurs titres au Québec.

CHAPITRE VI Le développement économique

Les déficiences de l'économie du Québec sont connues. Les causes de ces déficiences sont anciennes et profondes. Les solutions sont connues mais difficiles, et elles exigent un apport immédiat et soutenu. Le Québec dispose des ressources humaines et matérielles pour aménager son développement sur des bases plus satisfaisantes que ce n'est le cas depuis des décennies. Par ailleurs, le Québec n'a jamais réussi à se donner un programme cohérent de développement, surtout du fait de l'inefficacité résultant de la division des pouvoirs de l'Etat entre deux niveaux de gouvernement qui poursuivent souvent des objectifs différents et se neutralisent dans d'insolubles conflits de juridiction. Le secteur privé devrait pouvoir jouer un rôle important dans ces efforts de développement mais il n'est pas le gardien du bien public et doit suivre sa propre logique. Les plus importantes entreprises privées au Québec sont étrangères. L'Etat québécois a donc la responsabilité de prendre en main le développement de l'économie en s'assurant alors, dans la poursuite de cet objectif, de la collaboration de tous les agents intéressés.

En conséquence, un gouvernement du Parti Québécois s'engage à:

1. Moderniser et restructurer l'économie du Québec en se donnant les instruments d'action nécessaires.

2. Accomplir cette réorganisation et cette relance dans le cadre d'un Plan indicatif élaboré par des représentants, en nombre égal, des travailleurs et autres parties de la population, des entreprises et autres pou-

voirs publics qui, périodiquement, confrontent leurs objectifs, leurs demandes et leurs projets.

3. Respecter et faire respecter les lignes directives du Plan, notamment quant aux incidences qu'elles peuvent avoir sur les priorités de développement sectoriel ou géographique, de l'affectation de l'épargne et du crédit par les institutions financières, sur les investissements des entreprises et le budget du gouvernement, en particulier, en réglementant les entrées et les sorties d'épargne et de profits et en exigeant des organismes financiers et des entreprises le réinvestissement au Québec d'une part considérable de ces épargnes et profits.

4. Créer une Société de Réorganisation industrielle aux fins d'acquiescer les participations nécessaires, majoritaires au besoin, pour réaliser:

a) la modernisation et la restructuration d'un secteur par fusion ou regroupement autrement impossible;

b) le développement ou la création de nouveaux secteurs industriels;

c) l'extension de la formule coopérative;

d) l'implantation au Québec d'industries de transformation des matières premières en produits finis ou semi-finis.

5. Susciter, dans les secteurs où la production est étroitement liée à la taille des activités, la concentration des entreprises et favoriser l'intégration des réseaux d'approvisionnement et de distribution pour mieux assurer leur stabilité et leur croissance.

6. Employer systématiquement le pouvoir d'achat du secteur public et parapublic à soutenir l'expansion des entreprises québécoises, encourager, dans le cadre de ses programmes de publicité, les commerçants et les consommateurs à se procurer des produits québécois dans les domaines multiples de la consommation et faire en sorte que tous les produits québécois mis sur le marché soient parfaitement identifiés par un sigle distinctif.

7. Privilégier et contrôler l'expansion de l'industrie lourde, en particulier la sidérurgie et les industries connexes: construction mécanique, machinerie, outillage et matériel de transport. Voir à la création d'une industrie de fabrication de véhicules motorisés (automobiles, camions, tracteurs, etc.).

8. Favoriser le développement et l'implantation des industries liées à la recherche scientifique.

9. Créer une commission québécoise du textile et du vêtement. Cette commission formée de représentants du gouvernement, des syndicats et du patronat aura comme fonction de:

a) proposer une politique cohérente du textile;

b) faire rapport au gouvernement lorsque les importations mettent en danger les

emplois existants dans l'industrie du textile et du vêtement.

10. Aménager la réorganisation des différents secteurs de façon que toute diminution possible d'activité dans un secteur devenu désuet coïncide avec l'ouverture d'un secteur nouveau et que, simultanément, soit réalisé le recyclage de la main-d'oeuvre concernée.

11. Etablir une politique nationale de la recherche suivant les principes énoncés au chapitre 5 de NOTRE VIE CULTURELLE dans le but:

a) d'élaborer dans le cadre des priorités de développement déterminées par le Plan et avec la participation des secteurs universitaire, agricole, etc., un programme global touchant tant la formation des cadres scientifiques, la recherche pure, la recherche-développement, que la recherche dans le domaine des sciences humaines;

b) de superviser et coordonner la réalisation de ce programme en répartissant les tâches, en affectant les budgets entre les différents agents en cause et en se dotant, au besoin, de ses propres instruments de travail.

12. Contrôler les secteurs où nos ressources naturelles sont constituées de matières premières non renouvelables.

13. Déconcentrer vers les régions les services gouvernementaux d'aide à l'entreprise et les réaménager pour les rendre plus facilement accessibles, le tout avec l'appui des gens du milieu.

L.B.

✦✦ L27 (77)
L82 (77)
L79 (78)

✦ D.M. (77)

CHAPITRE VII L'énergie

L.B.

Depuis 1973 surtout, le problème de l'énergie est passé au premier plan des préoccupations de presque tous les pays du monde. Le Québec dispose d'une quantité importante d'énergie hydro-électrique, mais ses besoins dans ce domaine augmentent rapidement alors que les ressources nouvelles se font plus rares et qu'elles coûtent de plus en plus cher à harnacher. Le Québec doit aussi importer une partie importante de ses sources énergétiques, ce qui grève sa balance extérieure. Il est donc urgent que le Québec voie à réduire le taux de croissance de sa consommation d'énergie et qu'il s'assure d'un développement harmonieux de ses ressources tout en respectant l'environnement.

En conséquence, un gouvernement du Parti Québécois s'engage à:

1. Créer un ministère de l'Énergie.

2. Etablir une politique générale de l'énergie axée aussi fortement sur la conservation que sur l'approvisionnement, en spécifiant le rôle des institutions publiques

qui en sont les principaux instruments. Cette politique devra tenir compte de la protection de l'environnement. Elle devra également favoriser la recherche scientifique afin de développer de nouvelles formes d'énergie.

3. Fournir à la population une information objective sur le contenu scientifique et les conséquences des choix énergétiques sur le plan humain et mettre sur pied des mécanismes de consultation permettant aux différentes couches de la population de s'exprimer et de discuter abondamment des différents aspects de la politique énergétique afin de prendre position.

4. Établir un vigoureux programme d'économie de l'énergie spécifiquement dans le domaine du chauffage, de l'éclairage et du transport, et favoriser la conservation en adoptant de nouvelles normes de construction et fabrication.

5. Intensifier et systématiser les travaux de recherche sur l'exploitation des ressources énergétiques douces renouvelables et non polluantes.

6. Repousser l'option nucléaire tant qu'on n'aura pas utilisé au maximum les autres sources d'énergie et tant qu'on ne sera pas en mesure d'en neutraliser les dangers.

7. Conserver à l'Hydro-Québec le monopole de la production et de la distribution de l'électricité.

8. Élargir considérablement la taille de SOQUIP pour en faire un des principaux agents d'exploration pétrolière sur le territoire de même que de l'importation, du raffinage et de la distribution des produits pétroliers.

9. Confier à une société majoritairement publique le réseau d'approvisionnement de gaz naturel et voir à l'extension de ce réseau.

CHAPITRE VIII L'agriculture

Comme dans tous les pays industrialisés, le nombre d'agriculteurs a considérablement diminué au Québec. Cela ne veut pas dire que cette activité économique a cessé d'être importante. Mais au Québec, elle fut, en quelque sorte, isolée de ses prolongements modernes: l'industrie alimentaire (transformation des denrées) et la commercialisation (réseaux de distribution en gros et au détail). D'autre part, les politiques pratiquées par Ottawa ont eu pour effet de défavoriser le Québec. C'est pourquoi on ne peut plus laisser des étrangers décider de l'avenir de l'agriculture québécoise. Bien d'autres pays, de dimensions d'ailleurs plus restreintes et aux conditions climatiques semblables suffisent à leurs besoins alimentaires. Une agriculture intégrée, efficace et rentable doit être un des points

d'appui essentiels de l'économie québécoise.

En conséquence, un gouvernement du Parti Québécois s'engage à:

1. Favoriser la restructuration des fermes en unités de regroupement plus rentables.

2. Se donner une politique laitière basée sur les principes suivants:

a) le développement de l'industrie laitière par un programme dynamique d'expansion des marchés du lait et des produits dérivés tant au Québec qu'à l'étranger;

b) l'établissement pour le lait d'une structure de prix telle que la qualité du produit et la régularité de l'approvisionnement soient, avec la teneur en gras, les seuls critères de différenciation du prix payé aux producteurs;

c) un système de gestion de l'approvisionnement visant à maintenir l'auto-suffisance en produits laitiers sans excédents coûteux.

3. Protéger les producteurs québécois contre l'importation abusive de denrées concurrentielles:

a) en intégrant à des systèmes coopératifs de transformation et de vente ou à des groupements de producteurs agricoles les canaux de distribution appartenant à des intérêts étrangers;

b) en établissant des systèmes de protection.

4. Établir une politique d'auto-suffisance dans les domaines où le Québec profite d'avantages comparatifs, et comprenant les éléments suivants:

a) l'établissement d'une assurance-récolte pour le maïs-grain humide;

b) l'extension à tout le Québec des subventions à l'achat des moissonneuses-batteuses;

c) la réduction du minimum d'acres cultivées pour être admissibles à la subvention aux silos à grains.

d) l'extension de la politique d'assurance stabilisation de la production des grains.

5. Développer, protéger et mettre en marché la production de l'érable:

a) au niveau national:

i) en prenant les mesures nécessaires pour que soit déterminé clairement le champ d'action respectif des organismes engagés dans la commercialisation du produit (syndicalisme, coopération, entreprises privées, comités consultatifs, Régie des Marchés Agricoles, ministère de l'Agriculture, etc.) et en voyant à ce que ces mesures soient respectées;

ii) en établissant un régime d'assurance-stabilisation des revenus du sirop d'érable et, à cette fin, en mettant en oeuvre un comité technique pour établir le coût de production, en allouant les crédits nécessaires à un tel régime;

iii) en favorisant techniquement et financièrement toute initiative nationale et régionale qui aurait pour but de développer la production, la transformation, la recher-

che, la vente et la consommation (ex.: Parc de l'Érable, réseau de kiosques de distribution, approvisionnement des institutions gouvernementales, utilisation dans les aliments, etc.);

b) au niveau régional:

i) en formant un comité d'étude régional regroupant les responsables du ministère de l'Agriculture et le syndicalisme agricole et ayant pour fonction d'inventorier les ressources, les besoins et les moyens tant au stade de la production que de la transformation et de la consommation;

ii) en développant, s'il y a lieu, et compte tenu de l'efficacité des usines actuelles, un nouveau système régional de commercialisation, sous le contrôle des producteurs et avec la collaboration de l'État, avec les moyens d'entreposage et de transformation requis pour accroître le degré de concurrence et d'efficacité vis-à-vis d'autres acheteurs.

iii) en veillant à la formation spécialisée des producteurs afin d'accroître la diversification de la production et en favorisant l'extension du marché local.

6. Créer une commission québécoise des grains de provende ayant pour fonction l'achat, l'entreposage, la vente, l'exportation et l'importation de ces grains.

7. Investir, avec les coopératives agricoles et les associations de producteurs, les montants nécessaires à l'établissement d'un réseau d'entrepôts frigorifiques et d'usines de transformation.

8. Établir un plan de développement de la culture maraîchère:

a) en accordant la priorité aux productions les moins autosuffisantes actuellement;

b) en étendant l'application des programmes d'aide existants ou à venir à tous les agriculteurs qui fourniront la preuve qu'une telle culture est possible ou rentable;

c) en favorisant l'implantation des coopératives de producteurs pour voir au traitement, à la transformation et à la mise en marché des produits maraîchers du Québec;

d) en mettant de l'avant une politique de récupération de l'énergie perdue par les industries et pouvant être utilisée aux fins de la culture sous abri.

9. Favoriser la mise sur pied de plans conjoints dans tous les secteurs de l'agriculture et voir à faire fonctionner efficacement ceux qui sont en place, en faisant respecter la loi et les règlements.

10. Poursuivre et améliorer les programmes actuels de soutien des prix agricoles en permettant que, dans tout secteur de production agricole, l'Union des Producteurs Agricoles soit mandatée avec pleins droits de négociation pour l'établissement des prix de soutien, des quotas de production, des contingentements et autres réglementations.

11. Augmenter le rendement des fermes, des cultures sans sol et des cultures de serre en facilitant les investissements agricoles et, à cette fin, réorganiser le crédit agricole par:

a) la décentralisation des prêts agricoles de façon à accélérer les procédures;

b) l'augmentation du plafond des prêts jusqu'à 90% de la valeur de l'entreprise (fonds terre-bâtisse, cheptel, outillage) dont 50% de la valeur du prêt consenti à 21/4% d'intérêt et 50% au taux courant;

c) des taux préférentiels d'intérêts selon le secteur;

d) des amendements aux règles relatives au nantissement pour qu'il ne porte que sur les objets pour lesquels un prêt est consenti;

e) l'accessibilité de toute femme au même titre qu'un homme aux prêts agricoles (crédit agricole) aux fins de l'exploitation d'une entreprise agricole.

12. Établir une politique de revenu pour les agriculteurs en vue de leur garantir un salaire horaire conforme au temps consacré à la production et équivalent à celui d'un ouvrier spécialisé. Cette politique du revenu sera établie sur les bases suivantes:

a) organisation des productions, par des plans conjoints, des offices de commercialisation et, au niveau international, par le contrôle des importations et des ententes de marchés à l'intérieur des accords du GATT;

b) détermination du mécanisme d'établissement des coûts de production;

c) prise en compte, dans la détermination du coût réel de production, de tous les éléments intervenant dans l'exploitation d'une ferme: produits et services achetés, intérêt sur le capital investi, rémunération du gestionnaire et surtout, salaire pour l'agriculteur et sa famille calculé sur une base horaire et à partir de comptabilités reconnues par les parties en cause;

d) indexation automatique et périodique des prix agricoles en fonction de l'évolution des coûts de la main-d'œuvre et des prix des produits et services achetés;

e) mise en place d'un mécanisme de compensation, soit par la loi de stabilisation du revenu, soit par des subsides directs aux producteurs, aux consommateurs et au transport.

13. Établir, dans le cadre du Plan et avec la participation de représentants des producteurs agricoles et des autres agents visés, un programme global portant sur:

a) les priorités de développement sectoriel;

b) la restructuration ou le "recyclage" de certains secteurs;

c) un zonage déterminant l'utilisation optimale des terres dans chaque région;

d) la recherche à poursuivre, dans le cadre du Conseil québécois de la Recher-

++ 14 (78)

che scientifique, et l'équipement nécessaire à cette fin.

++

14. Considérer comme une priorité le drainage des terres et y accorder les crédits nécessaires.

++ L30 (79)

15. Protéger le patrimoine agricole du Québec et, à cette fin:

a) créer une banque de terres agricoles et se porter acquéreur, en priorité, des sols menacés de fortes spéculations et aussi de certaines exploitations agricoles, propriétés d'agriculteurs âgés, pour faciliter la retraite de ces derniers et permettre en même temps le rachat de ces exploitations par des enfants de cultivateurs ou toute autre personne intéressée et ceci, afin de garantir la relève agricole pour fin d'utilisation agricole seulement;

b) mettre fin à la spéculation par une imposition suffisante des gains de capitaux et frapper d'une taxe spéciale les terres non exploitées;

c) classer les terres propices à l'agriculture en zones d'utilisation exclusive, prioritaire ou polyvalente et, à l'intérieur de ces zones, protéger par la loi d'utilisation des sols les agriculteurs et leurs bâtiments des résidences non agricoles en y appliquant des normes comparables à celles de la loi sur l'environnement, tout en respectant les biens déjà existants;

d) faire préparer ce plan de zonage par un groupe de recherche comprenant tous les ministères concernés ainsi que des agriculteurs;

e) orienter, les développements industriels et urbains vers les sols non agricoles;

f) interdire la propriété du sol agricole à des non-résidents du Québec;

g) encourager, par des moyens incitatifs réels, la relève agricole;

h) améliorer et rénover le réseau routier desservant les centres de production agricole;

i) veiller à ce que la construction des réseaux de routes et de services publics ne nuise pas à la vocation agricole des régions desservies.

+ L13 (77)

16. Développer l'enseignement agricole, dans le système d'enseignement public, et assurer la diffusion de l'information agricole dans les journaux, à la radio et à la télévision.

17. Reconnaître le statut professionnel des agriculteurs et assurer leur représentation par l'association accréditée qu'ils se donnent. Reconnaître à la femme le même statut qu'à l'homme en regard de toutes les lois et de tous les droits relatifs à l'agriculture.

18. Subventionner la production d'instruments aratoires par des entreprises québécoises ainsi que la recherche et le développement devant favoriser cet objectif.

19. Étendre la loi des accidents de travail

à l'agriculteur, à sa famille et à ses salariés.

CHAPITRE IX

La forêt et les pêcheries

A. LA FORÊT

La forêt est une de nos principales ressources naturelles renouvelables. C'est pourquoi la loi doit assurer non seulement la conservation et la protection de ce bien public, mais elle doit aussi voir à ce qu'il soit utilisé au mieux des intérêts des citoyens québécois. Son exploitation polyvalente et rationnelle peut être la source d'une activité économique et sociale considérable. Elle a donné naissance entre autres à la plus importante industrie québécoise: celle des pâtes et papiers. Il importe de lui insuffler une vie nouvelle, notamment en réglementant de façon plus convenable l'exploitation forestière et en assurant le développement d'industries connexes.

En conséquence, un gouvernement du Parti Québécois s'engage à:

1. Établir dans les cadres du plan et avec la participation des agents d'exploitation, un plan global d'aménagement et investir en priorité dans les travaux de sylviculture et de reboisement dans les régions rurales, de façon qu'on puisse disposer d'un approvisionnement stable rapproché des centres habités et des usines. Investir dans la recherche appliquée de façon à permettre une utilisation optimale et plus diversifiée de la matière ligneuse.

2. Remettre ce patrimoine public sous le contrôle de la collectivité en mettant fin au régime des concessions forestières et en remettant la forêt rurale, définie dans le plan global d'aménagement, aux mains de la population résidente, sous gestion populaire.

3. Susciter le regroupement des petits propriétaires de boisés (2,000 acres ou moins) et des travailleurs en forêt, par la création d'un office de crédit forestier, de façon que la coupe soit assurée dans un cadre coopératif, et répartir les droits de coupe dans les forêts publiques en favorisant les formes d'exploitation coopératives.

4. Répartir les approvisionnements de bois entre les usines de façon à donner une priorité au bois en provenance des boisés privés, des résidus de sciage, et compléter le tout par la forêt publique en favorisant une meilleure utilisation des essences; réduire au minimum les frais de transport et inciter les scieries à approvisionner en priorité les marchés locaux en bois de construction, le tout de façon à

réduire le prix au consommateur.

5. Susciter l'investissement ou investir directement dans les usines de transformation des produits du bois, à l'intérieur d'un plan d'allocation de la matière ligneuse, donnant priorité aux bois provenant de la forêt privée.

6. Rechercher les meilleurs procédés d'utilisation des ressources constituées des feuillus et des conifères au nord du 51^e parallèle, qui sont actuellement sous-utilisées, et fournir, à cet effet, à toutes les régions concernées des renseignements concernant les procédés rentables d'utilisation de ces ressources.

B. L'INDUSTRIE DE LA PÊCHE

Afin d'accroître la rentabilité de l'industrie de la pêche au Québec, et ainsi favoriser le développement des régions maritimes, un gouvernement du Parti Québécois s'engage à:

1. Créer, dès son premier mandat, un ministère des Pêcheries maritimes afin d'assurer pleinement le développement de ce secteur d'activité économique.

2. Mettre sur pied un Centre québécois de Recherche sur les Pêcheries (C.Q.R.P.) intégré au Conseil Québécois de la Recherche Scientifique (C.Q.R.S.) et dont les orientations porteront, entre autres, sur la recherche fondamentale et appliquée, sur les différentes techniques de pêche et d'exploitation de la ressource (ferme d'élevage ou aquaculture, contingentement) d'une part, et sur la conservation et la protection des espèces marines, d'autre part.

3. Développer et moderniser la flotte de pêche.

4. Décentraliser l'administration gouvernementale des pêcheries commerciales conformément à une politique de régionalisation et selon les désirs et besoins de ceux qui vivent de cette industrie.

5. Éliminer l'arbitraire dans l'octroi des permis d'exploitation d'usines de traitement.

6. Accélérer le regroupement des pêcheurs commerciaux dans les coopératives de production et, au besoin, subventionner celles-ci pour qu'elles puissent se procurer l'équipement nécessaire et mettre sur pied des usines de traitement.

7. Contrôler la qualité des produits de la pêche dans l'intérêt des consommateurs.

8. Créer des mécanismes de soutien des prix.

9. Participer aux organismes internationaux qui s'intéressent au développement de l'industrie de la pêche et négocier avec le Canada et les autres pays concernés des accords portant sur:

- a) l'exploitation plus rationnelle des ressources maritimes du golfe Saint-Laurent;
- b) la protection des espèces marines;
- c) la présence et le contrôle des flottes de pêche;
- d) la détermination des eaux territoriales.

10. Équilibrer la balance commerciale des produits de la pêche, par une meilleure distribution des produits québécois sur le marché intérieur et par le développement des exportations.

CHAPITRE X Les mines

Comme les forêts, le sous-sol du Québec constitue une richesse collective importante. Cependant, elle n'est pas renouvelable. Voilà pourquoi son exploitation doit être jalousement surveillée. D'autre part, à quelques exceptions près, notamment l'amiante, les minéraux du Québec se retrouvent en grande quantité dans bien d'autres pays. C'est là un marché très concurrentiel. Nos mines produisent bien au-delà des besoins de notre industrie. La production ne peut donc être entièrement transformée au Québec, bien qu'elle pourrait et devrait l'être davantage. Néanmoins, les exportations sont et resteront vitales. Enfin, les mines créent certes un grand nombre d'emplois, mais de nature plus ou moins temporaire. Cela constitue un problème sérieux pour la main-d'oeuvre qui y est employée.

En conséquence, un gouvernement du Parti Québécois s'engage à:

1. Accroître considérablement les ressources de la Société Québécoise d'Exploitation Minière (SOQUEM) afin de lui voir assumer pleinement son rôle de recherche, d'exploration et d'exploitation à l'échelle du Québec et lui permettre d'exploiter moyennant compensation les gisements découverts par le secteur privé qui ne sont pas en exploitation au bout d'un temps déterminé.

2. Développer la transformation locale de produits secondaires en adaptant à cette fin le régime fiscal qui s'applique aux entreprises minières.

3. Réglementer les travaux statutaires requis des propriétaires de gisements de manière à ce que l'Etat reprenne possession des gisements inexploités qui sont à l'heure actuelle parfois gelés de façon abusive.

4. Assurer un contrôle majoritairement québécois là où le Québec se trouve dans une situation avantageuse par rapport à la concurrence internationale, comme c'est le cas pour l'amiante.

5. Créer pour le minéral d'amiante un office de mise en marché qui aura le monopole de l'achat et de la vente du minéral sur les marchés locaux et internationaux et conférer à cet office les pouvoirs qui lui permettront de promouvoir la transformation au Québec de la matière première.

6. Favoriser l'exploitation des ressources nouvelles et à cette fin:

a) procéder à l'inventaire des gisements les plus prometteurs des minéraux non métalliques (dits "industriels") autres que l'amiante;

b) mettre en place un système de formation et d'encouragement à la prospection et faire connaître les possibilités d'exploitation ainsi découvertes;

c) faciliter l'implantation locale d'activités de transformation et conseiller les propriétaires de concessions minières aux fins de la mise en exploitation des gisements;

d) définir de nouveaux modes de transport, d'accès au marché, assortis d'une tarification spéciale;

e) créer les mécanismes de surveillance et de contrôle nécessaires à une exploitation rationnelle des ressources minières.

7. Mettre en place une industrie secondaire de l'amiante, de taille internationale, et exiger par règlement qu'un pourcentage minimum du minerai d'amiante soit transformé au Québec, de préférence à proximité des centres d'extraction.

8. Créer un "fonds minier" alimenté par les contributions des employeurs afin de financer le reclassement des travailleurs affectés par la fermeture des mines.

9. Établir une législation sur les devoirs sociaux de l'industrie minière en faveur de ses travailleurs et améliorer la législation sur la sécurité dans les mines. Cette législation aura pour objet, notamment:

a) d'interdire que le mineur travaille seul dans les endroits dangereux;

b) de remplacer la "prime bonus" par une formule comportant moins de risques pour la vie du mineur et de ses compagnons de travail;

c) de voir à ce que le coroner soit une personne spécialisée et reconnue comme impartiale.

10. Obliger les compagnies minières à protéger l'environnement pendant et après l'exploitation.

équilibrée, tout en étant protégées contre toute surexploitation.

En conséquence, un gouvernement du Parti Québécois s'engage à:

1. Établir une loi-cadre assurant le développement du tourisme dans une double perspective: l'accessibilité pour les Québécois à toutes les formes de loisirs qu'offre le territoire, et l'attrait du Québec pour les étrangers.

2. Assurer l'essor du tourisme social en rendant le voyage accessible à tous les citoyens, spécialement aux groupes défavorisés, et en étendant à d'autres clientèles les programmes qui s'adressent à la jeunesse.

3. Établir dans le cadre du Plan, avec la participation des agents concernés, un programme global subdivisant le territoire en zones, selon leur vocation et leurs attraits touristiques particuliers et déterminant les besoins d'investissement.

4. Augmenter les investissements publics, notamment dans le réseau routier et l'hébergement, créer des villages-vacances et un réseau d'auberges du citoyen, particulièrement pour les familles à faible revenu.

5. Abolir graduellement les clubs privés de chasse et de pêche contrôlés par des Québécois, selon un échéancier qui tienne compte:

a) de la disponibilité des territoires selon les régions économiques;

b) de la nature de la faune des territoires concernés;

c) des capacités de réorganisation du secteur de la chasse et pêche;

d) des budgets que le gouvernement du Québec pourra mettre à la disposition de ce secteur;

e) des besoins d'aménagement des territoires à vocation touristique nationale.

6. Appliquer ce programme d'abolition des clubs contrôlés par les Québécois selon les termes suivants:

a) les zones accessibles aux grands centres sont prioritairement réorganisées et elles sont contrôlées par le ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche, en vue de répondre aux besoins de la population;

b) dans les zones où le territoire disponible est plus vaste, les clubs privés actuellement contrôlés par des Québécois sont graduellement remplacés par des unités d'aménagement administrées par des corporations publiques de type coopératif.

7. Abolir immédiatement les clubs privés contrôlés par des non-résidents et des corporations privées, en assurant la prise en charge par le ministère ou par des corporations publiques de type coopératif et interdire l'appropriation par des intérêts étrangers des espaces présentant un intérêt récréatif et touristique certain de même que des territoires actuellement peu accessibles.

CHAPITRE XI

Le tourisme

Comme c'est le cas dans les pays industrialisés du monde, le tourisme a pris une très grande importance dans la vie des Québécois. Le Québec dispose, dans ce domaine, de ressources importantes. Ces ressources peuvent alors, en même temps, satisfaire une bonne partie des besoins des Québécois et fournir les bases d'une industrie rentable et créatrice d'emploi. Il faut cependant que les ressources en question soient mises à la disposition des citoyens du Québec, qu'elles puissent servir de base à une industrie

8. Rendre graduellement accessibles à tous les rivières à saumons et les faire administrer par le ministère ou par des corporations publiques ou de type coopératif.

9. Maintenir les permis aux pourvoyeurs pour répondre aux besoins des touristes.

10. Lancer un programme d'éducation destiné à sensibiliser les Québécois et les étrangers au problème de la protection des territoires ainsi que de la faune qui y vit, pour en arriver à une exploitation rationnelle des ressources en cause, tout en sauvegardant le milieu écologique, en particulier par le recours à un personnel spécialisé.

11. Agrandir, après consultation de la population et des organismes locaux, le territoire actuellement constitué en parcs, rendre ceux-ci inaliénables mais gratuitement accessibles aux citoyens en distinguant en même temps quatre catégories de parcs:

a) les parcs naturels, où seront protégées de façon permanente des portions du territoire-typiques des principales régions écologiques ainsi que les sites naturels présentant des caractéristiques hors de l'ordinaire; dans cette catégorie de parcs, toute exploitation forestière, minière ou hydro-électrique ainsi que la chasse et la pêche sont interdites;

b) les parcs historiques, établis pour préserver de façon permanente certains milieux géographiques de haute signification historique;

c) les sanctuaires destinés à protéger certaines espèces animales rares;

d) les parcs de chasse et de pêche,

12. Mettre en oeuvre un programme d'embellissement et de réglementation de l'affichage et fournir l'assistance financière nécessaire pour que soient assurées la préservation et la restauration des sites, installations ou constructions en cause.

13. Former et employer des équipes spécialisées dans les divers secteurs d'activités touristiques et, pendant la haute saison touristique, former et employer des équipes d'étudiants à ces tâches ainsi qu'à l'accueil des touristes.

CHAPITRE XII

Les dimensions régionales du développement

Plus de 80% de la population du Québec se trouve concentré sur une partie homogène et relativement exiguë: 3% environ de la superficie totale. Le Québec est hautement urbanisé, les trois quarts de sa population habitant des agglomérations de plus de 10 000 habitants. Par ailleurs, le

développement s'effectue sur un nombre restreint de points du territoire, ce qui engendre des problèmes économiques, sociaux et humains croissants et dans les régions périphériques et dans les centres de croissance eux-mêmes. Le développement régional doit de ce fait constituer une préoccupation de première importance dans l'aménagement d'un Québec à la fois plus dynamique et plus humain.

En conséquence, un gouvernement du Parti Québécois s'engage à:

1. Etablir, dans le cadre du Plan et avec la participation des populations concernées, un programme global d'aménagement du territoire déterminant la vocation optimale des régions excentriques et des sous-régions de la vallée du St-Laurent et la forme d'activité économique la plus rentable à y promouvoir, aménager la croissance des différentes régions selon ces principes et mettre en place les mécanismes de mise en oeuvre de ces décisions.

2. a) Reconnaître le rôle moteur et les effets d'entraînement de la grande région de Montréal et préserver cette source de dynamisme dont les effets s'étendent au reste du territoire;

b) voir à l'intégration de ce développement économique dans un schéma d'aménagement de la région métropolitaine.

3. Appuyer le développement du reste du territoire sur des capitales régionales suffisamment équipées pour fournir à leur population tous les services qui se retrouvent dans les grandes villes, et accélérer la croissance de ces capitales régionales:

a) en y concentrant une plus forte proportion des activités relevant de l'administration et des services publics, dans le cadre d'une politique de décentralisation de l'appareil gouvernemental, de rapprochement des populations desservies et de participation des citoyens à la gestion des affaires publiques;

b) en y augmentant les investissements publics;

c) en y favorisant l'implantation d'industries et de services.

4. Faire de Québec la capitale nationale et y établir les services nécessaires à cette fonction nouvelle.

5. Fournir une assistance aux PME et coopératives par l'intermédiaire de centres d'assistance technique et de gestion multidisciplinaire en s'assurant que:

a) ces centres de gestion et d'assistance sont organisés sur une base régionale;

b) les petites et moyennes entreprises ainsi que les coopératives peuvent participer à l'orientation et à l'organisation de ces centres;

c) le coût des services est modique et, s'il y a lieu, adapté à la capacité de payer de l'entreprise;

d) des subventions d'équilibre budgétaire sont disponibles afin de per-

TROISIEME PARTIE

NOTRE VIE SOCIALE

CHAPITRE I

Objectifs généraux

La société québécoise ne peut dans le contexte actuel déterminer elle-même ses priorités. Les structures fédérales nous privent à la fois des moyens fiscaux et des pouvoirs législatifs nécessaires non seulement pour établir notre propre politique sociale mais surtout pour faire les choix sociaux qui donnent à une société sa personnalité propre. Un Québec souverain se donnera une politique de croissance économique mais cela ne peut suffire à assurer la justice sociale. Il faut donc nous donner une véritable politique de redistribution et d'utilisation sociale des ressources, selon des priorités établies démocratiquement. En d'autres termes, s'il demeure important de "grossir le gâteau", il est encore plus important de le partager équitablement et sans gaspillage inutile. En cette époque où la surcroissance commence à inquiéter les sociétés développées, c'est de plus en plus dans cette voie qualitative qu'il faudra chercher les moyens d'améliorer la vie.

En conséquence, un gouvernement du Parti Québécois s'engage à:

1. Rechercher l'établissement d'une justice sociale basée sur une juste répartition de la richesse et sur l'élimination complète de la pauvreté.

2. Réaliser l'égalité complète de l'homme et de la femme dans tous les domaines de la vie.

3. Améliorer la santé de la population et en faire une de nos grandes priorités.

4. Humaniser la vie au travail, rendre réalisable la syndicalisation de tous les travailleurs et associer les organisations de travailleurs aux informations et aux décisions, tant au niveau de l'entreprise qu'à celui du rôle social et économique de l'Etat.

5. Associer les consommateurs à la vie économique et sociale pour accélérer la conversion du secteur commercial des biens et services en un secteur basé sur des coopératives autogérées par les employés et les consommateurs.

6. Reconnaître que l'accès au logement est un droit inaliénable de tout citoyen; dans ce sens, veiller à la préservation des logements existants et à la construction de logements en quantité et qualité suffisantes et voir à les rendre accessibles en fonc-

tion des besoins des gens plutôt que de leurs moyens.

7. Elaborer une politique globale favorisant l'intégration et la normalisation des conditions de vie de la personne handicapée de façon que cesse la discrimination à son égard.

8. Voir à ce que, dans la mesure du possible, toutes les institutions publiques telles que CLSC, centres hospitaliers, centres d'accueil, garderies, habitations à loyer modique, centres de services sociaux qui dispensent des services soient gérées sur le mode coopératif et comportent une majorité d'usagers au Conseil d'administration.

9. Améliorer la qualité de la vie et préserver notre environnement.

CHAPITRE II

La sécurité de revenu

Au Québec, comme dans l'ensemble du Canada, les programmes de sécurité sociale ne semblent pas avoir eu d'effet significatif sur la distribution du produit national. Le pouvoir d'achat des citoyens les plus démunis doit donc être accru afin que chacun puisse subvenir à ses besoins essentiels et à ceux de sa famille. Quelles que soient les circonstances, chaque personne doit être assurée d'un revenu qui lui garantisse un minimum vital décent. Il faut cependant libérer les citoyens des lourdeurs d'une bureaucratie impersonnelle à qui on demande d'administrer un ensemble de mesures sociales mal coordonnées entre elles et relevant de deux gouvernements concurrents.

En conséquence, un gouvernement du Parti Québécois s'engage à:

1. a) Instaurer un programme de revenu minimum garanti destiné à unifier la politique de sécurité sociale.

b) Permettre que les personnes demeurant au foyer puissent participer au Régime des Rentes du Québec.

2. Assurer à tous les citoyens et toutes les citoyennes l'égalité devant ce programme, en respectant les éléments suivants:

a) l'unité bénéficiaire de base du programme est la famille nucléaire, c'est-à-

dire les personnes seules, les couples sans enfants, les familles monoparentales et les couples avec enfants;

b) des prestations additionnelles intégrées au programme du revenu minimum garanti sont allouées pour la charge des enfants;

c) le revenu familial garanti d'une unité bénéficiaire ne peut descendre au-dessous du seuil de pauvreté;

d) l'État comble la différence entre ces montants et le revenu total de quelque provenance que ce soit: travail, allocation sociale, retraite, placement, etc.;

e) la formule de détermination du revenu minimum est établie de façon à maintenir une incitation au travail;

f) les montants du revenu garanti sont indexés, au moins deux fois par année, au coût de la vie et à l'accroissement de la productivité nationale.

3. Adopter des mesures de prévention et de réadaptation pour aider les citoyens à conserver leur autonomie financière.

4. Sur une base régionale, administrer cette politique à l'aide d'équipes de "techniciens sociaux" dont la formation sera accélérée.

5. Éliminer la fraude en appliquant de manière ferme et humaine des normes qui tiennent compte des besoins réels de chacun.

6. Maintenir la complémentarité du Régime de Rentes du Québec avec le programme du revenu minimum garanti de la manière suivante:

a) la prestation de retraite garantie par la Régie des Rentes du Québec est majorée pour couvrir une proportion de plus en plus grande du revenu individuel, mais elle est établie au minimum en fonction du revenu minimum garanti; en conséquence, les cotisations versées par les employeurs sont proportionnellement majorées suivant les mêmes bases de calcul et d'évaluation que celles qui sont actuellement utilisées, tenant compte de la pension de vieillesse;

b) en cas de décès du cotisant, on versera au conjoint survivant qui n'avait pas accès au Régime de Rentes du Québec le plein montant de la rente prévue par le Régime au lieu des 60% prévus par la loi actuelle;

c) compte tenu de l'alinéa précédent, on versera à l'ex-conjoint et au survivant une partie de la rente totale établie suivant le nombre d'années de vie commune, dans les cas de divorce ou de séparation.

7. Négocier le rapatriement de tous les programmes du Gouvernement fédéral ayant trait à la sécurité sociale et susceptibles de s'intégrer au programme québécois de revenu familial minimum garanti, y compris le programme fédéral de compensation des charges familiales. De plus, faire en sorte que dans la période actuelle de pré-indépendance, la négociation du régime de revenu minimum garanti

soit considérée comme une priorité en soi et non pas comme un élément en concurrence avec d'autres à négocier dans le contentieux Ottawa-Québec.

CHAPITRE III

La famille

La famille est la cellule de base de notre société. Elle subit présentement les mutations d'une époque de transition qui affecte tout le monde occidental et qui se manifeste notamment par un phénomène de dénatalité. La famille représente pour le couple des charges financières supplémentaires que les mesures sociales actuelles sont loin de compenser. La présence des enfants signifie trop souvent aussi une perte totale de liberté pour les conjoints, surtout pour la femme qui se voit privée de la possibilité réelle de s'épanouir par une participation normale à des activités sociales, culturelles ou professionnelles. Une politique de la famille doit donc répondre aux exigences du monde d'aujourd'hui.

En conséquence, un gouvernement du Parti Québécois s'engage à:

1. Compenser les charges familiales en les intégrant à long terme à l'intérieur d'un programme québécois du revenu annuel minimum garanti:

a) en établissant un ensemble de mesures permettant au conjoint qui demeure au foyer d'accéder à une plus grande autonomie; son intégration ou sa réintégration au marché du travail, à la fin de ce terme, se fera sans préjudice et avec des avantages analogues à ceux de tout travailleur ayant perdu un emploi (assurance chômage, rentes de retraite, pension d'invalidité et autres avantages sociaux);

b) en assurant un revenu à domicile au conjoint séparé ou au veuf ou à la veuve qui a la garde des enfants, ainsi qu'à la famille monoparentale;

c) en accordant à la famille des allocations similaires à celles qui seraient versées au foyer nourricier si un enfant devait être placé dans des familles d'accueil pour une simple question de revenu.

2. Déclarer le mariage institution égalitaire avec tout ce que cela implique au Code Civil, prendre les mesures appropriées pour transposer ce changement sur le plan social et culturel et contribuer, par l'éducation populaire, à la reconnaissance de l'identité autonome de la femme (pour que, par exemple, celle-ci se sente libre de garder son nom après mariage).

3. Reconnaître l'apport de la mère à la société lorsqu'elle met au monde des enfants en lui accordant, à cette occasion une prestation indépendante du revenu au foyer.

4. a) Mettre sur pied un réseau complet de services de garde gratuits et, à long terme, axés sur le développement de l'enfant en fonction de ses propres besoins et animés par des auxiliaires familiaux professionnels. Ce réseau inclura les halte-garderies, les garderies de quartier, les services de garde en milieu scolaire, en milieu de travail et les services de dépannage. Cette implantation se fera sous forme de subventions aux organismes sans but lucratif contrôlés par les usagers disposés à les mettre sur pied, par exemple en accroissant de façon considérable les montants de départ disponibles;

b) assurer, dans une première étape, un financement à frais partagés État-Parents-Employeurs, en tenant compte des revenus des usagers. Ce réseau sera accessible à tous sans discrimination, recevra des enfants de tout groupe d'âge et sera également pourvu d'un service de transport suffisant. Tous les frais seront déductibles aux fins d'impôt;

c) promouvoir la création de comités locaux et favoriser l'organisation de services de médecine préventive et utiliser à cette fin les écoles désaffectées ou ayant des locaux disponibles ainsi que les établissements du MAS pour la mise sur pied de halte-garderies dans les écoles pour le dîner, la fin de la journée, les journées pédagogiques, les congés, etc.

D.M. (77)

5. a) Reconnaître le droit à la maternité librement consentie, faire en sorte que le droit à la vie soit un droit naturel en rendant la société accueillante à la vie et mettre en place des moyens d'éducation dans le cadre d'une politique familiale d'ensemble.

b) Mettre en place des mesures fermes et cohérentes permettant une véritable politique familiale favorisant la fonction sociale, maternelle et paternelle.

c) Créer au niveau secondaire et collégial un programme de cours optionnels d'éducation au rôle parental.

d) Fournir l'information objective et positive concernant la planification de la fécondité par des services gouvernementaux d'information sur le contrôle de la fécondité et sur la planification familiale.

e) Informer la population sur les différents moyens contraceptifs, leur efficacité, leurs effets et favoriser une plus grande accessibilité à ces moyens en les rendant gratuits.

f) Accélérer par des subventions de l'État le travail de recherche des groupes et/ou individus qualifiés en matière de contraception.

g) Mettre sur pied des services multidisciplinaires en incluant la dimension psychosociale en cas de grossesse imprévue, ces services devant pouvoir aider les femmes ou couples à prendre la décision de poursuivre ou non la grossesse.

h) Mettre sur pied des services à l'enfant tels que définis à l'article 4.

i) Reconnaître les congés de maternité et de paternité tels que définis au chapitre 5.

j) Mettre sur pied des cliniques de maternité où une équipe qualifiée aura les moyens techniques et la disponibilité pour suivre une femme avant, pendant et après l'accouchement, et reconnaître la profession de sage-femme et l'institutionnalisation des cours de formation.

k) Reconnaître le principe énoncé par la Ligue des Droits de l'Homme; l'avortement comme mesure d'exception légitimée par le droit à la santé et à la qualité humaine de la vie pour tous ainsi que par le droit de la femme à décider de ses maternités et à se les voir faciliter par la société et par l'État.

l) Retirer du Code criminel tout acte médical posé dans le domaine de l'avortement.

m) Assurer que la femme puisse obtenir de son médecin un avortement dont les frais soient couverts par l'assurance-maladie et l'assurance-hospitalisation.

n) Faire adopter une nouvelle loi relevant du ministère de la Santé qui reconnaîtrait l'objection de conscience, en ce qui concerne l'avortement, à tous les médecins et chirurgiens et les obligerait à adresser ces patientes à une clinique ou à un hôpital dans un délai maximum de cinq (5) jours.

o) Voir à la création de services médicaux adéquats assurés dans chacune des régions administratives du Québec:

i) par des cliniques et/ou hôpitaux pour les cas d'avortement de moins de douze (12) semaines;

ii) par les hôpitaux pour les cas d'avortement de 12 semaines ou plus.

p) Mettre sur pied des cliniques de planification familiale intégrées qui offrent tous les services énumérés précédemment.

D.M. (77)

6. Développer des services d'aides familiales pour satisfaire aux besoins domestiques essentiels.

L24 (78)

7. Moderniser les lois se rapportant à l'enfance et, pour ce faire:

a) constituer un droit familial autonome et instaurer des tribunaux familiaux administrés par la section Famille et Jeunesse de la Cour du Québec;

b) baser ce droit familial sur une vision non punitive de la justice;

c) reconnaître la primauté de l'enfant et légiférer avec l'objectif de rendre les lois le concernant plus humaines en tenant compte des données de la pédagogie et de la psychologie actuelles. À cet effet:

i) réviser la loi de protection de la jeunesse;

ii) réviser l'adoption par une refonte complète et adaptée à notre société contemporaine;

d) reconnaître l'égalité des époux, l'égalité des enfants (légitimes ou non); l'égalité des droits des enfants à ceux des parents;

e) reconnaître que, dans le cas de divorce et de séparation, les conjoints puissent mettre fin à l'union conjugale en dehors du principe ou du concept de la faute;

f) créer un organisme public de la perception et de la distribution de pensions alimentaires et investir cet organisme du pouvoir de sanction;

g) rendre opérants, dans les plus brefs délais et dans toutes les régions, ces tribunaux de famille et leur faire dispenser des services spécialisés et gratuits de consultation juridique et psychosociale auxquels les gens devront absolument s'adresser pour régler leur litige dans le cas de différends fondamentaux (ex.: dispute concernant la garde des enfants).

8. La rémunération, les allocations et les prestations prévues à ce chapitre sont indexées au coût de la vie.

9. Faire en sorte que tous les enfants qui naissent aient automatiquement le statut d'enfant légitime.

10. a) Dans le cas d'un viol, centrer la procédure judiciaire sur l'essence du délit d'agression et non sur les mœurs antécédentes de la victime. À cette fin, abolir le droit de vérifier le passé sexuel de la victime. Des services d'accueil adéquats rattachés à un tribunal de la Famille seront mis sur pied afin d'informer et d'aider les individus victimes de viols, de voies de fait simples ou avec lésions corporelles et d'abandon. À ce service seront rattachés les services de consultation spécialisée: avocats, travailleurs sociaux, médecins, psychiatres, etc.

b) Structurer et exploiter, en collaboration avec le Conseil du Statut de la Femme, un réseau complet d'information sur le viol, sur la violence exercée contre les femmes et les enfants.

c) Donner une formation spéciale à tous ceux qui doivent intervenir dans les cas de viol et de violence contre les femmes et les enfants.

d) Établir dans les centres hospitaliers des services pour les victimes de violence, en particulier:

- des services d'accueil spéciaux pour certains cas d'urgence dont bénéficieraient entre autres les femmes battues et les victimes de viol;

- l'organisation de traitements adéquats que le traumatisme soit apparent ou non;

- adresser la victime, le cas échéant, aux ressources appropriées (centre d'aide aux victimes de viol, maison d'accueil, département de service social des centres hospitaliers);

- la spécification dans le rapport médical (lorsqu'il y a constatation de violence) de la raison de cette violence en vue d'établir des statistiques précises.

e) Désigner dans chaque région un ou des centres hospitaliers qui seraient spécialement organisés pour certains traitements spécifiques en cas de viol.

f) Accroître et améliorer les organismes existants pour le dépistage, la prévention et les traitements des cas de violence exercés dans la famille, et développer des services connexes de thérapie individuelle, conjugale ou familiale, de façon à permettre une déjudiciarisation des problèmes de violence à l'intérieur de la famille.

g) Favoriser la création de centres d'aide aux victimes de viol et la création de maisons d'accueil pour les femmes en situation de crise qui ont besoin d'un refuge pour elles-mêmes et leurs enfants. Ces maisons d'accueil pourraient également offrir l'hébergement aux victimes de viol.

h) Donner des directives aux agents d'aide sociale, en vue de l'octroi de crédits d'urgence pour les femmes en difficulté, même si celles-ci n'ont pas entamé de procédures de séparation ou de divorce.

i) Organiser des services à l'intention des victimes de violence, en particulier:

- la formation, au sein des corps policiers, d'unités spéciales mixtes pour intervenir dans les cas de violence exercée contre les femmes;

- la coordination entre les intervenants, lors des interventions de ces unités spéciales, afin d'éviter une répétition indue des interrogatoires;

- le transport rapide des victimes de violence à un centre hospitalier;

- l'établissement des constatations nécessaires à la corroboration de preuves par le centre hospitalier uniquement, éliminant ainsi toute constatation médicale préalable au poste de police;

- assurer que, dans les cas de viol, l'enquête policière sera menée par les femmes policières des unités spéciales dont la création est recommandée;

- assurer que les services d'enquête policière acheminent toutes les plaintes de voies de fait à caractère sexuel au procureur de la Couronne;

- assurer que tous les procès de viol se tiennent à huis clos (juges, deux procureurs, victime, officiers de justice, prévenu, travailleuse des centres d'aide aux victimes de viol, jury, s'il y a lieu) à moins que la victime n'exige que son procès se tienne publiquement.

- Dans le cas de huis clos, la présence de toute autre personne devrait être autorisée par la victime; que la procédure judiciaire soit centrée sur l'essence du délit d'agression et non sur les mœurs antécédentes de la victime. À cette fin, abolir le droit de vérifier le passé sexuel de la victime;

- que les travailleuses des centres d'aide aux victimes de viol puissent être admises à l'enquête policière et à toutes les étapes du processus judiciaire et puissent témoigner dans l'anonymat;

- que le rapport du médecin ayant procédé à l'examen de la victime soit accepté à la corroboration de la preuve (prima facie);

— assurer que le personnel policier compile tous les appels téléphoniques provenant de femmes violentées en vue de permettre une étude de cette situation;

j) i) Assurer que les étudiants (au niveau collégial et universitaire) qui se dirigent vers les services sociaux, hospitaliers, médicaux, juridiques et policiers reçoivent une formation adéquate et soient formés à des techniques d'approche scientifiques relatives à la condition des femmes violentées, des victimes de viol, des victimes d'abus sexuels, des prostituées;

ii) intensifier la diffusion d'une information adéquate concernant la loi d'indemnisation des victimes d'actes criminels et la loi d'incitation au civisme et ce, par l'intermédiaire de la Commission des services juridiques et en collaboration avec la Commission des accidents du travail;

iii) diffuser de l'information relative à tous les recours possibles aux victimes de violence, par l'intermédiaire de la Commission des services juridiques;

iv) assurer que les victimes de violence puissent bénéficier rapidement, dans les bureaux d'aide juridique, de conseils d'avocats;

v) favoriser la nomination, en plus grand nombre, de femmes au poste de procureur de la Couronne.

CHAPITRE IV

La santé

La santé est sans doute le bien le plus précieux. C'est pourquoi toute société évoluée doit considérer la santé comme un service public, c'est-à-dire librement accessible à tous ceux qui en ont besoin, sans égard aux capacités de payer respectives. Le Québec s'est donné un régime d'assurance-maladie permettant l'accès gratuit à certains soins médicaux. Cependant, de nombreux services demeurent hors de portée du citoyen à faible revenu. En particulier, le coût des médicaments est parmi les plus élevés au monde et permet à l'industrie pharmaceutique d'exploiter commercialement un secteur aussi vital, grâce surtout à l'extrême timidité de l'action du gouvernement fédéral dans ce domaine. Enfin, les citoyens de régions éloignées disposent de services de santé insuffisants. Là comme ailleurs, il faut se débarrasser des luttes politiques fédérales-provinciales pour élargir l'application du régime d'assurance-santé, mettre fin à l'exploitation des citoyens dans le domaine des médicaments et consentir un effort exceptionnel pour améliorer la santé de la population, notamment par la prévention et la recherche.

En conséquence, un gouvernement du Parti Québécois s'engage à:

✦ D.M. (77-78-79) 1. Compléter le régime d'assurance-santé de façon à inclure toutes les disciplines de la médecine et de la chirurgie (de même que les autres disciplines thérapeutiques légalement reconnues), tous les soins curatifs et préventifs requis pour la santé physique et mentale et, selon des modalités visant à prévenir les abus, les frais occasionnés par l'achat de prothèses.

✦ L.M. (78) 2. Prévoir un système de contrôle efficace des actes posés par les professionnels de la santé en obligeant le patient à signer une attestation de soins reçus dont il recevra lui-même copie.

3. Rationaliser, démocratiser et améliorer la distribution régionale des établissements de santé et de services sociaux:

a) par l'abolition des établissements à but lucratif;

✦✦ b) par l'institution de bureaux d'administration composés paritairement de professionnels de la santé et autres employés, de personnes désignées par l'État et de représentants des principaux groupes de citoyens de la région concernée;

c) par la création d'un réseau de centres locaux de services communautaires établis prioritairement dans les régions où les services de santé et les services sociaux font encore défaut ou sont insuffisants;

d) par la création de centres de traitement spécialisés et d'hôpitaux régionaux reliés étroitement à des instituts de recherche;

✦✦ L.S. (78) e) par l'affectation de ressources suffisantes pour assurer le traitement approprié des maladies mentales, notamment par la création de foyers de groupe et d'ateliers protégés.

4. Humaniser et améliorer la qualité des services de santé et des services sociaux:

a) par l'amélioration des cliniques externes et des services d'urgence des hôpitaux;

✦ L.B.S. (79) b) par l'adoption de mesures visant à augmenter le nombre des médecins et des employés spécialisés et en favorisant une meilleure distribution régionale;

c) par l'inclusion d'un programme obligatoire de médecine préventive dans les universités et par la mise sur pied de services préventifs efficaces;

✦✦ D.M. (77) d) par l'organisation, à partir des centres locaux de services communautaires, de services continus de soins à domicile;

✦✦ e) par l'affectation de médecins compétents aux soins à domicile pour les handicapés;

f) par la surveillance de l'alimentation des étudiants;

g) en voyant en priorité à:

✦✦ i) compléter l'établissement du réseau de CLSC à travers le Québec en tenant compte de la répartition démographique et des ressources existantes;

ii) assurer la démocratisation des CLSC en permettant aux citoyens de faire partie des conseils d'administration;

iii) prévoir un personnel qualifié et suffisant pour faire de la prévention, de l'éduca-

tion populaire, de l'organisation communautaire à l'intérieur des CLSC;

iv) donner à ces CLSC, après un bilan de l'expérience, les outils financiers, humains et matériels nécessaires;

h) en faisant en sorte:

i) que le CRSSS suscite réellement la participation de la population à la définition de ses propres besoins en matière de services de santé et de services sociaux, ainsi qu'à l'amélioration et au fonctionnement;

ii) que le CRSSS s'appuie d'abord sur les ressources humaines et matérielles existantes pour le développement des services dans la région;

iii) que le gouvernement s'assure que le CRSSS soit autre chose qu'un administrateur froid et distant des ressources sociales et qu'il décourage l'attitude bureaucratique;

iv) que le CRSSS donne l'exemple aux autres établissements du réseau des affaires sociales en matière de participation et de fonctionnement démocratique;

v) que la population soit invitée explicitement aux assemblées annuelles des organismes du réseau des affaires sociales et que la population puisse accéder aux conseils d'administration;

vi) là où il n'y a pas d'université, que le CEGEP offrant des services de formation et de perfectionnement du personnel soit invité au Conseil d'administration des établissements.

5. Diminuer le coût des médicaments:

a) en confiant à une Régie d'État le contrôle de la fabrication, de la distribution, de la publicité et des prix des produits pharmaceutiques;

b) en abolissant le système des brevets.

6. Faire en sorte que les professionnels de la santé deviennent des salariés, rémunérés comme tels, compte tenu du coût de la vie et de l'importance des services rendus.

7. Aménager dans les régions, en le considérant comme service essentiel, un service d'ambulance gratuit et financé par l'État.

8. Donner plein droit de cité aux handicapés et leur permettre de vivre dans des conditions aussi normales que possible compte tenu de leurs ressources intellectuelles et physiques et, à cette fin, mettre à leur disposition des logements conformes à leurs besoins et des ateliers protégés ou aménagés pour permettre l'intégration des handicapés au marché du travail dans des conditions comparables à celles qui sont faites aux autres citoyens, plus particulièrement:

a) dégager les ressources financières nécessaires au fonctionnement des services favorisant l'intégration la plus poussée possible des handicapés physiques et mentaux à l'ensemble de la société;

b) appuyer sur le réseau des Affaires sociales pour décentraliser et étendre les disponibilités de services à l'enfance handicapée;

c) prévoir dans le Code national de l'Habitation l'obligation d'aménager les édifices publics pour en faciliter l'accès aux handicapés;

d) maintenir par tous les moyens jugés appropriés les jeunes handicapés mentaux dans leur famille naturelle ou dans des familles d'accueil sélectionnées et formées à cette fin;

e) favoriser la garde des handicapés et des marginaux dans leur milieu familial naturel en fournissant le support moral et technique aux familles en cause;

f) dans l'immédiat, permettre aux handicapés physiques de déduire de leurs revenus, aux fins d'impôts, les frais de transport au travail, d'étude et de traitement, et dans un proche avenir subventionner les handicapés qui veulent s'organiser un système de transport en commun et leur fournir l'aide technique nécessaire;

g) au plus tôt, obliger, par réglementation, toutes les moyennes et grosses entreprises à engager un pourcentage minimum d'handicapés et à se charger de leur transport;

h) légiférer pour uniformiser les règlements municipaux de façon à répondre aux besoins d'hébergement des handicapés.

9. Encourager l'anti-tabagisme et le respect des non-fumeurs par:

a) l'abolition progressive de la publicité;

b) l'interdiction de fumer dans les lieux de propriété publique;

c) l'introduction d'une publicité dénonçant les effets néfastes sur le plan héréditaire, psychosomatique, écologique, démographique et social;

d) l'appui et la promotion des organismes spécialisés dans l'anti-tabagisme;

e) l'augmentation de la taxe sur les tabacs.

CHAPITRE V

Les conditions de travail

Les Québécois sont reconnus comme travailleurs qualifiés et productifs. Pourtant ils sont nombreux à servir encore de main-d'oeuvre à bon marché et à travailler dans des conditions pénibles et dangereuses. Absents des centres de décision économiques, les travailleurs doivent en plus subir un état de dépendance inacceptable et vivre sous la menace constante du chômage. Il est donc essentiel de réglementer les conditions minimales de travail par une législation complète et progressive. Par ailleurs, débarrassé du perpétuel tiraillement fédéral-provincial dans le domaine de l'emploi, le Québec pourra appliquer le principe du droit au travail par des mesures assurant une vérité-

ble sécurité d'emploi et compléter les efforts réalisés en ce sens par des moyens proprement économiques.

En conséquence, un gouvernement du Parti Québécois s'engage à:

✦✦ D.M. (77)

1. Porter le salaire minimum à \$3.00 l'heure dans toutes les régions du Québec et pour toutes les catégories de salariés; par la suite, indexer ce taux minimum à la hausse du coût de la vie et à l'accroissement de la productivité nationale.

2. Établir une répartition plus juste du travail que la société doit assumer:

✦✦ L126 (79)

a) fixer à 40 heures la semaine maximum régulière de travail; les heures supplémentaires seront rémunérées à temps et demi, et les dimanches et les jours fériés à temps double. Un employeur ne pourra obliger un employé à fournir des heures supplémentaires. En outre, l'application de la semaine de 40 heures ne devra pas entraîner de diminution de salaire;

✦ L126 (79)

b) par la suite, viser à diminuer progressivement ce nombre d'heures compte tenu de l'évolution de la technologie;

✦ L126 (79)

c) assurer à tout citoyen le choix de travailler seulement à temps partiel, sans perte d'avantages.

✦ L126 (79)

3. Assurer à chaque employé à temps plein une période minimum de quatre semaines de vacances par année, qu'il peut prendre consécutivement s'il le désire, et que deux (2) de ces quatre (4) semaines puissent être prises consécutivement pendant l'été (15 juin - 15 septembre);

a) que ces vacances soient payées au pourcentage du salaire total gagné durant l'année;

b) que soit accordé un minimum de dix (10) congés statutaires payés chaque année à tous les employés.

✦ L126 (79)

4. Réaliser l'égalité de l'homme et de la femme au travail:

a) en assurant à la femme l'accès sans discrimination aux métiers et aux professions, dans le respect du principe "à travail égal, salaire égal";

b) en s'assurant:

i) qu'il soit interdit à l'employeur de refuser d'embaucher, de rétrograder ou de congédier une salariée ou de lui refuser une promotion et d'exercer à son endroit quelque discrimination pour cause de grossesse;

✦✦ L43 (78)

ii) que la salariée enceinte obtienne un congé payé à 100% de vingt (20) semaines, à partir de la date réelle à laquelle elle quitte son emploi. La répartition du congé avant et après l'accouchement est laissée à la discrétion de la salariée; la salariée a la possibilité de prolonger son congé de huit (8) semaines dans le cas où elle allaite;

iii) que les frais de congé de maternité payés soient assumés par l'État à même un fonds créé à cet effet, afin de ne pas faire peser le fardeau de ce congé sur l'employeur, ce qui aurait, à moyen terme, des effets négatifs sur l'embauchage des femmes en âge de procréer;

iv) que la travailleuse ne puisse être tenue de réintégrer le marché du travail avant la fin de son congé de maternité, ou avant le rétablissement complet de son état de santé, dans le cas où celui-ci doit excéder vingt (20) semaines; elle peut alors bénéficier des dispositions de congés de maladie et autres avantages sociaux selon le régime applicable aux autres congés de maladie;

✦✦ L17 (79)

v) que la salariée ait droit à un congé non imputable à sa caisse de congés de maladie et s'ajoutant à son congé de maternité lorsque sa santé et/ou celle du fœtus sont en danger entre autres à cause:

— de la déclaration d'une maladie infectieuse, auquel cas l'employeur est tenu d'en aviser le personnel;

— de l'exposition aux radiations ou d'autres conditions de travail malsaines;

— de troubles de santé causés par la grossesse, sur présentation d'un certificat médical;

vi) que la travailleuse bénéficie d'autorisations d'absence rémunérée autres que les vacances ou congés de maladie, pour visites médicales au moment de la grossesse;

vii) qu'au retour au travail de la salariée, l'employeur soit tenu, sous peine de sanctions légales rigoureuses, de la réintégrer au même poste (ou à un poste équivalent, advenant l'abolition de l'ancien poste) avec les privilèges, avantages et droits qui lui étaient reconnus avant son congé de maternité, sans perte non plus de ses droits et avantages accumulés durant ledit congé de maternité. En cas de congédiement, un recours articulé de façon similaire au congédiement pour activités syndicales (art. 14, 15, 16 du Code du Travail) devrait être prévu;

viii) qu'un congé parental sans solde d'une durée maximum de deux (2) ans soit accordé à l'un ou l'autre des parents qui désire s'occuper à plein temps de son enfant; le maintien en poste et les avantages liés à l'emploi sont assurés et ce congé peut être pris par la mère ou le père ou les deux en alternance; dans l'éventualité de l'adoption du revenu minimum garanti par un gouvernement québécois, le parent qui demeure au foyer recevra le revenu minimum garanti sans être tenu de fournir de preuve de disponibilité pour un emploi, et ce, jusqu'à ce que l'enfant ait atteint l'âge de deux (2) ans. Cette mesure doit également s'appliquer dans le cas d'adoption d'un enfant de moins de deux (2) ans;

ix) qu'à l'occasion de l'interruption de grossesse ou de l'accouchement de sa conjointe, le salarié ait droit à un congé payé de cinq (5) jours ouvrables;

x) que les dispositions de la présente recommandation, sauf celles qui ont trait à la grossesse, s'appliquent en cas d'adoption. La durée du congé payé est alors de douze (12) semaines; le conjoint salarié a droit à un congé payé de cinq (5) jours;

xi) que soient reconnus aux salariés des congés avec solde de dix (10) jours ouvrables par année pour responsabilités parentales, ces congés étant non imputables à leurs congés de maladie, et que les frais de ces congés soient assumés par l'État à même le fonds du congé de maternité;

xii) que les exclusions reliées à la grossesse dans le régime de congés de maladie, d'assurance-maladie et d'assurance-salaire soient considérées comme discriminatoires, et que les parties conviennent de les éliminer;

xiii) que soient reconnus, dans tous les cas où ils s'appliquent, c'est-à-dire sauf aux dispositions qui portent plus spécifiquement sur la grossesse et l'état de santé de la mère, les principes de l'interchangeabilité homme-femme et de la complémentarité père-mère vis-à-vis de l'enfant;

c) en mettant en place des mécanismes facilitant la réinsertion des femmes sur le marché du travail après un certain nombre d'années passées au foyer, sans que les droits à la retraite ne se trouvent affectés par cette absence temporaire du marché du travail;

d) en reconnaissant aux femmes le droit à des services adéquats de placement, de formation professionnelle et de recyclage pour faciliter leur réinsertion sur le marché du travail et en leur accordant les budgets à cet effet;

e) en reconnaissant l'expérience acquise par les femmes au foyer ou dans des activités bénévoles, en matière de crédits ou d'équivalences, pour le retour aux études ou au travail, et en instaurant un service de réorientation.

5. Permettre au travailleur de prendre sa retraite à partir de 55 ans s'il le désire tout en assurant la possibilité de travailler jusqu'à un âge avancé et dépassant 65 ans à celui qui le veut; tout en assurant, selon certaines réglementations, un revenu complémentaire au retraité de façon à favoriser l'accès à la retraite à partir de 60 ans. A cette fin:

a) instituer le régime universel et obligatoire de retraite à travers tout le territoire du Québec;

b) assurer la transférabilité des crédits et des années de service et d'assurance-groupe lorsqu'un travailleur passe d'une entreprise à une autre, pour toutes les entreprises du Québec y compris le Gouvernement considéré comme employeur;

c) confier à la Régie des Rentes la gestion des programmes de retraite, en s'assurant que les modalités des régimes puissent différer selon les entreprises dans la mesure où de telles modalités sont administrées conjointement par les employés et leurs employeurs et que les transferts sont faits sans perte d'avantages;

d) négocier avec le Gouvernement du Canada, dans la perspective d'une association économique, les transferts réciproques des programmes de retraite, la reconnaissance et l'application dans les accords

des transferts, du caractère universel du régime de retraite;

e) permettre aux travailleurs âgés de se recycler en vue d'accomplir un travail rémunéré;

f) établir un programme de préparation à la retraite;

g) accorder la mise à la retraite sur demande écrite seulement sauf dispositions spécifiques prévues dans les lois du travail;

h) interdire à l'employeur (gouvernement, entreprise privée ou corporation publique) toute initiative, sous forme de pression détournée ou autrement, susceptible d'amener un employé à solliciter sa retraite contre son gré;

i) permettre à l'employé retraité de contribuer à ses assurances-groupe aux mêmes conditions.

✦✦ L17 (75)

6. Protéger la santé et la vie du travailleur;

a) assurer la sécurité physique au travail en incitant l'employeur à éliminer tout danger à la source;

b) en prévenant ou compensant l'usure physique ou psychique causées par des conditions de travail défavorables;

c) en obligeant l'employeur d'un accidenté du travail à lui verser le montant le plus élevé entre le salaire minimum et 75% de son salaire; ce montant lui sera remboursé par la Commission des Accidents de Travail, sur présentation des pièces justificatives.

✦✦ L17 (75)

7. Regrouper sous un seul organisme la responsabilité de l'établissement et de l'application des normes minimales de sécurité au travail par la rédaction d'un code unifié du travail applicable à tous les secteurs et complété par une réglementation sectorielle.

✦✦ L17 (75)

8. Remplacer les services de santé des entreprises par un organisme gouvernemental relevant du ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre et faire en sorte que l'employé puisse avoir accès à son dossier médical.

✦✦ L17 (75)

9. Obliger toute entreprise du Québec à mettre sur pied un comité conjoint mi-employeur, mi-employé chargé de voir à la prévention et à la sécurité dans l'entreprise et de fournir aux employés des cours de premiers soins; permettre au besoin des comités de sécurité formés exclusivement de travailleurs si l'employeur refuse de participer et donner à ce comité les pouvoirs nécessaires pour interrompre les travaux lorsqu'il juge que la sécurité des travailleurs n'est pas assurée.

Sous la surveillance du gouvernement, que ce comité soit paritaire et soit constitué ainsi:

a) pour le ou les représentants des employés, qu'ils soient élus démocratiquement par l'ensemble des employés de l'entreprise (engagés avant le jour de décision de former un tel comité);

b) que cette assemblée soit tenue sous la responsabilité du ou des syndicats

locaux s'il y a lieu;

c) que les employeurs décident de leur (ou leurs) représentant(s) suivant le mode de leur choix.

✚✚ L17 (79)

10. Exiger que chez tout employeur ayant des salariés oeuvrant au Québec, un comité de sécurité dispense à ces salariés l'information relative aux normes gouvernementales de sécurité au sein de l'entreprise, cette information devant être dispensée durant les heures de travail sans perte de salaire pour les salariés et pendant une période minimum déterminée par le gouvernement pour chaque type d'entreprise.

11. Donner dès le secondaire des cours de sensibilisation à la prévention des accidents de travail et des maladies professionnelles.

✚✚ L17 (79)

12. Rendre obligatoire pour tous, sans perte de salaire, traitement et autres avantages, un examen médical complet une fois par année.

✚✚ L17 (79)

13. Voir à ce que les travailleurs subissent régulièrement des examens médicaux, sans perte de salaire, traitement et autres avantages, par un médecin de leur choix et qu'ils puissent prendre connaissance de leur dossier médical afin d'être en mesure d'accepter et d'exiger d'être affectés sans perte d'avantages acquis à un autre emploi au sein de l'entreprise.

Faire en sorte que le régime de compensation pour accidents de travail se conforme aux modalités suivantes:

a) la CAT devra être avisée immédiatement de tout accident de travail ou invalidité totale causée par une maladie industrielle, celui-ci sera déclaré immédiatement et obligatoirement à la CAT;

b) l'employeur versera immédiatement à l'employé la totalité de son salaire ou le salaire minimum suivant le montant le plus élevé, et l'employeur sera remboursé par la CAT;

c) l'administration de la CAT se fera sur une base paritaire tripartite: employeurs, gouvernement et travailleurs;

d) la CAT accroîtra son action dans le domaine de la prévention et de l'information;

e) l'ensemble du système de compensation sera amélioré par augmentation des services et relèvement du niveau de la qualité.

14. Établir un réseau unique de centres de main-d'oeuvre ayant pour objet de:

a) veiller au placement, au reclassement et au recyclage des travailleurs;

b) tenir un inventaire permanent de la main-d'oeuvre disponible et des besoins en main-d'oeuvre compte tenu de l'orientation probable des étudiants, exiger des entreprises un rapport de l'évolution de leurs effectifs;

c) faciliter la mobilité géographique et professionnelle des travailleurs et faire en sorte que les familles concernées jouissent de conditions de vie normales;

d) prendre des mesures particulières en

faveur de la main-d'oeuvre féminine, des travailleurs miniers, des handicapés et des travailleurs occupant des emplois saisonniers.

15. Veiller à ce que tout travailleur en chômage prolongé ou obligé de changer d'emploi:

a) ait accès à des cours gratuits conçus pour mener directement aux emplois disponibles ou prévus dans le cadre du développement économique;

b) reçoive une aide financière suffisante pour faire face à ses besoins et à ceux de sa famille.

16. Veiller à ce que les décisions des entreprises touchant les changements technologiques tiennent compte des droits des travailleurs, et imposer des sanctions sévères aux entreprises et à leurs dirigeants qui mettent à pied ou congédient leurs employés sans avoir donné le préavis requis.

17. Confier, dans chaque secteur, à des comités tripartites (syndicat, patronat et gouvernement) l'application de la législation touchant les conditions de travail, exception faite des secteurs public et parapublic.

18. Instaurer graduellement le travail à temps partiel (en particulier le mi-temps) de telle sorte qu'il devienne accessible à toutes les personnes qui le désirent selon les modalités suivantes:

a) élaboration par le gouvernement de normes spécifiques concernant le travail à temps partiel, dont les modalités de contrôle et les sanctions destinées à protéger les droits des travailleurs qui choisissent ce type d'emploi;

b) lancement d'une campagne de publicité visant à rendre les employeurs conscients des avantages qu'offrent les travailleurs à temps partiel et adoption des mesures incitatives nécessaires;

c) recours, dans les secteurs où cela est possible, aux horaires flexibles, à la rotation du personnel ainsi qu'à de nouvelles modalités de participation à la gestion et aux décisions afin de ne pas exclure les employés à temps partiel du processus décisionnel;

d) mise à la disposition des travailleurs à temps partiel et occasionnels des mêmes possibilités de formation en cours d'emploi qu'aux travailleurs à temps plein;

e) obliger les employeurs à offrir à ce type d'employés tous les avantages sociaux liés aux emplois à plein temps, au prorata du nombre d'heures de travail.

19. Que tout travailleur québécois ait la liberté de militer activement et publiquement pour toute formation politique ou pour un candidat dans toute élection publique sans que son emploi ne soit mis en jeu, et qu'il ne fasse, en aucun temps, l'objet d'une enquête policière du simple fait de son militantisme.

20. Régir par décret les conditions de travail (rémunération, congés, etc.) dans les secteurs où le taux de syndicalisation est

✚✚ L126 (79)

CHAPITRE VI

Les relations de travail

La réglementation des conditions de travail n'est qu'un premier pas vers la libération collective des travailleurs et elle risque d'être inopérante si ceux-ci ne peuvent s'organiser pour faire valoir eux-mêmes leurs droits. Or, de 60% à 70% des salariés québécois ne sont pas syndiqués, et les procédures d'accréditation traditionnelles ont longtemps rendu illusoire, pour cette majorité, l'exercice de la liberté d'association. De plus, les gouvernements ont longtemps nié dans la pratique des droits déjà reconnus par la loi au mouvement syndical, et modifié ainsi en faveur de l'employeur les "règles du jeu" de la négociation collective. Il faut mettre fin à cette situation et favoriser au Québec l'avènement d'un syndicalisme dynamique qui, au-delà de son rôle purement revendicatif, deviendra l'instrument d'une participation responsable des travailleurs aux décisions qui les concernent à tous les niveaux.

En conséquence, un gouvernement du Parti Québécois s'engage à:

1. Reconnaître le syndicalisme comme un élément normal et indispensable de la vitalité économique, sociale et politique du Québec et en favoriser l'expansion.

Faire la promotion des articles du Code du Travail traitant en général des droits des travailleurs et en particulier des règlements qui régissent l'accréditation syndicale et l'organisation.

2. Favoriser la syndicalisation massive des travailleurs en facilitant le regroupement des travailleurs dans les organismes syndicaux de leur choix et sauvegarder la liberté de choix des groupes de travailleurs.

Développer les mécanismes qui permettraient l'accréditation multipatronale (sectorielle) dans les secteurs ou sous-secteurs à fort degré de dispersion, caractérisé par un nombre considérable d'établissements de petite ou moyenne dimension, et selon les critères suivants:

a) la délimitation des secteurs ou sous-secteurs (par métier, par région, par ensemble, etc.) se fera à l'initiative des syndicats à la suite du dépôt d'une enquête à cet effet;

b) le commissaire du travail aura la responsabilité, lors de l'accréditation, de faire l'identification précise du secteur ou du sous-secteur approprié;

c) deux employeurs ou plus peuvent, de façon formelle ou informelle, se regrouper en association et déléguer au groupe leur pouvoir de négociation collective;

d) un vote est obligatoirement tenu au niveau régional, pour un secteur ou sous-secteur donné, à la demande d'au moins 10% des salariés non syndiqués de ce secteur ou sous-secteur ou de 25% des salariés syndiqués;

e) les dispositions relatives à l'accréditation s'appliquent mutatis mutandis;

f) l'accréditation multi patronale (sectorielle) entraîne l'obligation pour les employeurs de secteurs ou sous-secteurs de former ou de désigner une association patronale chargée de la représenter aux fins de la négociation et de la signature d'une convention collective.

3. Maintenir l'application obligatoire de la formule Rand dès que l'accréditation est obtenue.

4. Favoriser l'accès des cadres à la syndicalisation, en leur appliquant les dispositions du Code du Travail et en leur permettant de former des groupes distincts aux fins de l'accréditation.

5. Bannir le syndicalisme non démocratique et contrôler par l'employeur et imposer des sanctions plus sévères à tout employeur ou à toute organisation syndicale qui utiliserait des formes d'intimidation ou des mesures discriminatoires pour empêcher les travailleurs de choisir leur syndicat librement.

6. S'assurer que nulle association de salariés ne pourra obtenir de certificats d'accréditation si elle n'a pas pour autorité suprême l'assemblée générale de ses membres, laquelle est seule habilitée à élire les dirigeants et les délégués aux autres instances de la structure syndicale.

7. Assurer à tout syndiqué la possibilité d'exiger le respect de la démocratie syndicale d'abord à l'intérieur des structures normales et ensuite par une procédure d'appel expéditive et efficace.

8. Accorder dès l'accréditation certains droits (reconnaissance de l'ancienneté, procédure de griefs, libération d'agents syndicaux) qui assurent le fonctionnement normal du syndicat et protègent les syndiqués contre toute discrimination au cours de la période précédant la signature d'une première convention collective.

En matière de contrat de travail saisonnier:

a) prévoir des normes minimales uniformes, tenant compte au besoin du caractère particulier de ce type de travail;

b) prévoir notamment la durée des obligations du travailleur envers l'employeur.

9. Encourager des rencontres par secteur (industriel et de service) avec participation tripartite (organisation syndicale,

patronat et gouvernement) dans le contexte global d'un système de planification économique.

++

10. Rechercher la collaboration des représentants autorisés des organismes syndicaux et patronaux et mettre sur pied des structures efficaces de consultation permanente au niveau sectoriel pour favoriser la discussion et l'acceptation mutuelle préalable à toute mesure législative ou administrative envisagée par l'État ou préconisée par le monde du travail.

11. a) Favoriser en droit et en fait le développement des formes démocratiques de gestion de manière à ce que les travailleurs exercent une juridiction partielle ou complète sur le marché de leur entreprise, par des formules variables selon les secteurs.

b) Faire en sorte que l'exercice de cette juridiction par les travailleurs se réalise d'une façon progressive dans chaque entreprise, suivant le développement de la compétence gestionnaire des salariés.

c) Faciliter cette gestion démocratique mettant sur pied des centres régionaux de formation économique et administrative gérés par un conseil d'administration formé majoritairement de représentants des syndicats de la région et de représentants de l'État.

d) Assurer aux conseils ouvriers ou comités d'entreprise, élus par l'assemblée générale des travailleurs, l'assistance de spécialistes rémunérés par l'État et dont le rôle est consultatif au niveau de la gestion et de l'orientation de l'entreprise.

++ L45 (77)

12. Assurer qu'une grève légale entraîne un arrêt de la production de l'unité concernée par la négociation.

13. Prévoir des mécanismes pour accélérer les procédures de griefs.

14. a) Soustraire les conflits de travail de la juridiction des tribunaux judiciaires ordinaires et soumettre ces conflits au Tribunal du Travail. S'assurer par ailleurs que les tribunaux judiciaires ordinaires ne pourront intervenir qu'en matière d'excès de juridiction ou de déni de justice.

b) Interdire le recours à l'injonction sous sa forme actuelle dans le cas de conflits de travail et prévoir un mode d'intervention rapide et efficace au niveau du Tribunal du travail et/ou des commissaires du travail pour régler tout litige découlant d'un acte illégal commis à l'occasion d'un conflit. Le Tribunal et/ou les commissaires pourront, à cette fin, se voir octroyer des pouvoirs d'ordonnance, de recommandation, de médiation et de sanction.

++ L45 (77)

15. Maintenir l'exigence que les statuts des syndicats prévoient le vote secret pour les occasions suivantes:

- a) les grèves;
- b) les contrats de travail;
- c) les élections d'officiers et délégués.

CHAPITRE VII

La protection du consommateur

La "société de consommation" dans laquelle nous vivons ne comporte pas que des avantages. De plus en plus, par des techniques publicitaires raffinées, le système crée des besoins nouveaux et souvent artificiels. Il se développe alors une surconsommation de biens matériels qui souvent ne représente pas pour les individus la meilleure manière de profiter du progrès économique. En outre, cette surconsommation menace notre équilibre écologique, par le cycle infernal que constituent le gaspillage des ressources, la pollution et la destruction de l'environnement. Il faut donc se protéger contre tous les excès et abus qui ont cours dans ce domaine.

En conséquence, le gouvernement du Parti Québécois s'engage à:

1. Promulguer un code de consommation qui:

a) définira, à l'intérieur d'une charte qui servira de pierre angulaire au code, les droits spécifiques et inaliénables des consommateurs;

b) édictera les règles précises devant régir tous les aspects de la consommation et les rapports des consommateurs avec les entreprises de toute nature;

c) fixera des normes visant à restreindre le gaspillage, à encourager le recyclage et à décourager la prolifération des biens non recyclables.

2. En attendant la promulgation de ce code, regrouper sous la juridiction du ministère de la Consommation toutes les lois actuelles qui concernent le consommateur.

3. Inclure entre autres dans la charte des droits des consommateurs:

a) le droit au respect, de l'intelligence, de la vie privée et de la sensibilité;

b) le droit à l'information rationnelle et complète;

c) le droit à la santé et à la sécurité physique et mentale;

d) le droit de recours contre les compagnies;

e) le droit à la qualité des biens et services;

4. a) Décentraliser largement les services du ministère par l'établissement d'un réseau de bureaux locaux faciles d'accès pour les consommateurs.

b) Confier à ces bureaux locaux le mandat de faire respecter le Code de Consommation sur leur territoire et leur donner les moyens de remplir ce mandat.

c) Apporter l'aide technique et juridique nécessaire aux consommateurs qui, à défaut d'organisation capable de le faire, manifesteraient l'intention d'intenter une poursuite en "action représentative" contre une compagnie.

++ L72 (78)

++ L72 (78)

++ L72 (78)

++ L72 (78)

d) Faciliter la prise en main par les consommateurs de leurs propres intérêts;

i) en favorisant leur regroupement;

ii) en subventionnant, au moins en partie, les activités des organisations de consommateurs;

iii) en les associant aux prises de décisions par des mécanismes efficaces de consultation;

iv) en collaborant avec le secteur financier du mouvement coopératif au développement de coopératives de consommation alimentaire et autres;

v) en autorisant les organisations de consommateurs à tenter des poursuites légales dans le cas d'infractions au Code de Consommation lorsqu'il sera publié et, en attendant, dans les cas d'infractions aux lois actuelles;

e) Légiférer pour permettre le recours par l'action représentative.

f) Permettre que les associations de défense de consommateurs bénéficient en tout ou en partie des amendes imposées pour infraction commise en vertu du Code de Consommation afin d'aider le financement de ces associations.

5. Créer un centre d'expertise ayant le statut d'organisme public autonome, administré paritairement par des personnes nommées par le ministre et par les organismes reconnus de consommateurs. Ce centre, financé par une taxe spéciale sur toute dépense de publicité acceptée aux fins de l'impôt sur les compagnies, sera chargé des fonctions suivantes:

a) identifier, avec la collaboration des organisations de consommateurs, les produits devant faire l'objet de normalisation et, plus particulièrement:

i) les produits alimentaires ou pouvant avoir une incidence sur la santé;

ii) les produits ayant quelque rapport avec la sécurité publique;

iii) les produits pouvant être source de pollution et de gaspillage;

iv) les produits dits durables, dont l'achat représente une part significative du budget des ménages;

v) les produits qui relèvent d'une technologie avancée et qui sont de ce fait difficiles à évaluer;

b) conseiller le ministre sur les normes devant être incorporées au code de consommation et qui devront assurer:

i) le respect du droit des consommateurs à la qualité des produits et services achetés;

ii) une utilisation rationnelle des matières premières et de l'énergie;

iii) la préservation de l'environnement et de la qualité de la vie;

c) surveiller l'application des normes par le recours à des tests sporadiques;

d) examiner les cas douteux soumis par les consommateurs individuels ou leurs organisations, concernant les produits faisant l'objet d'une normalisation, les conclusions de cet examen devant être transmises au requérant;

e) préparer et diffuser à l'intention des consommateurs l'information relative à ces travaux.

6. Modifier la Loi de la Protection du Consommateur de façon à:

a) régir le transfert des véhicules motorisés usagés, en exigeant la délivrance d'un certificat de bonne condition par l'Office;

b) mettre en place un contrat-type (comme le bail type) qui indiquerait les mécanismes de protection des consommateurs, la description des biens, l'indication du prix, du taux d'intérêt et du coût total des prêts, les droits et devoirs du débiteur et du consommateur et ce, pour tous les contrats de crédit à la consommation;

c) permettre l'annulation, dans un délai de dix (10) jours ouvrables, de toute vente à crédit et exiger un comptant minimum de 15% du prix réel, excluant la cession d'autres biens;

d) favoriser l'achat au comptant en permettant au consommateur de bénéficier de l'escompte équivalent au montant qu'il en coûte au commerçant par suite de l'utilisation d'une carte de crédit;

e) accorder aux achats au comptant une protection identique à celle que prévoit la loi dans le cas des achats à crédit;

f) obliger l'Hydro-Québec à maintenir en tout temps ses services aux abonnés des maisons d'habitation. Le Ministère des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières, en collaboration avec le MAS et le Ministre délégué à l'Energie mettront sur pied un comité d'aide aux usagers de l'Hydro-Québec. Ce comité aura pour tâche de négocier avec l'Hydro-Québec le mode de paiement que pourraient utiliser les usagers en difficultés;

g) obliger la Régie des Loteries et Courses du Québec à se doter d'un code d'éthique publicitaire comprenant l'obligation de mentionner explicitement qu'une loterie équivaut à une taxe volontaire;

h) exiger que le libellé des garanties soit clair, sans mot qui porte à confusion, de façon à éviter les procédures légales que l'on connaît et à mettre fin au procédé des garanties cachées.

7. Veiller à ce que l'étiquetage et toute information concernant les modes d'emploi soient rédigés obligatoirement en français et qu'aucune inscription rédigée dans une autre langue ne l'emporte sur le français.

8. Assurer la valeur sociale de la publicité par la promulgation de normes sévères dans un chapitre spécifique du Code du Consommateur. Ces normes devront:

A) Interdire:

a) toute publicité destinée aux enfants, faite par des enfants ou cherchant à conditionner le consommateur;

b) toute publicité pour un produit nocif ou dangereux;

c) toute publicité pour les médicaments;

d) les timbres-primés, tirages, cadeaux,

✦ L63 (77)

✦ L72 (78)

✦ L72 (78)

✦ L72 (78)

✦ L72 (78)

✦ L72 (78)

✦ L72 (78)

✦ L72 (78)

✦ L72 (78)

✦ L72 (78)

✦ L72 (78)

✦ L72 (78)

✦ L72 (78)

✦ L72 (78)

✦ L72 (78)

✦ L72 (78)

✦ L72 (78)

✦ L72 (78)

✦ L72 (78)

✦ L72 (78)

✦ L72 (78)

✦ L72 (78)

✦ L72 (78)

✦ L72 (78)

✦ L72 (78)

✦ L72 (78)

✦ L72 (78)

✦ L72 (78)

✦ L72 (78)

✦ L72 (78)

✦ L72 (78)

✦ L72 (78)

✦ L72 (78)

primes, loteries accordés à des fins commerciales;

e) l'association, à des fins publicitaires, du nom de personnes dont la compétence est publiquement reconnue dans un champ donné à la qualité d'un produit dans ce même champ;

f) toute publicité cherchant à conditionner le consommateur comme la publicité subliminale;

g) toute publicité incitant à recourir au crédit;

h) toute publicité ne respectant pas les normes standard de diffusion comme la compression sonore lors de messages publicitaires par les média électroniques (radio, télévision);

i) l'interruption d'une émission de radio ou de télévision pour des messages commerciaux ou des annonces sur d'autres émissions.

B) Exiger:

a) l'identification du commanditaire et l'adresse du lieu de commerce autre qu'une case postale;

b) la mention du prix du ou des produits ou services annoncés. Prix réel dans le cas d'un détaillant, prix suggéré dans le cas d'un fabricant ou grossiste;

c) la préparation par le commanditaire d'une preuve écrite pour toute prétention concernant les faits évoqués dans une annonce, cette preuve devrait être préparée en même temps que l'annonce elle-même de manière à pouvoir être fournie sur demande aux enquêteurs du ministère.

C) Donner un sens légal à certains mots tels:

vente, rabais, aubaine, solde, spécial, prix coûtant, prix de manufacture, etc.

9. Punir les premières offenses aux normes de publicité par des amendes sévères et instaurer, pour des offenses subséquentes, un mode de pénalisation par retrait du "privilège de faire de la publicité" pour des durées variant avec la gravité de l'offense. Dans les cas de publicité mensongère, le contrevenant devra faire les frais de la publicité correctrice.

10. Soutenir le développement du mouvement coopératif, des ACEF et autres associations de protection des consommateurs.

11. Faire inscrire sur tous les produits faits au Québec la mention "Fait au Québec" en ajoutant le pourcentage réel de contribution québécoise dans ce produit.

CHAPITRE VIII

L'habitation et l'urbanisme

Les Québécois sont, parmi les occidentaux, ceux qui paient le plus cher pour se loger. Pourtant, nous sommes loin de pouvoir dire que tous nos concitoyens, en par-

ticulier les personnes âgées et les familles à faible revenu, sont logés convenablement. Dans les villes, le problème du logement est lié à celui de la rénovation des quartiers anciens. D'une manière générale, le cadre de notre vie urbaine souffre de nombreuses déficiences causées par l'absence pendant longtemps d'une planification urbaine digne de ce nom et par la faible priorité accordée dans le passé à tous les équipements communautaires. C'est encore là un domaine où les politiques fédérales ou provinciales ont toujours été différentes, sinon contradictoires. D'autre part, les locataires, qui sont une majorité chez nous, sont souvent brimés dans leurs droits, et les petits propriétaires supportent plus que leur part du coût du développement urbain.

En conséquence, un gouvernement du Parti Québécois s'engage à:

1. Mettre en oeuvre une nouvelle politique d'habitation visant à:

a) préserver l'environnement humain et naturel du milieu concerné;

b) faire participer les gens intéressés à la conception et à la réalisation des projets d'habitation;

c) favoriser le système coopératif sous toutes ses formes et bannir toute construction de type spéculatif;

d) faire en sorte que la création de logements soit planifiée à l'échelle régionale;

e) définir des normes d'expropriation comportant l'obligation d'assurer aux personnes délogées des habitations convenables à des prix abordables;

f) mettre en place une politique favorisant la rénovation domiciliaire et interdisant la démolition des logements encore utilisables ou restaurables selon des critères qui tiennent compte de l'impact social, physique et économique de cette opération.

2. Créer un ministère de l'Habitation qui aurait pour rôle de:

a) coordonner et planifier l'activité gouvernementale en matière d'habitation;

b) cerner les besoins réels en matière d'habitation en tenant compte des besoins spécifiques des diverses catégories de la population et des caractéristiques et disparités régionales;

c) élaborer un code national du bâtiment, en surveiller l'application et le modifier selon les besoins;

d) informer et consulter la population et voir à la décentralisation des décisions dans ce secteur, en relation avec la politique de décentralisation du gouvernement;

e) développer des programmes qui répondent aux aspirations des Québécois en matière de restauration, d'allocation-logement et de formes de propriété du logement;

f) favoriser le développement des coopératives d'habitation locatives en suscitant la mise sur pied d'une structure gouvernementale unique comme interlocuteur de ce secteur d'activités;

g) susciter la modification de la loi des assurances afin d'obliger les sociétés à assurer à un prix décent tout logement conforme aux normes du code de l'habitation.

h) promouvoir la recherche visant à l'amélioration technique et qualitative de l'habitation.

3. Accroître les responsabilités de la Société d'Habitation du Québec de façon à:

a) assurer une partie importante des prêts hypothécaires aux individus, aux prêts personnels, aux offices municipaux, aux coopératives, aux organismes sans but lucratif;

b) fournir gratuitement aux coopératives d'habitation et aux organismes sans but lucratif les services techniques d'architectes, d'urbanistes et d'animateurs sociaux;

c) faciliter la participation des citoyens aux projets d'habitation sociale et de rénovation urbaine en encourageant la formation de comités de citoyens de façon à susciter la naissance de groupes capables de concevoir, de réaliser et de gérer collectivement des projets.

4. Prévenir le développement anarchique des villes et banlieues:

a) en mettant fin à la spéculation foncière par l'imposition d'une taxe confiscatoire sur les gains faits dans la spéculation immobilière et par la nationalisation progressive du sol en périmètre urbain;

b) en limitant l'extension des nouvelles banlieues au moyen de zonage régional;

c) en favorisant la densification et l'équipement des banlieues existantes, proches de la ville;

d) en concentrant dans la ville et dans les banlieues proches de celle-ci tout nouveau développement domiciliaire répondant aux programmes gouvernementaux d'accès à la propriété;

e) en fournissant sur place aux résidents des villes des logements neufs ou rénovés, assujettis à une politique de location à court terme avec option d'achat ou d'accès à la co-propriété.

5. Reconnaître l'importance du développement du transport en commun pour toute la population:

a) en intégrant, en tout ou en partie, le transport scolaire au transport en commun privé ou public;

b) en mettant sur pied un programme d'incitation à utiliser le transport en commun;

c) en définissant régionalement les besoins de transport en commun;

d) en modulant les tarifs du transport en commun selon les ressources des différentes catégories d'usagers: étudiants, retraités, etc.

6. Protéger plus efficacement le locataire:

a) en étendant la juridiction de la Régie des Loyers à tous les types de logement;

b) en donnant à celle-ci le droit de contrôler le niveau des loyers de façon à l'assujettir à des barèmes liés au coût de la vie

et au salaire minimum, et tenant compte du coût de l'assurante-incendie et de celui de l'assurance-responsabilité;

c) en donnant au locataire le droit de recourir à la Régie des Loyers à des fins d'inspection ou d'attestation;

d) en établissant une formule de bail type.

CHAPITRE IX L'environnement

Depuis quelques années, tous les pays industrialisés ont pris conscience des effets de l'industrialisation et de l'urbanisation sur l'environnement. On ne se contente plus de mesurer l'efficacité d'une économie par le niveau du PNB par tête. La qualité du milieu est devenue une dimension fondamentale de la qualité de la vie. Dans le cours de son développement, le Québec s'est, tout comme les autres pays d'ailleurs, assez peu préoccupé de la dégradation du milieu qu'entraîneraient l'expansion industrielle et la concentration urbaine. Il est plus que temps que le gouvernement du Québec se donne les outils nécessaires à la protection du milieu de vie des citoyens tout en maintenant un rythme de croissance économique suffisant pour assurer le plein emploi et rendre possibles les objectifs sociaux qu'il s'est assignés. En conséquence, un gouvernement du Parti Québécois s'engage à:

1. Créer par législation un véritable droit de l'environnement permettant aux individus et aux groupes de personnes de prendre action contre tout pollueur qui portera atteinte à ce droit.

2. Adopter une charte de la qualité du milieu de vie qui définirait:

a) les objectifs à court, moyen et long terme du Gouvernement face à l'évolution et au développement de la société québécoise;

b) les droits et les devoirs des citoyens vis-à-vis de leur milieu de vie, ainsi que les recours juridiques possibles face aux situations conflictuelles;

c) le statut juridique des différents éléments et constituants de l'environnement (eau, air, sol, faune, etc.);

d) la répartition des responsabilités entre les différents paliers de gouvernement et les pouvoirs d'intervention de chacun de ceux-ci;

e) une instance juridique supérieure jouant le rôle de conservateur de cette charte et ayant la responsabilité de statuer sur son interprétation. Cette charte et ce tribunal pourraient être invoqués pour stopper une action gouvernementale ou privée qui serait susceptible de nuire à la qualité de l'environnement.

3. Créer un ministère de l'Environnement fonctionnel qui aura pour tâche de veiller à l'application de la législation sur le droit de l'environnement, d'édicter des normes et des règlements concernant les différents

types de pollution et de prendre part aux activités des autres unités administratives gouvernementales en matière d'aménagement.

4. Plus particulièrement, le ministère de l'Environnement devra:

a) prendre en charge les juridictions relevant actuellement des autres ministères et nécessaires à la réalisation de politiques cohérentes de protection de l'environnement et plus particulièrement de la protection de l'eau et du sol;

b) compléter la législation par des lois à caractère préventif qui garantiront la protection de l'environnement, de la nature, de la qualité de la vie et des richesses écologiques;

c) prévoir des mesures incitatives et coercitives à l'intérieur de la législation pour:

i) pénaliser le contrevenant en proportion du tort causé à l'environnement et de son pouvoir économique, en obligeant toutes les entreprises à récupérer et traiter leurs déchets sous toutes formes: solides, liquides ou gaz.

Toute contravention à cette loi sera passible d'une amende (avec l'obligation d'apporter des correctifs dans une période définie par le ministère responsable qui s'engagera à fournir l'aide technique nécessaire à la petite et moyenne entreprise ainsi qu'aux municipalités);

ii) taxer les industries polluantes qui ne peuvent disposer de techniques appropriées de dépollution et verser ces revenus à une institution de recherche qui verra à mettre au point des techniques appropriées pour corriger et prévenir ces pollutions;

d) réglementer dans les domaines suivants:

i) la qualité de l'eau dans son utilisation industrielle, domestique et récréative et dans le traitement des eaux usées, notamment en mettant tout en oeuvre pour récupérer les cours d'eau et les lacs pollués et prévenir la pollution des autres en réglementant strictement la construction autour des lacs et le long des cours d'eau en préparant une législation visant à donner le pouvoir légal aux municipalités de prohiber l'utilisation des embarcations à moteurs à combustion et, à cette fin, préciser le Code municipal (art. 413, 12) et celui des Cités et Villes (art. 426, 45) et en voyant à ce que, dans les usines de filtration, les préposés qui doivent manipuler des produits chimiques pour le traitement des eaux potables aient une carte de compétence d'une association de techniciens de l'eau reconnue par le gouvernement ou une carte de compétence de l'école de traitement des eaux de la province de Québec et cela, le plus tôt possible;

ii) la qualité de l'air par le contrôle des particules et des gaz toxiques, en particulier en milieu urbain et industriel;

iii) les déchets solides, en favorisant le recyclage, en utilisant les méthodes les moins polluantes pour disposer des déchets non recyclables actuellement et en réglementant les emballages;

iv) la pollution par le bruit, en édictant les règles concernant les mesures de sécurité industrielle, les taux acceptables d'émissions sonores, la qualité des matériaux insonorisants et les niveaux sonores en milieu résidentiel;

v) la pollution par radiation, en édictant des normes de sécurité pour les appareils qui émettent des radiations nocives (micro-ondes, radio-activité), en favorisant les sources d'énergie non polluantes (hydro-électrique, solaire, éolienne);

vi) la pollution visuelle, en normalisant les affichages et toute forme de publicité commerciale de façon à protéger l'esthétique de l'environnement et le patrimoine québécois;

e) éduquer la population et la faire participer à tous le processus de protection de l'environnement par:

i) la mise sur pied d'un service d'information accessible au public et au responsable par la création d'une banque de données pertinentes à l'environnement, qui servira notamment au lancement d'une campagne permanente de sensibilisation et d'éducation des citoyens sur la pollution et les pollueurs;

ii) la création de mécanismes permettant tant aux groupes qu'aux simples citoyens de se faire entendre chaque fois qu'une nouvelle loi, un nouveau règlement ou une nouvelle politique sont élaborés;

f) exiger que chaque promoteur privé et public de projets importants (grandes industries, grandes infrastructures, grands complexes commerciaux, résidentiels et autres) soumette un rapport d'impact sur l'environnement qui sera rendu public dès les premiers stades de la planification des projets;

g) assurer la tenue de consultations publiques sur les plans d'aménagement et sur les projets importants précités et ce, dès le début du processus de décision, pour faciliter les choix;

h) créer un mécanisme d'audience publique facile d'accès pour le simple citoyen afin de résoudre les cas litigieux. Les opposants à ces projets pourraient alors apporter leur contribution de façon à éclairer le Ministre dans ses décisions;

i) se donner des instruments de zonage permettant de freiner le développement désordonné de certaines régions et permettant de protéger certaines entités écologiques ayant une valeur particulière ou de prévenir des incompatibilités entre entités différentes;

j) se donner les pouvoirs de régir l'usage des produits jugés dangereux et interdire l'utilisation et la vente de certains produits jugés dommageables pour l'environnement comme les pesticides, les insecticides, etc.;

k) mettre sur pied un service technique d'aide aux citoyens ou groupes faisant face à des problèmes de pollution ou de protection de l'environnement et subventionner les projets des citoyens ou des groupes de citoyens dans le domaine de l'environnement;

l) créer un Conseil de Recherche sur l'environnement qui aura pour rôle de coordonner les efforts de recherche sur la pollution, la nature et l'environnement de façon que les montants alloués à la recherche dans les différentes universités ou autres institutions soient dépensés pour aider à la solution de problèmes québécois.

5. De plus, le ministère de l'Environnement devra:

a) créer des parcs de protection écologique là où les richesses de la nature et la protection de l'environnement l'exigent;

b) élaborer une politique d'espaces verts basée sur des critères respectant les rapports à garder entre les espaces verts et le tissu urbain et s'assurer que les municipalités les respectent; établir les règles d'urbanisme permettant de protéger la qualité de la vie des citoyens mais aussi des ruraux;

c) réaliser cette politique par l'aménagement et la préservation de nouveaux espaces verts pour une meilleure éducation écologique et un meilleur usage collectif dans les quartiers urbains; ces projets devront être assumés et administrés par les citoyens et leur gouvernement en étroite collaboration;

d) favoriser un reboisement intensif là où c'est nécessaire pour pallier le déséquilibre écologique et, en collaboration avec les ministères concernés, organiser dans les différentes régions du Québec des corvées pour effectuer certains travaux de façon à sensibiliser la population à la qualité de la vie et à réduire le coût de ces travaux;

e) maintenir une zone de verdure le long des routes principales, des cours d'eau et des lacs majeurs avec tolérance en faveur des petits propriétaires de boisés (2000 acres ou moins) dans le cadre de leurs opérations forestières;

f) créer un mécanisme afin de protéger tous les boisés naturels qui existent encore à l'intérieur des limites des grandes agglomérations du Québec;

g) créer en périphérie des grandes agglomérations du Québec des parcs naturels à caractère fluvial en commençant par exemple par le projet connu sous le nom de "Un fleuve, un parc";

h) créer en périphérie des grandes agglomérations du Québec des ceintures vertes en assurant la protection des forêts et en garantissant leur accessibilité générale et leur saine utilisation par l'ensemble des Québécois;

i) établir un programme cohérent d'aide aux municipalités pour la création d'espaces verts les plus naturels possible, en

finançant une partie des coûts d'achat des terrains nécessaires, en octroyant des subventions statutaires pour l'aménagement et l'entretien de ces sites et en échangeant les points de taxation pour combler une partie des pertes au niveau de l'évaluation foncière à cause de la non utilisation immobilière de ces terrains.

CHAPITRE X Le troisième âge

Lorsque nous parlons de nos aînés, nous parlons de "l'âge d'or". Or ce vocable devient un mythe inacceptable quand on songe que la moitié des ménages de 65 ans et plus vivent en dessous du seuil de la pauvreté. Le tiers des personnes âgées n'a d'autres revenus que la pension de vieillesse.

Un nouveau partage de ressources s'impose et au plus tôt afin de favoriser celles et ceux qui par une vie de travail ont contribué à la richesse de la nation. L'insécurité financière des personnes âgées a des conséquences directes sur la santé, le logement et la qualité de la vie de nos aînés. Qui plus est, dans une société trop exclusivement braquée sur la productivité matérielle, la mise à la retraite signifie trop souvent la mise au rancart de citoyens dont les capacités et l'expérience sont précieuses pour la communauté.

Si l'on veut réellement répondre de façon adéquate aux problèmes de la vie à retraite, on doit travailler à l'élaboration d'une politique de la retraite qui portera sur l'avant-retraite ou la pré-retraite, sur le moment de la retraite ou la mise à la retraite et sur l'après-retraite ou la vie à la retraite. Certains parleront d'une politique des âges de la vie. Mais il est essentiel d'intervenir autant, sinon plus, sur les causes que sur les effets.

Ainsi, les conditions de travail qui ne permettent pas à l'individu de développer ses potentialités (autonomie, sens des responsabilités, créativité, initiative), la difficulté de préserver la santé au travail, l'insuffisance des régimes de rentes publics et privés, les conditions de mise à la retraite, l'absence de structures permettant la préparation de la retraite, les conditions de logement, l'absence de "vie de quartier". Tous ces facteurs antérieurs à la retraite sont les causes premières d'une situation inhumaine vécue par nos aînés.

En conséquence, un gouvernement du Parti Québécois s'engage à:

1. Rendre la retraite facultative à compter de l'âge de 55 ans; que le Régime de Rentes du Québec garantisse au travailleur un choix réel de prendre sa retraite entre 55 et 70 ans tout en maintenant des écarts de

prestation autour de l'âge moyen fixé à 63 ans.

2. Établir le principe de la retraite progressive de façon à permettre aux travailleurs qui le désirent d'atteindre graduellement la situation de retraité entre 55 et 70 ans; que ce principe s'opère selon diverses modalités: réduction du temps de travail quotidien, hebdomadaire ou annuel, accès à des congés-éducation, réaménagement de la tâche; que ces modalités s'appliquent uniquement sur demande du travailleur; que les régimes de rentes publics et privés prévoient la possibilité, dans ce contexte, de combiner salaire partiel et rentes partielles.

3. Rendre accessibles à tous les citoyens des sessions de préparation à la retraite, soit dans leur milieu de travail, soit dans leur milieu de vie (village, quartier, etc); que ces sessions relèvent des services d'éducation, des services communautaires des CLSC ou des organismes volontaires d'éducation; que les entreprises soient tenues de participer au financement de ce programme.

4. Légiférer pour que les travailleurs de 50 ans et plus aient droit à des congés-éducation afin de se préparer à mieux vivre leur retraite.

5. Modifier le Régime de Rentes du Québec de façon à garantir à un plus grand nombre de citoyens un revenu de retraite adéquat, et à cette fin:

a) que le maximum des gains admissibles soit augmenté le plus rapidement possible de façon à couvrir le salaire complet de plus de 90% des salariés;

b) que les prestations de retraite combinées avec la pension de sécurité de la vieillesse correspondent à 70% du salaire brut des trois meilleures années pour la majorité des travailleurs, de la façon suivante:

i) pour les travailleurs qui touchent le salaire moyen, une rente correspondant à 70% de leur salaire brut;

ii) pour les travailleurs qui touchent un salaire situé entre le salaire moyen et le salaire minimum, une rente variant entre 70% et 100% de leur salaire brut;

iii) pour les travailleurs qui touchent le salaire minimum, une rente correspondant à 100% de leur salaire brut.

(Les travailleurs de ces trois catégories forment 70% de tous les salariés du Québec);

iv) pour les travailleurs qui touchent plus que le salaire moyen, une rente correspondant à 70% du salaire moyen;

c) que les cotisations versées par les employés et celles versées par les employeurs soient majorées en conséquence, en maintenant les mêmes modes de calcul qu'actuellement;

d) que l'on reconnaisse le travail du conjoint à la maison qui assure l'éducation des enfants, son statut de travailleur et son autonomie, en lui donnant accès à une rente de retraite versée par le Régime de

Rentes du Québec sur la base de cotisations assumées par l'État et déterminées en fonction d'un salaire type semblable à celui utilisé par la Régie de l'Assurance-automobile.

6. Verser dans des plus brefs délais une allocation supplémentaire aux retraités ayant droit au supplément de revenu garanti de façon à leur permettre de vivre au-dessus du seuil de pauvreté.

7. Rendre le niveau des revenus non imposables pour les retraités au moins équivalent au montant correspondant au seuil de pauvreté.

8. Verser, dans le cas du décès du cotisant, au conjoint survivant le plein montant de la rente prévue; que ce principe s'applique au Régime de Rentes du Québec et aux régimes supplémentaires de rentes.

9. Faire en sorte que le programme de sécurité de la vieillesse prévienne, lorsqu'un des conjoints y participe, une allocation supplémentaire à l'autre conjoint, basée sur les revenus du couple, dans tous les cas où l'écart d'âge est de dix années ou moins.

10. Modifier la loi sur les régimes supplémentaires de retraite pour prévoir:

— le contrôle de ces régimes par les bénéficiaires;

— la transférabilité de ces régimes;

— l'indexation des rentes versées.

11. a) Encourager la mise sur pied d'une organisation nationale autonome et représentative des pré-retraités et retraités et des diverses régions du Québec.

b) Encourager le regroupement des pré-retraités et retraités de la localité ou du quartier; pour ce faire, fournir, par l'intermédiaire des services d'éducation aux adultes et des CLSC, le support nécessaire à l'établissement d'associations gérées et exploitées par les pré-retraités et retraités et qui permettraient, au niveau d'un quartier:

— la mise sur pied de groupes d'entraide de bénévoles;

— la mise sur pied d'un centre de dépannage et d'information;

— la mise sur pied d'ateliers de production autogérés, favorisant le recyclage des 55-70 ans dans un travail à temps partiel;

— la mise sur pied d'activités éducatives et culturelles;

— la mise sur pied de comptoirs alimentaires et de pharmacies;

— la mise sur pied de tout autre service géré et exploité par les pré-retraités et retraités.

12. Encourager, pour permettre aux retraités qui désirent continuer à se réaliser dans le travail, la création de programmes de travail collectif, notamment par la création de petites coopératives de production.

13. Rendre le recyclage accessible, tout comme aux jeunes, aux personnes de 50 ans et plus qui se trouvent, pour des raisons diverses, en difficulté sur le marché du travail.

14. Assumer, pour permettre aux retraités de pratiquer le bénévolat, les dépenses qu'entraînent les activités bénévoles et assumer le coût des responsabilités civiles qui en découlent, selon un programme gouvernemental.

15. Rendre possible aux pré-retraités l'accès à toutes les institutions éducatives publiques.

16. Permettre aux personnes âgées de déterminer leurs besoins en matière d'éducation, en leur donnant le choix des programmes et des personnes-ressources et en faisant appel à leur compétence et à leur expérience.

✦✦

17. Mettre sur pied des programmes publics d'information s'adressant aux personnes de tout âge afin de les sensibiliser à l'importance de préparer sa retraite.

18. Mettre sur pied prioritairement une politique de maintien à domicile permettant aux personnes âgées de rester dans leur milieu de vie le plus longtemps possible et, à cette fin:

a) que le principe de normalisation soit le principe directeur sur lequel s'appuieront la politique et la conception des services aux personnes âgées;

✦ D.M. (78)

b) que le gouvernement prenne immédiatement les moyens nécessaires pour que les CLSC et autres organismes reconnus soient munis de services adéquats pour les personnes âgées, en particulier, de services de soins à domicile y compris un service d'appel et de référence médicale 24 heures par jour, 7 jours par semaine;

c) que soit favorisée la mise sur pied, au niveau local, d'organismes d'aide à domicile gérés par les pré-retraités; que ces organismes bénéficient de subventions leur permettant d'offrir, avec du personnel, des services lourds (tels repas, ménage, etc.); que des bénévoles impliqués dans ces organismes assurent des services d'entraide (tels visites d'amitié, téléphone, accompagnement, etc.);

d) que soit accéléré le développement des centres de jour comme facteur de maintien à domicile;

e) que le gouvernement subventionne des moyens de transport pour assurer un accès facile aux services de santé et aux services sociaux;

f) qu'une politique d'allocation-logement assure que la proportion de revenu que les retraités consacrent au logement soit celle des barèmes appliqués par la SHQ;

g) qu'une politique de rénovation des logements permette le maintien des retraités dans un logement décent.

19. Favoriser la création de maisons et logements communautaires dont la capacité ne devrait pas dépasser 5 ou 6 personnes en regroupant certains services.

20. Fournir aux citoyens qui souhaitent assumer la charge de leurs parents ou amis âgés les moyens financiers de le faire.

✦ D.M. (77-78-79)

21. Si le besoin du milieu est à cet effet, construire avec la collaboration du minis-

tère des Affaires sociales et de la Société d'Habitation du Québec des logements sociaux (HLM) dont le loyer serait en fonction du revenu; ces logements seraient disponibles aux personnes âgées et disposeraient prioritairement de services de garde.

22. S'assurer, en collaboration avec les municipalités, par une législation appropriée, que les maisons de chambres soient conformes aux normes d'hygiène, de sécurité publique et d'entretien qui s'imposent.

23. Établir un réseau suffisant de centres d'accueil, à dimension humaine, où sont hébergées les personnes âgées qui ont vraiment besoin de soins, et que le rôle des comités de bénéficiaires de ces centres soit modifié de façon que ces organismes deviennent des comités qui permettraient aux résidents de faire respecter leurs droits.

24. Rendre accessible tous les services d'animation dont bénéficie le troisième âge "actif" aux personnes ne jouissant pas entièrement de leur autonomie.

25. Donner aux groupes dits de l'âge d'or les moyens de maintenir un lien avec les personnes qui sont placées en hébergement dans les endroits publics et privés.

26. Encourager la recherche en gérontologie de façon prioritaire et subventionnée afin que soit améliorée la qualité de vie des gens du troisième âge.

QUATRIÈME PARTIE

NOTRE VIE CULTURELLE

CHAPITRE I Objectifs généraux

Le Québec connaît depuis une quinzaine d'années un essor culturel remarquable, reconnu internationalement, et qui se manifeste surtout dans la chanson, le cinéma et la littérature, après l'intense activité qui s'était déjà manifesté dans le domaine des arts plastiques. Cette vitalité est un signe de la maturité d'un peuple maintenant prêt à assumer sa souveraineté politique et, enfin, débarrassé des craintes d'un passé colonial. L'éducation et la culture libèrent l'individu et sont la condition première de la qualité des hommes, facteur décisif du progrès économique et social d'une société. En retour, le développement économique et social donne de plus en plus de loisirs aux citoyens et doit permettre de rendre la culture accessible à tous.

En conséquence, un gouvernement du Parti Québécois s'engage à:

1. Faire du français la langue d'usage au Québec, dans tous les domaines de l'activité humaine.
2. Assurer à tous les jeunes un accès réel aux divers niveaux de l'enseignement, compte tenu de leurs aptitudes intellectuelles. A plus long terme, faire en sorte que l'accès de tous à l'enseignement supérieur devienne une réalité.
3. Coordonner la planification de l'éducation et la planification économique.
4. Transformer l'école en un lieu de formation sociale et culturelle autant que d'acquisition de connaissances.
5. Favoriser l'essor de l'éducation permanente et la formation professionnelle continue ainsi que le développement de l'enseignement technique supérieur.
6. Pratiquer une politique dynamique de la recherche, considérée comme facteur primordial de progrès économique et social et d'avancement culturel.
7. Assurer aux Québécois la maîtrise effective de tous les moyens de formation, d'information et de communication, qui sont les leviers essentiels de leur affirmation culturelle.
8. Faciliter l'accès de chacun à l'héritage culturel et la participation des citoyens à l'enrichissement et à l'essor de la culture.

CHAPITRE II La langue

Dans un pays normal, les entreprises utilisent la langue de la majorité et les immigrants s'intègrent naturellement au groupe linguistique majoritaire, qui occupe alors la plupart des postes de commande. Le Québec, au contraire, ressemble à un pays colonisé: les francophones, à instruction égale, occupent très nettement plus que leur part d'emplois à faible revenu; les anglophones détiennent une part inversement proportionnelle des postes de commande et ils ont traditionnellement manifesté dans l'affichage, les journaux, la radio et la télévision une présence disproportionnée à leur nombre, ce qui a favorisé l'anglicisation des Québécois; les immigrants ont depuis toujours rejoint le groupe anglais, dans 9 cas sur 10. Si cette évolution devait continuer au même rythme, les francophones risqueraient de devenir minoritaires, à Montréal, d'ici une génération. Il a donc fallu mettre en place un ensemble de mesures vigoureuses et coordonnées dans les domaines du travail, de l'enseignement, de l'immigration, de la publicité et des moyens de communication. Une solution définitive au problème de la langue exige que les Québécois se donnent les leviers politiques et économiques d'un État souverain.

En conséquence, un gouvernement du Parti Québécois s'engage à:

✚✚ L101 (77)

1. Faire du français la seule langue officielle du Québec. Cette mesure implique qu'à la suite de la période de transition ne dépassant pas cinq (5) ans, le français sera la seule langue de l'État, de tous ses organismes et des institutions à caractère public.

✚✚ L101 (77)

2. Faire du français la langue obligatoire des contrats entre personnes morales ainsi que la langue des contrats entre personnes physiques sauf lorsque toutes les parties intéressées désirent contracter dans une autre langue sous réserve des dispositions du droit international.

✚✚ L101 (77)

3. Faire du français la langue des assemblées délibérantes et des procès-verbaux sauf dans le cas de groupes ethniques à caractère culturel.

✚✚ L101 (77)

4. Faire du français la langue des raisons sociales.

++ L101 (77)

5. Faire du français la langue de l'affichage privé ou public, et en particulier, celle de la signalisation routière lorsqu'on ne recourt pas aux symboles internationaux, et celle des plaques indiquant le nom des rues, orientation (nord, sud, est, ouest, rue, avenue, place, etc.). On interdira la "traduction" en anglais de noms propres français et on prendra des mesures pour que, dans toutes les municipalités du Québec, un nom français soit donné aux rues et places, tout en respectant certaines contraintes historiques minimales.

++ L101 (77)

6. Faire du français la langue des modes d'emploi, de l'étiquetage et des indications imprimées ou gravées (ouvert, fermé, chaud, froid, phares, essuie-glace, chauffage, etc.).

++ L101 (77)

7. Faire du français la langue de travail, des communications internes et des négociations et conventions collectives, dans toutes les entreprises oeuvrant au Québec. Seul le texte français des conventions collectives fera foi, conformément à l'article 2 ci-dessus.

++ L101 (77)

8. Interdire à tout employeur, sous peine de sanctions graves et de compensations pour tous les torts ainsi causés:

a) de refuser, sans justification acceptable, l'embauchage d'un employé ne connaissant que le français;

b) de congédier un employé parce qu'il ne connaît que le français.

++ L101 (77)

9. Restreindre à des domaines bien déterminés (tourisme, commerce extérieur, etc.) l'usage d'une langue étrangère dont l'employeur devra prouver la nécessité.

++ L101 (77)

10. Garantir à tous les Québécois le droit d'être servis en français. Toute personne offrant des biens ou des services devra d'abord s'adresser en français à ses clients.

++ L101 (77)

11. Offrir à la minorité anglophone un enseignement en langue anglaise à tous les niveaux, sous réserve des dispositions suivantes:

a) le Ministre pourra accorder à la minorité anglophone des institutions de langue anglaise, à condition que l'enseignement s'y donne partiellement en français et qu'on y exige de tous les élèves ou étudiants une connaissance de la langue française et de la culture québécoise qui soit en rapport avec leur niveau de développement intellectuel;

b) l'accès à une institution de langue anglaise sera réservé aux enfants qui fréquenteront une telle institution lors de la promulgation de la loi, à leurs frères et soeurs et aux descendants des citoyens qui ont fait ou font leurs études élémentaires dans une école anglaise au Québec;

c) tous les nouveaux immigrants fréquenteront l'école française quelle que soit leur langue maternelle;

d) les étrangers qui viendront faire leurs études au Québec n'auront accès aux institutions de langue anglaise que s'ils paient

la totalité des frais d'enseignement et d'administration.

CHAPITRE III Les minorités ethniques

Les Québécois francophones ont toujours traité avec justice les groupes minoritaires qui partagent leur destin et contribuent à leur développement. C'est la marque d'un peuple adulte. Depuis toujours la minorité anglophone se voit reconnaître des droits auxquels les minorités françaises hors Québec n'osent même pas rêver, en particulier dans le domaine de l'enseignement. Depuis juin 1977, des citoyens anglophones peuvent obtenir, là où ils sont en nombre suffisant, que leur langue maternelle soit enseignée à leurs enfants à la maternelle et au premier cycle du primaire, aux frais de l'État.

Les Québécois francophones ont compris depuis toujours qu'il ne serait pas sain de vouloir faire du Québec un creuset (melting pot) culturel, ou encore une grande mosaïque de groupes cloisonnés. Car si la culture québécoise participe majoritairement bien sûr de l'apport francophone, elle n'est pas univoque pour autant. Sans compter les divers courants qui la traversent en tous sens (couches sociales, régions, etc.), cette culture puise aussi des richesses dans les diverses traditions culturelles que véhiculent les groupes ethniques.

De la même façon que les Québécois sûrs de leur avenir culturel et politique entendent participer directement à la vie internationale, comme détenteurs d'une originalité à affirmer, de la même façon ils reconnaissent la valeur, à l'intérieur du Québec, de la diversité enrichissante des différents groupes ethniques.

En effet, les seuls droits et libertés individuels ne sont qu'un minimum pour tout citoyen. Faut-il encore qu'il puisse développer les richesses que les longues traditions ont déposées en lui.

En conséquence, un gouvernement du Parti Québécois s'engage à:

++ L101 (77)

1. Appliquer, en matière de langue d'enseignement, les principes énoncés dans la Charte de la langue française et maintenir les propositions de réciprocité faites par le gouvernement du Québec aux autres gouvernements provinciaux du Canada.

2. Exercer une juridiction exclusive en matière d'immigration.

+

3. Prendre les mesures nécessaires pour favoriser l'immigration au Québec des individus et des familles francophones établis au Canada.

++ D.M. (77-78)

4. A) Fonder sa politique à l'égard des groupes minoritaires sur le principe de l'égalité des citoyens entre eux:

a) traiter avec justice, comme des citoyens égaux en droit et en dignité, et

protéger contre toute discrimination tous les citoyens du Québec, quelles que soient leur origine et leur langue maternelle;

b) institutionnaliser à partir des COFI sur une base permanente et rendre accessible à tous les nouveaux immigrants d'âge préscolaire, scolaire et adulte un système de classes d'initiation à la vie québécoise dont l'objectif est de faciliter l'intégration des immigrants à la société québécoise;

c) élaborer, en collaboration avec les média publics et privés, des campagnes d'information, afin de sensibiliser les Québécois à l'apport culturel et économique des Québécois de nouvelle souche et de favoriser le rapprochement des ethnies;

d) accorder à l'immigrant "reçu" au Québec tous les droits dévolus aux citoyens québécois, y compris la fonction publique, à l'exception de ce qui est spécifiquement exclu par le législateur.

e) s'assurer qu'une attention particulière soit portée aux cas de discrimination et exploitation de toutes sortes dont sont victimes les Québécois de nouvelle souche et ce, par l'intermédiaire d'organisme tel que la Commission des Droits de la Personne.

✚✚ L101 (77)

B) Fonder sa politique à l'égard des groupes minoritaires sur le principe du respect de la spécificité culturelle:

a) considérer comme avantageux pour l'ensemble de la société québécoise que les divers groupes qui la composent puissent maintenir et enrichir la connaissance de leurs langues maternelles respectives;

b) faire en sorte que partout où des citoyens anglophones sont en concentration et en nombre suffisants, ceux-ci puissent obtenir, s'ils le désirent, que leur langue maternelle soit enseignée à leurs enfants à la maternelle et au premier cycle de l'élémentaire, à la condition toutefois que le français soit la principale langue d'enseignement;

c) annoncer régulièrement dans les média d'information des groupes ethniques, dans la langue des média, les services offerts à la population et, en particulier, aux immigrants par les différents ministères et organismes du gouvernement du Québec;

d) assister financièrement les organismes culturels des minorités ethniques et favoriser les échanges entre elles et avec les organismes culturels de la majorité francophone;

e) reconnaître l'importance des média ethniques au sein de la communauté québécoise et favoriser la création et la diffusion de ces média en respectant les critères qui régissent l'ensemble des média d'information;

f) négocier et conclure des accords d'échanges culturels et de services de sécurité sociale avec les pays d'origine de nos principaux groupes culturels allophones;

g) mettre sur pied une politique d'information auprès des allophones pour leur faciliter l'accès à la fonction publique.

✚✚ L101 (77)

5. Instaurer un mécanisme de consultation auprès des Québécois de nouvelle souche en prévision d'une politique globale d'immigration ou des lois les concernant.

✚✚ D.M. (70)

6. Adopter une politique d'accueil des réfugiés basée sur le pluralisme politique et la solidarité humaine.

✚

7. S'assurer que les futurs arrivants, avant leur immigration, soient renseignés sur les particularités de la société québécoise.

L.B.

CHAPITRE IV L'éducation

Le Québec a réalisé, au cours des années 60, une réforme scolaire importante. La rationalisation des structures, la réforme de la gestion administrative et l'accès accru à l'éducation ont augmenté la qualité des ressources humaines de la société. Pourtant, plusieurs problèmes graves ne sont pas encore résolus. L'école reste trop souvent peu motivante, loin de la vie et elle ne favorise pas assez la créativité de l'étudiant. Les enseignants n'ont pas les moyens de remédier efficacement à cet état de fait. L'éducation n'est pas coordonnée avec les besoins en main-d'oeuvre. Les enfants des familles à faible revenu et les adultes qui sont déjà sur le marché du travail ou veulent y retourner ont moins de chances d'acquiescer une éducation de qualité. Enfin, l'accès à l'université dépend encore de la capacité de payer de l'étudiant. Il faut donc, tout en complétant la restructuration des commissions scolaires, entreprendre une autre réforme plus vitale encore dans la double perspective du développement de la personne et de la satisfaction des besoins de la société.

En conséquence, un gouvernement du Parti Québécois s'engage à:

1. Abolir la taxe foncière aux fins scolaires et utiliser pour le financement de l'éducation les revenus réguliers de l'État en assurant le rattrapage des milieux moins favorisés; les dons que font les compagnies et autres institutions financières aux établissements scolaires financés par l'État doivent être portés à la connaissance de celui-ci et approuvés par lui.

2. Réformer l'éducation permanente afin qu'elle devienne un outil véritable de croissance pour tout citoyen:

a) en exerçant sa compétence exclusive en matière d'éducation des adultes,

notamment en matière de formation professionnelle;

b) en élaborant sur le sujet une politique globale adaptée pédagogiquement aux besoins des personnes et/ou des groupes, en fonction d'une authentique formation générale et en fonction du marché du travail. Cette politique devra tenir compte des ressources et compétences respectives des institutions (secondaire, collégiale, universitaire) et des organismes volontaires d'éducation populaire (OVEP) qui dispenseront cette formation;

c) de plus, cette politique devra prévoir:

i) l'assouplissement des politiques d'admission afin de permettre à chacun de s'orienter et de se réorienter suivant ses intérêts particuliers;

ii) la reconnaissance de toute expérience pertinente à des fins d'accréditation et ce, à tous les niveaux;

iii) la promotion d'un système de congés à des fins de développement culturel, de perfectionnement et de recyclage; et instituer des cours du soir et par correspondance dans tous les secteurs.

3. Instituer un enseignement du français parlé et recourir à tous les moyens audiovisuels pour donner aux élèves un instrument efficace et juste d'expression et de communication et leur donner le sens et la connaissance intime de leur langue. Dans ce contexte, il faut encourager la publication de textes français et décourager la mauvaise traduction de textes en langues étrangères.

♦♦ D.M. (78)

4. Instituer l'enseignement obligatoire de l'histoire et de la géographie aux niveaux élémentaire et secondaire dans toutes les institutions d'enseignement du Québec et voir à ce que chaque élève du secondaire, en même temps qu'il s'initie à la connaissance générale de l'histoire de l'Homme, connaissance dont la valeur est indéniable, suive obligatoirement un cours dynamique d'histoire du Québec.

♦ D.M. (78)

5. Assurer l'enseignement de la morale de manière à ce que cet enseignement soit dispensé par des gens réellement qualifiés et que le droit d'option par rapport à l'enseignement religieux soit un droit réel et non pas soumis aux aléas administratifs.

6. Etablir comme priorité l'élimination du sexisme chez tous les agents d'éducation et de socialisation auprès desquels il intervient et, pour ce faire:

a) que le ministère de l'Éducation exige des institutions d'enseignement et d'éducation un programme de sensibilisation au sexisme à dispenser au personnel enseignant et de direction, aux futurs enseignants, de même qu'aux professionnels de l'éducation, dans le but de corriger les attitudes sexistes existantes;

b) que le ministère de l'Éducation prenne les moyens appropriés pour éliminer les images sexistes véhiculées dans les manuels scolaires, ainsi que dans le

matériel pédagogique et didactique mis à la disposition du personnel et des élèves;

c) que le ministère de l'Éducation fusionne les cours d'initiation à la technologie et ceux d'économie familiale en un même programme pour tous, garçons et filles.

7. Considérer comme prioritaire la formation des maîtres, qui devra elle-même être orientée vers l'acquisition d'une compétence professionnelle de haut niveau et vers un recyclage permanent.

8. Dans une perspective de décentralisation pédagogique et administrative en vue de faire de l'école le véritable centre du projet éducatif de chaque quartier ou village du Québec:

a) établir, au niveau du Ministère, des programmes d'études et des politiques administratives souples en coordination avec les unités de base que sont les écoles et les commissions scolaires dans le but de permettre à ces unités de définir elles-mêmes des services éducatifs en fonction de leurs besoins spécifiques;

b) réduire l'appareil bureaucratique du Ministère et des commissions scolaires et en faire des organismes de coordination et d'appui technique à ces unités de base que sont les écoles;

c) créer dans chaque école un conseil local ayant le pouvoir de prendre toute décision d'ordre pédagogique ou administratif dans le cadre défini par la loi et de participer à la planification du développement de l'enseignement:

i) au niveau élémentaire, il est composé à parts égales de représentants élus des parents et des professeurs ainsi que du directeur de l'école ou de son représentant;

ii) au niveau secondaire, il est composé à parts égales de représentants élus des parents, des enseignants et des étudiants, ainsi que du directeur de l'école ou de son représentant.

9. Etablir dans chaque région une commission scolaire régionale ayant juridiction directe sur toutes les écoles de niveau élémentaire et secondaire situées sur son territoire.

10. Modifier la loi de telle sorte que le conseil des commissions scolaires régionales soit composé d'un nombre égal d'administrateurs nommés par le gouvernement, de parents, de professeurs et d'étudiants du niveau secondaire choisis parmi les conseils des écoles élémentaires et secondaires et élus par eux.

11. Créer, sous la juridiction du Conseil de Développement scolaire de l'Île de Montréal, quelques grandes commissions scolaires unifiées, responsables pour leur territoire de l'organisation des divers enseignements confessionnels et non confessionnels de la langue française ou de langue anglaise.

12. Dans les universités et les CEGEP, assurer la participation paritaire des étudiants et des professeurs à la gestion pédagogique, et assurer la participation paritaire des étudiants, des professeurs et des administrateurs à la gestion administrative.

13. Assurer aux secteurs intéressés au domaine du travail la participation aux diverses directions générales du ministère de l'Éducation et aux bureaux régionaux afin de permettre à ces secteurs de faire connaître leurs besoins et leurs débouchés en matière de main-d'œuvre.

14. Développer l'enseignement technique, notamment par la création d'universités techniques ou d'instituts techniques supérieurs en vue d'assurer la formation d'ingénieurs d'exécution et de cadres techniques spécialisés dans l'industrie secondaire et les secteurs de pointe; inciter les industries à dispenser des cours d'apprentissage complétant la formation professionnelle des étudiants.

15. Instituer la gratuité générale des cours à tous les niveaux, étendre jusqu'à l'âge de 18 ans la période de scolarisation obligatoire et établir un système cohérent de bourses ou allocations de subsistance et éventuellement le régime du pré-salaire.

16. Instaurer une période de service civique obligatoire, comme corollaire de la gratuité de l'éducation. Dans le cas des professionnels de la santé ayant obtenu un diplôme universitaire, cette période sera d'une année consacrée aux régions sous-équipées ou à un stage dans un CLSC. La mise en oeuvre de ce service civique se fera avec la collaboration des syndicats d'étudiants, d'ouvriers et de professionnels.

17. Entreprendre un effort persistant de revalorisation du secteur public en ce qui concerne la dimension des institutions, le climat qui y règne et les services pédagogiques et parascolaires qui y sont offerts, notamment les repas du midi et la surveillance après les heures de classe, etc.:

a) en créant entre autres à l'intérieur du système public une possibilité de choix entre divers types d'écoles établies à la demande du milieu (écoles alternatives); ces écoles pourront se distinguer par le modèle pédagogique, le caractère religieux ou linguistique, ce dernier point soumis au programme du Parti sur la langue, etc.;

b) en établissant des conditions d'admission à toutes ces écoles en fonction des critères destinés à éviter toute forme de discrimination sociale;

c) en démocratisant le système scolaire et en réduisant les inégalités sociales. Pour ce faire:

i) élaborer dans les plus brefs délais possibles une planification financière et pédagogique des secteurs publics et privés et des normes d'admission qui

éliminent toute forme de discrimination sociale;

ii) réaliser cette planification dans une perspective d'intégration progressive du secteur privé au secteur public, dans le respect du libre choix garanti par la diversité des écoles et, en ce sens, adopter une loi de l'enseignement privé:

— qui instaure un contrôle rigoureux de l'émission de permis, de la qualité des services offerts et de la fréquentation réelle des institutions;

— qui soumette les institutions privées à des normes identiques à celles qui régissent les institutions publiques.

iii) réduire progressivement les subventions de l'État aux écoles privées non intégrées, sur une période de cinq (5) ans.

CHAPITRE V

La recherche

La recherche est un élément vital à l'expansion économique, du progrès social et de l'essor culturel d'un pays. Or, le gouvernement du Québec a accepté dans le passé de ne jouer dans ce domaine qu'un simple rôle complémentaire par rapport aux politiques fédérales. Les principaux organismes de coordination et de subvention sont à Ottawa. Dix pour cent seulement des subventions fédérales sont accordées aux universités et aux chercheurs francophones du Québec. Les laboratoires fédéraux n'ont pas au Québec le dixième de l'importance qu'ils ont en Ontario. Alors que le Québec commence à produire en plus grande quantité les chercheurs dont il aurait grandement besoin pour sa propre croissance, plusieurs de ceux-ci sont encore contraints de chercher en dehors du Québec l'occasion de mettre leur compétence en valeur. Dans un Québec souverain, il devient possible de mettre fin à une telle situation, en affectant des sommes plus importantes à la recherche et en coordonnant celle-ci avec le développement économique et culturel.

En conséquence, un gouvernement du Parti Québécois s'engage à:

1. Créer un secrétariat d'État à la recherche scientifique et sous sa responsabilité, un Conseil Québécois de la recherche scientifique, de façon à établir une politique nationale de la recherche financée par un pourcentage suffisant (au moins 2%) du produit national brut.

2. Assurer la représentation au sein du Conseil Québécois de la Recherche scientifique de l'Office du plan de tous les organismes intéressés à la recherche.

3. Donner au Conseil Québécois de la recherche scientifique le mandat suivant:

a) planifier le développement de la recherche scientifique au Québec, c'est-à-dire:

i) maintenir à jour un inventaire complet de tous les aspects de la recherche au Québec;

ii) définir les objectifs à long terme de la recherche dans le cadre du développement culturel, social et économique au Québec, tout en favorisant de façon particulière, sur le plan social, la recherche dans le domaine médical et tout en maintenant un secteur vigoureux de recherche fondamentale, non orientée, dans les universités;

iii) identifier les secteurs prioritaires sur lesquels le Québec devra, à court terme, mettre l'accent;

b) coordonner les activités de recherche en coiffant, sans les absorber, tous les organismes de recherche et en ayant les pouvoirs nécessaires pour orienter l'utilisation des ressources disponibles de la façon la plus rationnelle;

c) promouvoir la recherche;

i) en devenant le principal distributeur de subventions, soit directement, soit par l'intermédiaire de conseils affiliés;

ii) en s'abstenant d'organiser ses propres laboratoires et ses propres services de recherche, mais en favorisant plutôt des centres ou instituts de recherche autonomes ou affiliés à des universités;

iii) en incitant un plus grand nombre de jeunes Québécois à s'engager dans des carrières de recherche;

iv) en favorisant le développement de la recherche dans les régions éloignées des grands centres en fonction de leurs besoins et de leurs ressources propres. En établissant un système intégré d'informations scientifiques et techniques et, pour ce faire:

— organiser un service de documentation auquel les chercheurs de quelque secteur qu'ils soient pourront s'adresser;

— établir un réseau de communications par informatique entre les différents centres de recherche nationaux et internationaux;

— en favoriser la vulgarisation.

CHAPITRE VI

Les moyens de communication de masse

La presse, la radio, la télévision et le cinéma ont un impact considérable sur la formation des citoyens et sur l'opinion publique. Ce domaine, dont l'importance culturelle tend à dépasser celle de l'école, échappe aux Québécois, puisque le gouvernement d'Ottawa s'y est installé solidement.

D'autre part, on a vu se développer des monopoles privés qui, trop souvent, orientent l'information dans le sens de leurs intérêts. Un Québec souverain aura le pouvoir d'assurer la libre expression de toutes les opinions tout en répondant aux aspirations culturelles du peuple québécois.

En conséquence, un gouvernement du Parti Québécois s'engage à:

1. Faire en sorte que le secteur de la radio-télévision comprenne un réseau d'État, des stations privées et des stations communautaires.

2. Assurer que le réseau national de radio-télévision:

a) soit constitué en intégrant à Radio-Québec les installations québécoises de Radio-Canada et les stations privées jouissant d'un monopole régional;

b) desserve chaque région du Québec par au moins une station;

c) offre au public le choix de plusieurs chaînes à programmation complémentaire, et serve d'instrument d'éducation permanente, de culture populaire et de libre expression de toutes les opinions, notamment en fournissant en permanence des périodes gratuites aux représentants de toutes les tendances politiques;

d) soit administré par une Régie d'État dont la direction générale sera composée de représentants:

i) du gouvernement;

ii) des corps intermédiaires reconnus sur une base régionale (comités de citoyens, syndicats, organismes de presse, organismes commerciaux et industriels);

iii) des employés syndiqués de la Régie.

e) soit dirigé par un président élu par la direction générale et responsable devant le ministre de l'Éducation et de la Culture.

3. Exiger que la propriété de toutes les stations privées de radio et de télévision soit exclusivement québécoise et que ces stations diffusent certaines émissions du réseau public.

4. Favoriser dans le secteur privé de radio et de télévision la propriété coopérative et l'expérience des ondes communautaires afin de répondre davantage aux besoins du milieu.

5. Assurer, dans le domaine de la câbo-diffusion, aux citoyens éventuellement réunis en coopératives de programmation l'utilisation prioritaire et exclusive d'au moins un canal consacré à poursuivre l'expérience des ondes communautaires.

6. Établir un tribunal spécial pour juger de toutes questions relatives au fonctionnement des moyens de communication de masse, à l'objectivité de l'information et à la liberté d'expression, et pour empêcher l'établissement de tout monopole de la presse.

7. Créer une agence responsable des échanges culturels qui facilitera la diffusion à l'étranger des productions culturelles québécoises et permettra l'accès au

Québec de productions étrangères en se basant sur une politique d'échange et de contingentements;

a) qui s'assurera de la programmation d'émissions éducatives, récréatives ou d'information à contenu québécois;

b) qui verra à l'acheminement des centres de production vers les centres de diffusion, non seulement de ses propres émissions mais également des autres productions québécoises et de la production étrangère obtenue par les échanges et les quotas;

c) qui installera et entretiendra des antennes et des studios de type communautaire dans les régions habitées mais où aucune entreprise locale ne désire établir des studios.

8. Favoriser le cinéma québécois par la création d'un centre national des industries du cinéma ayant pour fonctions:

a) d'encourager la production québécoise par la création d'un système de prêts et de primes à la qualité;

b) de réglementer la distribution de films québécois et étrangers en veillant à ce qu'ils soient d'abord présentés en français;

c) de régir les modes de coproduction et de codistribution et de favoriser la diffusion des films québécois à l'étranger;

d) de veiller à ce que le doublage et le sous-titrage des films étrangers soient réalisés au Québec, sauf ententes internationales;

e) de mettre en place des organismes de formation, d'assistance technique et de diffusion spéciale (archives, cinémathèques, etc.);

f) de veiller à ce que la propriété des sociétés de production soit majoritairement québécoise et celle des sociétés de distribution exclusivement québécoise;

g) intégrer à la DGCA les installations québécoises de l'Office national du film du Canada (personnel, équipement technique, production, diffusion, archives) et en faire une école de formation pour les techniciens en audio-visuel.

9. Favoriser la création d'une agence de presse québécoise bénéficiant du concours de l'État mais disposant d'une autonomie complète; les usagers, dont l'État ainsi que les journalistes, seront représentés au conseil d'administration de cette agence.

CHAPITRE VII

La culture populaire

Le Québec dispose d'un héritage culturel qui lui est propre, et qui doit être conservé, mis en valeur et rendu accessible à tous les citoyens, de tous âges, de toutes

conditions et dans toutes les régions.

D'autre part, il faut encourager la participation des citoyens à l'enrichissement et à l'essor de la vie culturelle.

En conséquence, un gouvernement du Parti Québécois s'engage à:

1. Faire en sorte que l'école développe les dons d'expression de l'enfant et le mette tôt en contact avec tous les aspects de la culture, selon des formules et à un rythme adaptés à son âge.

2. Veiller à ce que les organismes responsables des moyens de communication de masse, principalement la radio et la télévision, s'acquittent de leurs obligations dans le développement de la culture populaire.

3. Créer ou développer, dans chaque région, des maisons de la culture, aisément accessibles à tous, et qui soient conçues non seulement comme des lieux de représentation et d'exposition, mais aussi comme des foyers permettant à tous les citoyens de développer leurs facultés créatrices, et soutenir économiquement et techniquement les créateurs et artistes québécois.

4. Etablir, en liaison avec les universités et les centrales syndicales, un institut national des arts populaires pour la formation de moniteurs et animateurs, dans le cadre des maisons de la culture et des mouvements de culture populaire.

5. Veiller à ce que chaque municipalité pourvoie à l'entretien d'une bibliothèque publique (locale, régionale ou ambulante), intégrer toutes les bibliothèques publiques de même que des bibliothèques d'enseignement et de recherche en un réseau facilitant les prêts, la documentation et l'information. Subventionner par l'entremise des municipalités, au moins à part égale avec les sports, le secteur culturel et artistique.

6. Tenir un inventaire permanent des diverses manifestations et expressions de la civilisation française du Québec et en valoriser les aspects originaux.

7. Etablir une politique vigoureuse de conservation des monuments ou documents historiques et promouvoir la mise en valeur de notre patrimoine artistique. A cette fin:

a) doter le Québec de musées nationaux équipés en personnel et matériel selon les normes modernes;

b) favoriser le développement des disciplines nécessaires à la conservation et à la mise en valeur de ce patrimoine;

c) contrôler sévèrement l'exportation de tout objet ayant une valeur historique ou artistique.

8. Poursuivre, dans le domaine des affaires culturelles, une vigoureuse politique de régionalisation.

CHAPITRE VIII

Les loisirs et les sports

Dans toutes les sociétés urbaines et industrialisées, les loisirs et les sports prennent de plus en plus de place dans la vie des citoyens. C'est le cas du Québec. Dans le passé, le gouvernement du Québec a manifesté peu d'intérêt pour ce domaine d'activité: insuffisance des fonds, instabilité des structures, orientations imprécises ou divergentes, sans compter l'omniprésence du gouvernement fédéral, dédoublant les services et rendant presque impossible toute planification. Pour faire face au phénomène nouveau de la civilisation des loisirs et des sports et pour résoudre la crise actuelle qui nous est propre, une politique intégrée du loisir et du sport s'impose.

En conséquence, un gouvernement du Parti Québécois s'engage à:

1. Créer un ministère des Loisirs qui verra à élaborer un plan de développement avec la participation de la population, en tenant compte de l'identité des différents secteurs et en poursuivant les objectifs suivants:

a) reconnaître le droit de tous aux loisirs et en corollaire, les principes d'universalité et d'accessibilité;

b) assurer la participation des citoyens à la détermination des politiques de développement;

c) assurer la qualité de la vie et l'identité culturelle;

d) favoriser la participation de la masse;

e) favoriser l'amélioration de la condition physique des Québécois;

f) reconnaître l'amélioration de la condition physique des Québécois;

2. Permettre aux municipalités de prendre en charge la coordination de l'activité des organismes locaux.

3. Favoriser, dans les milieux ruraux, l'intermunicipalisation des services de loisirs et développer des programmes qui encouragent les ententes de services.

4. Encourager le bénévolat dans les organismes de loisirs.

5. Instituer un service permanent de recherche sur les loisirs dont le but serait de connaître les besoins et aspirations de la population concernant les équipements, les programmes, les secteurs d'activité et de trouver de nouvelles formes de loisirs.

6. Adopter une carte des loisirs (i.e. définir les régions-loisirs du Québec). Une telle carte des régions de loisirs facilitera la planification, l'aménagement du territoire, le développement en général et la coordination avec les différents services gouvernementaux. Des régions pourront être ultérieurement divisées en zones.

7. Créer un organisme qui informera les citoyens et leur assurera la protection contre les abus dont le consommateur est victime dans le domaine des loisirs (sport, plein air, socio-culturel). Cet organisme travaillera avec les services gouvernementaux concernés et les autres organismes en cause afin d'éliminer les pratiques abusives et de défendre les intérêts des citoyens.

8. Offrir aux municipalités une assistance technique concernant l'aménagement et l'administration des bases de plein air.

9. Élaborer en priorité une politique du développement du plein air contenant:

a) des programmes de sensibilisation au plein air;

b) des programmes de formation pour les travailleurs en loisirs oeuvrant dans ce secteur;

c) l'établissement de normes relatives aux sites, aménagements et équipements;

d) un réseau plus attrayant de camps, d'auberges de jeunesse, de colonies de vacances plus accessibles aux citoyens à faible revenu;

e) des programmes de régionalisation, de consultation, concertation et financement;

f) la gestion des parcs.

10. Instituer un programme d'initiation aux loisirs. Ce programme:

a) favorisera l'acquisition de connaissance sur les différentes formes de loisirs;

b) sensibilisera les citoyens à l'existence croissante des temps libres;

c) assurera l'apprentissage des valeurs actives (contrôle de ses activités, ouverture au changement);

d) assurera l'apprentissage des attitudes et du comportement de participation, de créativité, d'initiative, de liberté, de gratuité dans des temps libres.

11. Organiser les loisirs culturels à partir d'unités administratives décentralisées afin de valoriser la culture populaire du peuple québécois. Réaliser sur une échelle élargie des festivals culturels dans chaque région.

12. Assurer la concertation municipale-scolaire dans l'implantation et l'utilisation des équipements de loisirs.

13. Apporter un soutien technique et financier aux personnes âgées, handicapées physiques, familles nombreuses, etc.

14. Soutenir le travail des bénévoles et améliorer la formation des membres par l'octroi de subventions plus généreuses aux organismes de loisirs, associations et fédérations de toutes sortes.

15. Élaborer une politique permettant aux Québécois des vacances à prix modique.

16. Assurer que les conseils régionaux, composés de représentants des principaux organismes de loisirs de chacune des régions, fassent participer la population à l'élaboration des politiques et programmes.

17. Assurer le développement du sport amateur au Québec:

a) en intégrant le sport amateur au programme général de conditionnement physique;

++ b) en rendant permanente l'organisation des Jeux du Québec et en en faisant l'occasion d'une grande fête pour la jeunesse du Québec;

c) en faisant des fédérations sportives les institutions privilégiées de développement du sport amateur, notamment en encourageant la régionalisation et l'intégration au réseau scolaire et municipal;

d) en développant progressivement dans chacune des régions les équipements spécialisés requis pour l'entraînement des athlètes;

e) en légiférant pour protéger les droits individuels des athlètes, réglementer leurs conditions de travail et assurer leur sécurité par un équipement approprié.

18. Assurer le développement des loisirs socio-culturels par la mise en place de programmes de consultation, de concertation, de régionalisation, de formation, de financement et en valorisant les activités de participation et de créativité.

19. Mettre sur pied un programme intégré et progressif de conditionnement physique, adapté aux différentes phases du développement d'un individu, et favoriser la création, dans les milieux de travail, de centres de conditionnement physique.

20. Établir en collaboration avec les organismes du milieu un plan rationnel d'utilisation du territoire, afin d'éviter la multiplication des équipements.

21. Étendre à tous les citoyens la possibilité de profiter de milieux de plein air:

a) par le développement des parcs nationaux et régionaux et par le développement du tourisme social;

b) par un inventaire des espaces verts disponibles dans chaque ville et village pour les aires de repos, les loisirs et les sports, en donnant à ces espaces le statut de territoire protégé;

c) par l'augmentation des espaces verts à l'intérieur et à proximité des centres urbains.

++ 22. Encourager la tenue des Jeux du Québec comme moyen de développer le loisir sportif et faire en sorte que cette manifestation sportive devienne l'occasion d'un regroupement de la jeunesse québécoise et de sa participation à une grande fête nationale.

Section 2 - Les statuts

STATUTS

CHAPITRE I

Les présentes dispositions constituent les Statuts du Parti Québécois en vue d'assurer la participation efficace de tous ses membres à l'élaboration et à la mise en oeuvre de ses politiques, aux divers paliers de sa structure.

CHAPITRE II

Les objectifs fondamentaux du Parti sont définis par le Congrès national.

CHAPITRE III

LES MEMBRES.

Est membre toute personne âgée d'au moins seize (16) ans qui souscrit aux objectifs fondamentaux du Parti, se conforme aux Statuts et Règlements et dont la demande d'adhésion accompagnée de la cotisation statutaire est parvenue au secrétariat national du Parti.

CHAPITRE IV

LES DROITS ET DEVOIRS DES MEMBRES.

1. Tout membre a le droit et le devoir de participer à l'élaboration du programme du Parti et de contribuer selon ses moyens à la réalisation de ses objectifs.

2. Tout membre, et seulement un membre, possède le droit de participer directement ou par délégation au choix des dirigeants du Parti à tous les paliers ainsi que le droit de poser sa candidature aux postes électifs en se conformant aux Statuts.

3. Un membre dont la carte arrive à échéance dans les 365 jours précédant un Congrès ou une Assemblée générale peut renouveler son adhésion jusqu'à l'ouverture du Congrès ou de l'assemblée.

4. Cependant, tout fonctionnaire du Parti de même que toute personne occupant une fonction politique auprès d'un ministre ou d'un député du Parti n'est éligible à aucun poste électif prévu aux Statuts du Parti. Lors de leur nomination à l'une ou l'autre des fonctions ci-haut mentionnées, les personnes concernées doivent démissionner de tel poste électif qu'elles occupaient au sein du Parti lors de leur nomination.

5. Le droit à la dissidence et à la critique, à l'intérieur du Parti, doit être constamment respecté.

6. Nul membre ne peut être expulsé du Parti sans cause valable.

7. Tout membre qui désire démissionner d'un poste quelconque ou du Parti doit le faire par écrit auprès de l'instance dont il relève.

CHAPITRE V

LE CONGRÈS NATIONAL DU PARTI.

1. Le Congrès national est l'instance suprême du Parti.

2. a) Un Congrès national régulier, d'une durée d'au moins trois (3) jours doit être tenu tous les deux ans aux dates que fixe le Conseil national.

b) Un avis d'au moins quatre-vingt-dix (90) jours, pour la tenue d'un Congrès national ordinaire, doit être adressé par le secrétariat national au secrétaire de chaque Conseil de comté ou de région.

c) Toute résolution dûment adoptée après une Assemblée générale de comté ou par un Congrès régional est expédiée au secrétariat national au moins trente (30) jours avant l'ouverture du Congrès.

d) Au moins vingt (20) jours avant l'ouverture du Congrès, le secrétariat national expédie à tous les délégués dont les noms lui sont parvenus les résolutions ainsi reçues de même que celles émanant du Conseil exécutif national et du Conseil national.

e) Seules ces résolutions sont soumises au Congrès. Toutefois, celui-ci peut recevoir des propositions ayant un caractère d'urgence conformément aux procédures du Congrès.

3. a) Le Conseil exécutif national ou le Conseil national peut convoquer un Congrès extraordinaire.

b) Un avis d'au moins trente (30) jours pour la tenue d'un tel Congrès, mentionnant l'endroit, la date, l'heure et le but dudit Congrès, doit être adressé par le secrétariat national au secrétaire de chaque Conseil de comté et de région.

4. a) Chaque Association de comté a droit à douze (12) délégués; plus un (1) délégué par tranche complète de cinq cents (500) membres en règle trente (30) jours avant la tenue du Congrès. Chaque Assemblée générale de comté élit un certain nombre de suppléants.

b) Sont aussi délégués de droit au Congrès les membres du Conseil exécutif national, les présidents de région, les présidents de comté, les députés du Parti et les candidats officiels du Parti aux élections québécoises à venir.

c) La liste des noms des délégués et suppléants doit être expédiée par les instances concernées au secrétariat national au moins trente (30) jours avant l'ouverture d'un Congrès ordinaire; dans le cas d'un Congrès extraordinaire, ce délai peut être réduit à quatorze (14) jours.

5. Seuls les délégués ont droit de parole et de vote aux assemblées plénières d'un Congrès national, y compris dans les commissions qui ont pour but d'amender le programme et les Statuts; néanmoins, tout membre a le droit de s'inscrire comme observateur et d'assister à toutes les délibérations.

6. Les délégués au Congrès national:

a) discutent des résolutions soumises, déterminent leur degré de priorité et adoptent ou modifient le programme du Parti;

b) reçoivent les rapports du Conseil exécutif national sur l'administration et les activités prévues au cheminement critique annuel;

c) établissent les lignes générales d'action du Parti;

d) examinent le bilan et l'état des revenus et des dépenses du dernier exercice financier que leur soumet le trésorier du Parti et fixent la cotisation annuelle des membres;

e) élisent les membres du Conseil exécutif national par vote au scrutin secret;

f) prennent les décisions appropriées sur toute question inscrite régulièrement à l'ordre du jour;

g) sont seuls habilités à entériner une fusion avec une ou plusieurs formation(s) politique(s).

7. Le président de l'assemblée plénière du Congrès national et le président des élections sont élus par le Congrès national dès l'ouverture de celui-ci, sur recommandation du Conseil exécutif national et du Conseil national.

Les décisions se prennent à la majorité simple des voix exprimées. Le président n'a droit de vote qu'en cas de partage égal des voix exprimées.

Le Congrès suit la procédure adoptée par le Conseil national.

CHAPITRE VI LE CONSEIL NATIONAL.

1. Le Conseil national est la plus haute instance du Parti entre les Congrès.

2. Sont membres du Conseil national avec droit de parole et de vote:

a) les membres du Conseil exécutif national;

b) les présidents de région ou, en cas d'incapacité, tout autre membre du Conseil exécutif de la région dûment mandaté par celui-ci;

c) les présidents de comté ou, en cas d'incapacité, tout autre membre du Conseil exécutif de comté dûment mandaté par celui-ci;

d) trois (3) députés délégués par le Conseil des députés.

3. Sont également délégués sans droit de vote au Conseil national:

a) un délégué par région choisi par le Conseil exécutif régional;

b) un délégué par comté choisi par le Conseil exécutif de comté;

c) les députés;

d) les candidats officiels aux élections québécoises à venir.

4. a) Le Conseil national se réunit au moins quatre (4) fois par année sur convocation du président du Conseil exécutif national ou aux dates et lieux qu'il se fixe lui-même.

b) Dès l'annonce d'élections générales du Québec, le Conseil national se réunit d'urgence sur convocation du président du Conseil exécutif national. Il se réunit aussi dans les soixante (60) jours suivant la tenue de telles élections; les candidats défaits y ont droit de parole.

c) Dès l'annonce d'un référendum au Québec, le Conseil national se réunit d'urgence sur convocation du président du Conseil exécutif national.

d) Vingt (20) membres du Conseil national ou le Comité directeur tel que défini aux règles de fonctionnement de ce Conseil peuvent, en énonçant leurs motifs par écrit, exiger du président du Conseil exécutif national la convocation d'un Conseil national extraordinaire. Le quorum est de 1/3 des membres votants.

5. Un Comité directeur composé d'un président et d'un vice-président élus par le Conseil national parmi les présidents de comté et d'un membre du Conseil exécutif national a la responsabilité de:

a) voir au respect des règles de fonctionnement adoptées par le Conseil national;

b) s'assurer de l'exécution des décisions du Conseil national;

c) informer régulièrement de son travail le Conseil national.

6. Le président ou le vice-président du Comité directeur ouvre la réunion du Conseil national et voit à l'élection d'un président d'assemblée. Les décisions se prennent à la majorité des voix exprimées; le président n'a droit de vote qu'en cas de partage égal des voix exprimées.

7. Le Conseil national reçoit et approuve les rapports du Conseil exécutif national relatifs aux mandats que celui-ci détient du Congrès et du Conseil national; et, plus particulièrement, le Conseil national a pour fonctions principales:

a) d'orienter l'action et la politique du Parti;

b) de surveiller l'exécution des décisions du Congrès national, l'application du programme et l'exécution du cheminement critique;

c) d'approuver les rapports des différents programmes et projets du cheminement critique;

d) de prendre des décisions sur toutes matières urgentes sur lesquelles le Congrès national ne s'est pas prononcé;

e) de combler les vacances qui surviennent au sein du Conseil exécutif national à l'exclusion du poste de président du Parti dont l'élection est de la seule compétence du Congrès national;

f) de siéger comme instance d'appel de toutes décisions d'un organe du Parti, prises sans cause valable et suffisante et portant atteinte aux droits des membres du Parti;

g) d'adopter et de modifier les règlements concernant le fonctionnement du Parti;

h) d'approuver le budget annuel du Parti préparé par le Conseil exécutif national;

i) de ratifier la nomination des directeurs des différents programmes concernés;

j) de décider du renvoi desdits directeurs après audition de la personne concernée;

k) de statuer sur l'expulsion d'un membre par le Conseil exécutif national dans le cas où ce membre en appelle au Conseil national;

l) d'élire au scrutin secret à la première réunion du Conseil national suivant le Congrès national du Parti un comité de surveillance des finances composé de cinq (5) membres ne faisant pas partie du Conseil exécutif national.

8. Advenant la démission, le décès ou l'incapacité permanente d'agir du président du Parti, le Conseil national convoquera un congrès du Parti pour élire son successeur.

CHAPITRE VII LE CONSEIL EXÉCUTIF NATIONAL.

1. Sont membres du Conseil exécutif national:

a) le président du Parti; le vice-président du Parti; le trésorier du Parti; le conseiller au programme; quatre (4) députés; sept (7) conseillers;

b) un député ne peut se présenter aux postes de trésorier, de vice-président, de conseiller au programme et de conseiller.

2. a) Chaque candidat à un poste du Conseil exécutif national remplit un bulletin de candidature signé par lui-même et par au moins cinq (5) délégués au Congrès.

b) Le bulletin de candidature doit être remis ou expédié par poste recommandée au secrétariat national au moins trente (30) jours avant l'ouverture du Congrès.

c) Un membre ne peut faire acte de candidature que pour un poste.

d) Le secrétariat national doit communiquer par écrit la liste des candidats au moins vingt (20) jours avant

l'ouverture de Congrès à tous les délégués dont les noms lui sont parvenus.

e) S'il n'y a pas au moins un candidat mis en candidature à chaque poste du Conseil exécutif national, le président d'élection doit demander des mises en candidature parmi les délégués présents au Congrès et procéder ensuite à l'élection.

f) Les élections aux divers postes ont lieu en même temps.

g) Le candidat au poste de président du Parti doit obtenir la majorité absolue des voix exprimées; la majorité simple des voix exprimées suffit quant aux autres postes du Conseil exécutif national.

h) Tous les membres élus au Conseil exécutif national entrent en fonction dès la clôture du Congrès et leur mandat expire à la fin du Congrès suivant.

3. a) Le Conseil exécutif national se désigne un président parmi ses membres.

b) Le Conseil exécutif national se réunit au moins une (1) fois par mois. Son quorum est de huit (8) membres. En énonçant leurs motifs par écrit, cinq (5) membres du Conseil exécutif national peuvent exiger la convocation d'une réunion du Conseil exécutif national.

4. Les pouvoirs:

Le Conseil exécutif national dirige le Parti et en administre les affaires en se conformant aux lignes générales d'action, au programme, aux directives et aux décisions adoptées par le Congrès et le Conseil national.

Plus particulièrement, le Conseil exécutif national:

a) nomme les fonctionnaires du Parti et fixe leur rémunération;

b) prépare le budget annuel du parti et le soumet au Conseil national pour étude et adoption;

c) maintient les services nécessaires au bon fonctionnement du Parti;

d) prépare chaque année un cheminement critique complet des activités du Parti dont les différents programmes et projets intègrent les fonctions et mandats prévus aux règlements et le propose au Conseil national pour discussion et approbation. Le cheminement critique complet devra être transmis aux associations de comté ou moins trente (30) jours avant la tenue du Conseil national;

e) assure la réalisation du cheminement critique approuvé par le Conseil national, s'adjoint les services des personnes-ressources jugées nécessaires et nomme les directeurs des différents programmes et projets;

f) prend les mesures nécessaires pour assurer la tenue d'assemblées démocratiques pour le choix des candidats du Parti aux élections générales ou partielles au Québec;

g) peut procéder à l'expulsion d'un membre du Parti.

5. Le Conseil exécutif national accrédite officiellement les associations du Parti dans chaque comté du Québec.

CHAPITRE VIII LES RÉGIONS.

Le territoire du Québec est divisé en régions groupant chacune un certain nombre de comtés, établies ou modifiées par le Conseil national en accord avec les comtés concernés.

LE CONGRÈS RÉGIONAL:

1. Le Congrès régional est l'instance suprême de la région, sous réserve des pouvoirs du Congrès national et du Conseil national.

2. a) Le Congrès régional a lieu tous les deux (2) ans, avant le Congrès national du Parti, à une date fixée par le Conseil régional en accord avec le Conseil exécutif national.

b) Un avis d'au moins soixante (60) jours pour la tenue d'un tel Congrès mentionnant l'endroit, la date, l'heure et le but d'un tel Congrès doit être adressé par le secrétariat régional au secrétaire de chaque Conseil de comté.

c) Toute résolution dûment adoptée par une assemblée générale de comté est expédiée au secrétariat régional au moins vingt-cinq (25) jours avant le Congrès régional.

d) Au moins quinze (15) jours avant l'ouverture du Congrès, le secrétariat régional expédie à tous les délégués dont les noms lui sont parvenus toutes les résolutions ainsi reçues, celles émanant du Conseil régional, de même que les états financiers, les règles de fonctionnement et les procédures adoptés par le Conseil régional.

e) Seules ces résolutions sont soumises au congrès. Toutefois, celui-ci, par un vote à la majorité simple des voix exprimées et sans débat, peut autoriser la présentation d'une résolution ayant un caractère d'urgence.

3. Le Conseil régional peut convoquer un Congrès extraordinaire. Un avis d'au moins vingt-cinq (25) jours pour la tenue d'un tel Congrès, mentionnant l'endroit, la date, l'heure et le but d'un tel Congrès doit être adressé par le secrétariat régional au secrétaire de chaque Conseil de comté.

4. Chaque comté d'une région a droit à 24 délégués qui sont élus par l'assemblée générale de comté pour le Congrès régional. Sont aussi délégués de droit au Congrès régional les membres du Conseil régional et les députés des comtés de la région.

La liste des noms des délégués doit être expédiée par les instances concernées au secrétariat régional au moins vingt-cinq (25) jours avant l'ouverture d'un Congrès ordinaire. Dans le cas d'un Congrès extraordinaire; ce délai peut être réduit à cinq (5) jours.

5. Seuls les délégués ont droit de parole et de vote aux assemblées plénières du Congrès régional. Néanmoins, tout citoyen a droit de s'inscrire comme observateur et de participer aux réunions des commissions conformément aux procédures du Congrès.

6. Les délégués au Congrès régional:

a) discutent des résolutions soumises, déterminent leur degré de priorité et adoptent les résolutions pour le Congrès national du Parti;

b) établissent les lignes générales d'action du Parti au niveau régional;

c) examinent le bilan et l'état des revenus et des dépenses du dernier exercice financier que leur soumet le Conseil régional;

d) prennent les décisions appropriées sur toutes questions régulièrement inscrites à l'ordre du jour;

e) reçoivent les rapports du Conseil exécutif régional;

f) élisent les membres du Conseil exécutif par vote au scrutin secret, en suivant les formalités et procédures suivantes:

i) chaque candidat à un poste du Conseil exécutif régional remplit un bulletin de candidature signé par lui-même et par au moins cinq (5) délégués au Congrès;

ii) le bulletin de candidature doit être remis ou expédié par poste recommandée au secrétariat régional au moins vingt-cinq (25) jours avant l'ouverture du Congrès;

iii) un membre ne peut faire acte de candidature que pour un poste;

iv) le secrétariat régional doit communiquer par écrit

la liste des candidats au moins quinze (15) jours avant l'ouverture du Congrès à tous les délégués dont les noms lui sont parvenus;

v) s'il n'y a pas au moins un candidat mis en candidature à chaque poste du Conseil exécutif régional, le président d'élection doit demander des mises en candidature parmi les délégués présents au Congrès et procéder ensuite à l'élection;

vi) les élections aux divers postes ont lieu en même temps;

vii) le candidat au poste de président régional doit obtenir la majorité absolue des voix exprimées; la majorité simple des voix exprimées suffit quant aux autres postes du Conseil exécutif régional;

viii) tous les membres élus au Conseil exécutif régional entrent en fonction dès la clôture du Congrès et leur mandat expire à la fin du Congrès suivant.

7. Le président de l'assemblée plénière du congrès régional est élu par le Congrès régional dès l'ouverture de celui-ci sur recommandation du Conseil régional.

LE CONSEIL RÉGIONAL:

8. Le Conseil régional est la plus haute instance régionale entre les congrès régionaux.

9. Sont membres du Conseil régional et ont droit de parole et de vote:

a) les membres du Conseil exécutif régional;

b) les présidents de comté de la région ou leur suppléant dûment mandaté par le Conseil exécutif de comté.

10. Ont également droit de parole seulement au Conseil régional:

a) un délégué par comté choisi par le Conseil exécutif de comté;

b) les députés de la région;

c) les candidats officiels aux élections à venir.

11. Cependant, une région qui désire expérimenter un nouveau mode de fonctionnement pourrait le soumettre au Conseil national pour ratification.

12. Le Conseil régional a pour fonctions principales:

a) de concrétiser l'action du Parti au niveau de la région conformément aux décisions spécifiques prises par le Congrès régional;

b) de surveiller l'exécution des décisions du Congrès régional;

c) d'approuver les rapports et différents programmes et projets de cheminement critique;

d) de prendre des décisions sur toutes matières urgentes sur lesquelles le Congrès régional ne s'est pas prononcé;

e) de combler les vancances qui surviennent au sein du Conseil exécutif régional;

f) de nommer les fonctionnaires de la région et de fixer leur rémunération;

g) d'approuver le budget annuel de la région préparé par le Conseil exécutif régional;

h) de ratifier la nomination des directeurs de différents programmes et projets;

i) de décider du renvoi desdits directeurs après audition de la personne concernée;

j) d'élire, au scrutin secret, à la première réunion du Conseil régional suivant le Congrès régional un comité de surveillance des finances composé de trois (3) membres ne faisant pas partie du Conseil exécutif régional;

k) de coordonner l'action des comtés de la région.

13. Le Conseil régional se réunit au moins six (6) fois par année sur convocation du Conseil exécutif régional ou aux dates qu'il se fixe lui-même. En énonçant leurs motifs par écrit au secrétaire régional, le tiers (1/3) des

membres ayant droit de vote peuvent exiger la convocation d'une réunion extraordinaire du Conseil régional.

Le quorum est de la moitié plus un (1) membre ayant droit de vote.

Un avis d'au moins huit (8) jours pour la tenue d'une telle réunion doit être adressé par le secrétaire régional au président de chaque Conseil de comté.

LE CONSEIL EXÉCUTIF RÉGIONAL:

14. La composition du Conseil exécutif régional est déterminée par le Conseil régional selon ses besoins.

15. Le Conseil exécutif régional se réunit au moins une (1) fois par mois sur convocation du président qui préside les séances. Son quorum est de la majorité des membres. En énonçant leurs motifs par écrit, deux (2) membres peuvent exiger du président la convocation d'une réunion du Conseil exécutif régional.

16. Les membres du Conseil exécutif régional sont élus par le Congrès régional qui ratifie la composition du Conseil exécutif proposée par le Conseil régional.

17. Le Conseil exécutif régional:

a) exécute les décisions du Congrès régional et du Conseil régional;

b) coordonne le travail des comités formés par le Conseil régional;

c) prend toutes les mesures nécessaires pour assurer la participation de tous les comtés aux travaux de la région;

d) prépare le budget annuel de la région et le soumet au Conseil régional pour étude et adoption;

e) maintient les services nécessaires au bon fonctionnement de la région.

CHAPITRE IX

LES COMTÉS.

L'ASSOCIATION DE COMTÉ:

1. Dans chaque comté où résident cinquante (50) membres ou plus du Parti, le Conseil exécutif accrédite officiellement l'association que les membres ont constituée en se conformant aux Statuts et Règlements.

Les organes de l'Association de comté sont les suivants: l'Assemblée générale et le Conseil exécutif de comté.

Si le fonctionnement d'une Association de comté n'est pas conforme aux Statuts et Règlements du Parti, le Conseil exécutif national, par un vote des deux tiers (2/3) et le Conseil régional concerné par un vote des deux tiers (2/3) peuvent conjointement décider de nommer un tuteur pour assumer les pouvoirs de cette Association de comté jusqu'à ce qu'elle soit en mesure de reprendre son fonctionnement régulier.

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE:

2. a) L'Assemblée générale des membres se réunit au moins deux (2) fois par année sur convocation du Conseil exécutif de comté.

b) Le quorum à toute assemblée générale est de 5% du nombre total de membres du comté. Le quorum maximum est fixé à 100 membres et le minimum à 20 membres.

c) Dans un comté semi-urbain ou rural, une assemblée générale peut se dérouler par étapes à des dates et/ou à des endroits différents.

d) Cette assemblée doit être convoquée comme toute autre assemblée générale de comté; le quorum est calculé par la somme des membres présents à chacune de ces assemblées. Un membre n'a droit de vote qu'à une

des différentes assemblées et sa présence n'est calculée qu'une seule fois.

e) Un avis d'au moins huit (8) jours pour la tenue d'une assemblée ordinaire doit être adressé par le Conseil exécutif de comté à chacun des membres.

f) Cet avis contient l'ordre du jour tel que préparé par le Conseil exécutif de comté et indique comment se procurer copie de toute résolution venant des comités, des sections ou des membres.

g) En énonçant leurs motifs par écrit, vingt-cinq (25) membres du comté peuvent exiger du Conseil exécutif de comté la convocation d'une assemblée générale extraordinaire. Seuls les motifs énoncés deviennent l'ordre du jour de cette Assemblée générale extraordinaire. Le Conseil exécutif de comté doit convoquer cette assemblée générale extraordinaire dans les quinze (15) jours suivants.

3. Le président du Conseil exécutif de comté ouvre la séance plénière de l'Assemblée générale et voit à l'élection d'un président d'assemblée. Les décisions se prennent à la majorité simple des votes exprimés; le président d'assemblée n'a droit de vote qu'en cas d'égalité des voix exprimées.

4. Les membres de l'Assemblée générale:

a) élisent au scrutin secret les membres du Conseil exécutif de comté une fois par an, aux moments fixés par le Conseil national;

b) discutent les questions inscrites à l'ordre du jour et les résolutions soumises;

c) établissent les lignes générales d'action du Parti dans le cadre du comté;

d) examinent l'état des revenus et des dépenses que leur présente le trésorier du comté et élisent au scrutin secret un comité de surveillance des finances composé de trois (3) membres ne faisant pas partie du Conseil exécutif du comté;

e) contrôlent l'exécution des mandats confiés au Conseil exécutif de comté et aux comités de travail de l'association;

f) à la dernière Assemblée générale précédant le Congrès national du Parti, élisent leurs délégués conformément à l'article 4 du chapitre V des Statuts; tous les délégués doivent être choisis parmi les membres inscrits au comté; en outre, à la dernière assemblée générale précédant le Congrès régional, élisent leurs délégués conformément à l'article 4 du chapitre VIII des Statuts;

g) seuls les membres inscrits au comté ont droit de vote à l'assemblée générale.

LE CONSEIL EXÉCUTIF DE COMTÉ:

5. Sont membres du Conseil exécutif de comté:

a) le président;

b) le vice-président;

c) le secrétaire;

d) le trésorier;

e) trois (3), cinq (5) ou sept (7) conseillers selon le comté.

Le nombre de conseillers est déterminé par l'Assemblée générale des membres conformément aux dispositions précédentes. Cette décision est prise lors de l'assemblée générale des membres qui doit élire un nouvel exécutif.

6. L'élection des membres du Conseil exécutif de comté a lieu au scrutin secret en suivant la procédure et les formalités suivantes:

a) chaque candidat à un poste du Conseil exécutif de comté remplit un bulletin de candidature signé par lui-

même et par au moins cinq (5) membres en règle de l'Association de comté;

b) le bulletin de candidature doit être expédié ou remis au secrétaire du comté en tout temps avant le moment fixé dans l'avis de convocation pour l'ouverture de l'Assemblée générale;

c) s'il n'y a pas au moins un candidat mis en candidature à chaque poste du Conseil exécutif de comté, le président d'élection doit demander des mises en candidature parmi les membres présents à l'assemblée qui devront chacun avoir l'appui de cinq (5) membres et procéder ensuite à l'élection pour les postes à combler;

d) le candidat au poste de président, de vice-président, secrétaire ou trésorier qui obtient la majorité simple des voix exprimées est déclaré élu par le président d'élection.

Les candidats aux postes de conseillers qui obtiennent le plus de votes sont déclarés élus par le président d'élection, compte tenu de nombre de postes à combler. Le président d'élection ne vote qu'en cas d'égalité des voix. Pour être valide, un bulletin doit contenir autant de votes qu'il y a de postes de conseiller à combler.

7. Le Conseil exécutif de comté se réunit au moins une fois par mois sur convocation du président qui préside les séances. Son quorum est de quatre (4), cinq (5) ou six (6) membres, suivant que le Conseil exécutif de comté comprend trois (3), cinq (5) ou sept (7) conseillers.

En énonçant leurs motifs par écrit, deux (2) membres du Conseil exécutif peuvent exiger du président la convocation d'une réunion du Conseil exécutif de comté.

LES POUVOIRS DU CONSEIL EXÉCUTIF DE COMTÉ:

8. Le Conseil exécutif de comté:

a) exécute les décisions de l'assemblée générale;

b) nomme les responsables des programmes et projets locaux et les responsables de tous les comités, y compris le directeur à l'organisation et le registraire de comté. Le président du comté est membre de droit des comités;

c) coordonne la réalisation des programmes et projets locaux, régionaux et nationaux et le travail de tous les comités, y compris lors des opérations du Parti et des campagnes électorales;

d) peut destituer et remplacer un de ses membres après trois (3) absences consécutives sans motif valable aux réunions du Conseil exécutif; une majorité des deux tiers (2/3) des membres du Conseil exécutif est requise pour ce vote et l'assemblée générale suivante accepte ou refuse cette décision;

e) prend toutes les mesures nécessaires pour assurer la participation au travail du Parti d'un nombre sans cesse croissant de citoyens et, à cette fin, crée des sections au niveau des paroisses, des quartiers urbains, des municipalités de banlieue et des collèges, le cas échéant. Ces sections sont établies et fonctionnent suivant les dispositions du présent chapitre des Statuts, mutadis mutandis;

f) nomme un remplaçant au poste vacant du Conseil exécutif de comté par suite de démission, décès ou destitution, jusqu'à la prochaine assemblée générale des membres; ceux-ci procèdent alors à l'élection d'un membre au Conseil exécutif de comté pour terminer le mandat au poste devenu vacant.

LE CONGRÈS POUR LE CHOIX D'UN CANDIDAT DU PARTI AUX ÉLECTIONS QUÉBÉCOISES:

9. Le Conseil exécutif national ordonne, avant toute élection, la tenue d'un Congrès pour le choix du candidat dans le comté.

Le Congrès est régi par les règlements adoptés à cette fin par le Conseil national du Parti.

Ces règlements devront consacrer les principes suivants:

a) toutes les personnes qui sont membres de l'association de comté quatre-vingt-dix (90) jours avant la tenue d'un Congrès pour le choix d'un candidat et qui sont résidentes dans le comté sont habilitées à voter pour le choix d'un candidat et celles dont la carte de membre arrive à échéance dans les quatre-vingt-dix (90) jours précédant le Congrès pour le choix d'un candidat, qui ont renouvelé leur adhésion au moment de l'ouverture de l'assemblée;

b) le Conseil exécutif national peut, par un vote unanime, s'opposer pour des raisons graves à la présentation de toute candidature au Congrès pour le choix d'un candidat du Parti aux élections québécoises.

c) les dépenses des candidats pour promouvoir leur candidature doivent être conformes aux modalités prévues aux règlements.

CHAPITRE X LE CONSEIL DES DÉPUTÉS.

1. Les députés doivent se conformer aux objectifs du Parti, à ses Statuts et à ses Règlements.

2. a) Les députés élus forment un groupe appelé Conseil des Députés du Parti.

b) Le président du Parti ou son représentant convoque et préside les réunions du Conseil des Députés.

c) Le Conseil des Députés:
— détermine la stratégie à adopter pour poursuivre les objectifs politiques du Parti à l'Assemblée nationale;

— reçoit les avis du Conseil exécutif;
— se conforme au programme du Parti.

3. Le vice-président du Parti et deux (2) membres du Conseil exécutif national choisis par celui-ci participent à ces réunions.

4. Même en cas de circonstances exceptionnelles, la députation du Parti ne peut engager le Parti sans son consentement.

5. Le député élu doit:
a) se consacrer à sa tâche d'élu du peuple et de représentant du comté;

b) démissionner de tout poste qu'il occupait dans le Parti au niveau de la région ou du comté ou du Conseil exécutif national, sauf indication contraire des Statuts;

c) demeurer en relation étroite avec l'Association de comté;

d) participer à des assemblées politiques d'information dans le comté;

e) assister à toutes les assemblées générales de l'Association de comté, sauf motifs valables;

f) recevoir la documentation et les avis que lui fournit l'Association de comté;

g) se conformer aux décisions de l'Association de comté pour ce qui est des questions d'ordre local, dans la mesure où elles sont compatibles avec la politique nationale du Parti;

h) monter des dossiers sur les divers problèmes surgissant dans l'application des lois existantes et faire

parvenir aux ministères concernés ce ou ces dossiers avec les recommandations appropriées.

6. Tout député d'un autre groupement politique désirant se joindre au Parti Québécois ne pourra le faire qu'à titre de candidat indépendant et ne pourra par conséquent faire partie officiellement du Conseil des Députés, sauf à la suite d'un Congrès pour le choix d'un candidat où le député en question aura été légalement choisi candidat du Parti.

7. Chaque député est soumis à toutes les obligations du militant dans son comté, mais son activité parlementaire et ses votes au Parlement relèvent uniquement de la députation, du Conseil exécutif national et du Conseil national selon les modalités établies par un protocole.

8. Un protocole étudié et adopté par le Conseil national et soumis à la ratification du Congrès règle les rapports entre la députation (et éventuellement les ministres) du Parti et les organismes dirigeants du Parti (i.e. Conseil exécutif national et Conseil national), notamment pour les votes engageant le Parti et la défense et l'application du programme du Parti.

9. Tout membre du comté qui désire adresser une plainte à un député peut le faire en écrivant au député, avec copie expédiée au secrétaire de l'Association du comté. Toute plainte ainsi adressée doit être considérée par le Conseil du comté qui, s'il le juge à propos, la soumet à l'Assemblée générale pour décision.

CHAPITRE XI LES RELATIONS ENTRE LE PARTI ET LE CONSEIL DES DÉPUTÉS.

1. Le président du Parti est chef parlementaire, c'est-à-dire chef du groupe parlementaire, dans le cas où le Parti est dans l'Opposition et chef du Conseil exécutif gouvernemental lorsque le Parti est au pouvoir.

Dans la seule circonstance où le président du Parti n'est pas membre de l'Assemblée nationale, le Conseil des Députés propose au Conseil exécutif national une personne pour occuper cette fonction. Si le Conseil exécutif national accepte la personne proposée, il soumet sa nomination au prochain Conseil national pour ratification.

Dans le cas où le Conseil national refuse la ratification, un Congrès national extraordinaire est convoqué pour régler la question. Si le Conseil exécutif national n'accepte pas la personne proposée, un Conseil national spécial est immédiatement convoqué pour procéder à l'élection du chef parlementaire.

Dans le cas où le chef parlementaire, qui était aussi président du Parti, n'assume plus la présidence à la suite d'un Congrès national, on procède de nouveau au choix du chef parlementaire selon les mécanismes prévus aux articles précédents.

2. Le Conseil national forme une Commission permanente du programme, de cinq (5) membres, composée du président du Comité directeur du Conseil national, du conseiller au programme, d'un représentant du Conseil des Députés nommé en son sein, et de deux (2) membres non députés élus par le Conseil national en son sein.

La Commission permanente du programme a pour mandat d'assister le Conseil national, le Conseil exécutif national et le Conseil des Députés dans l'application du programme du Parti:

A cette fin, elle peut:

a) faire toute recommandation pertinente à ces instances en matière d'application du programme;

b) obtenir de ces instances toute information pertinente et notamment tout projet de loi et/ou programme

législatif soumis à l'Assemblée nationale;

c) rencontrer au besoin le Conseil exécutif national ou le Conseil des Députés ou l'un quelconque de ses membres;

d) organiser, si elle le juge nécessaire, une consultation élargie sur des questions relatives à l'interprétation du programme;

e) prendre des mesures appropriées, lorsqu'elle le juge nécessaire, pour que soit convoqué un Conseil national spécial aux fins d'étudier toute question relative à son mandat.

La Commission permanente du programme fait rapport de ses travaux à chaque Conseil national régulier et au Congrès national.

La nomination des membres de la Commission permanente du programme se fera à la première séance du Conseil national suivant chaque Congrès national.

3. En cas de désaccord entre le Conseil national et le Gouvernement sur l'application du programme, le Conseil exécutif national doit, si le Conseil national ou le Gouvernement en fait la demande, convoquer un Congrès national spécial chargé de trancher le différend.

CHAPITRE XII LES AMENDEMENTS AUX STATUTS.

Seul le Congrès national du Parti a le droit de modifier les présents Statuts.

a) Toutes les propositions d'amendements aux Statuts doivent parvenir par écrit au secrétariat national trente (30) jours avant l'ouverture du Congrès national. Ces propositions d'amendements aux Statuts doivent avoir été adoptées par une assemblée générale des membres d'un comté, par un congrès régional, par le Conseil exécutif national ou par le Conseil national.

b) Le texte de toute proposition d'amendements aux Statuts doit être expédié au même moment et aux mêmes personnes que les autres propositions soumises à un Congrès national.

c) Chaque amendement requiert l'approbation de la majorité simple des délégués participant au scrutin.

Section 3

I. Les prises de positions.

1. La Souveraineté - association

Le Congrès déclare que la souveraineté du Québec n'est pas négociable, qu'elle implique l'exercice de tous les pouvoirs politiques d'un État souverain, y compris notamment le pouvoir exclusif de lever des impôts et de légiférer sur le territoire du Québec, et mandate le gouvernement du Québec de négocier une association principalement économique avec le Canada.

2. Le troisième âge

Le Congrès demande au gouvernement d'accélérer la mise en oeuvre des résolutions prises à l'occasion du colloque du troisième âge de 1978, "Vieillir au Québec", et particulièrement pour:

a) les soins et prothèses dentaires, visuelles et auditives;

b) augmenter les moyens et les services mis à la disposition des centres de jour et leur extension;

c) les services à domicile;

d) la construction de H.L.M. permettant de continuer à vivre dans le milieu naturel;

e) subventionner les personnes âgées qui veulent

demeurer à domicile en appliquant aux personnes âgées et aux handicapés les mêmes normes que pour les personnes vivant dans les foyers modiques et dans les foyers privés, et que la compensation dépassant 25% de leur revenu leur soit payée directement par le gouvernement dans la mesure où les premières sont éligibles au supplément du revenu garanti et que les deuxièmes sont admissibles à l'aide sociale;

f) renseigner les citoyens du troisième âge sur tous les services offerts par le gouvernement.

3. Les conditions de travail

Le Congrès demande au gouvernement de légiférer au cours de la prochaine session sur le droit de toute citoyenne et tout citoyen de travailler seulement à temps partiel, sans perdre d'avantages, selon ce qui est inscrit au programme, [chapitre V, conditions de travail 2 c), 18 a) c) d) e)].

4. La protection du territoire

Le Congrès demande au gouvernement que le plan de protection du territoire agricole s'étende à toutes les terres arables du Québec.

5. La condition féminine

Le Congrès demande au gouvernement du Québec de réaliser dans les plus brefs délais les points déjà inscrits au programme officiel du Parti concernant spécifiquement la condition de la femme. Ces exigences constituent le minimum vital permettant aux femmes de vivre leur autonomie en toute égalité et responsabilité, de la même façon que le programme du Parti conduira le Québec à sa propre autonomie, laquelle se résume en deux mots: égalité et indépendance.

6. L'éducation

Le Congrès demande au gouvernement que, tout en poussant plus loin le système de gratuité, tel que prévu au chapitre IV, l'Éducation, on établisse les mécanismes nécessaires pour corriger les déficiences du système actuel de prêts et bourses, tout en tenant compte des disparités régionales.

II. Les mandats.

1. Au Conseil exécutif national

Que le Conseil exécutif national en collaboration avec le Conseil national, dès la première année de son mandat, mette sur pied une école permanente de formation politique en étroite relation avec les régions. Les objectifs de cette école seront de transmettre aux militants de la base des informations structurées sur les aspects politiques, sociaux et économiques de la société québécoise et les outils de diffusion appropriés, afin que les militants du Parti soient en mesure d'exposer à la population les thèses et le programme du Parti, de participer adéquatement aux grands débats de notre société et de participer activement à la vie du Parti.

2. Au Conseil des députés

Le Congrès national presse le Conseil des Députés de revenir à l'esprit du programme du Parti et d'assouplir les règlements actuels de placement dans l'industrie de la construction après consultation, spécialement dans le cas des travailleurs des régions périphériques.

3. Au Conseil national

a) Que le conseil national étudie la possibilité que le Parti Québécois adhère à des organismes internationaux auxquels il lui serait avantageux d'appartenir.

b) Que le Conseil national du Parti Québécois organise un colloque national sur la question des francophones hors-Québec et la Souveraineté-Association.

